



Diaspora, résidents ivoiriens et le web 2.0 : quelles stratégies d'appui à la formation à travers la mise en place d'une communauté de pratique ?

Présenté par

Emma Kouadio

pour l'obtention du Master en Développement de l'Université Senghor
Département Culture
Spécialité Communication et Médias

le 17 Avril 2013

Directeur de mémoire

Robert Baudouin
Professeur Titulaire
Faculté des sciences de l'Éducation
Université de Moncton (Canada)

Devant le jury composé de :

Dr. HDR Jean-François Fau Président
Directeur du Département Culture
Université Senghor (Égypte)

Monsieur Bernard Schoeffer examinateur
Journaliste
Chef de service de Coopération
Radio France International (France)

Monsieur Robert Baudouin examinateur
Professeur Titulaire
Université de Moncton (Canada)

Remerciements

Ce travail de recherche est le fruit de nos efforts pendant deux années académiques. Ces efforts ont été possibles grâce aux contributions de plusieurs personnes à qui nous voudrions adresser nos remerciements les plus sincères.

Nous tenons à remercier particulièrement Monsieur Robert Baudouin, Professeur titulaire à l'Université de Moncton qui, en tant que Maître de stage et Directeur de mémoire, s'est toujours montré très disponible pendant le stage et tout au long de la réalisation de ce mémoire. Il a su orienter nos réflexions, nous soutenir et surtout créer un environnement favorable à notre séjour au Canada. Sans son apport, ce travail n'aurait pas vu le jour.

Nous ne pouvons oublier Monsieur Etienne Dako, Professeur agrégé à l'Université de Moncton sans qui, le stage au Canada n'aurait pas été effectif. Grand merci pour ses encouragements et son oreille attentif à nos préoccupations.

Nos remerciements s'adressent également au Dr. Jean-François Fau, Directeur du Département Culture de l'Université Senghor d'Alexandrie, pour ses précieux conseils et avis dans la rédaction du travail. Malgré son arrivée en mi formation, il a su prendre le train en marche et s'est occupé de nos préoccupations en y consacrant le maximum de son temps. Ses remarques et suggestions ont été d'une grande pertinence. Notre reconnaissance va à l'endroit de Mme Rania Adel El Guindy, Assistante du Département Culture, pour sa disponibilité et son aide chaque fois que nous l'avons sollicitée.

Notre gratitude va également à l'endroit du Professeur Christophe Euzet, ancien Directeur du Département Culture, pour son aide et ses conseils pendant la première année de notre formation.

Nous remercions Monsieur Renaud-Guy Ahioua Moularet, ancien diplômé de la XIème promotion de l'Université Senghor et collègue de travail, pour ses encouragements et son soutien à la préparation de cette formation.

Nous n'oublions pas d'exprimer notre gratitude à Monsieur Yobouet, Directeur du Département des Ivoiriens de l'Etranger au Ministère des Affaires Etrangères-CI et à Monsieur Ouraga, Président de la Coordination Générale des Ivoiriens de la Diaspora, pour les informations et les encouragements reçus.

Grand merci à mes parents pour leur soutien moral et spirituel. Cela nous a permis de tenir bon pendant deux années passées loin d'eux.

Enfin, nous tenons à exprimer notre reconnaissance à l'endroit de tous nos proches pour les lectures et les corrections sur ce travail. Aussi, à tous les participants de nos études menées.

Merci infiniment à toutes et à tous.

Dédicace

A mon père, Kouadio Kouakou Lavisse et à ma mère, Abo Ahou Pauline, je leur dédie ce travail en guise de reconnaissance pour l'éducation et le soutien inconditionnel qui ont contribué à ma réussite professionnelle. Leur rigueur et leur conviction m'ont permis d'arriver à ce stade de ma vie.

Résumé

La migration sans retour vers les pays développés des ivoiriens qualifiés est liée à plusieurs contraintes et difficultés dont le contrôle échappe à la Côte d'Ivoire (CI). On peut citer entre autres les crises économiques des années 80, 90 et celles politiques de 2002 et postélectorales, qui ont entraîné l'insuffisance et/ou l'inadéquation des espaces de formation et le taux élevé du chômage. Aujourd'hui, l'Etat ivoirien est conscient de la perte que cela engendre pour lui qui a investi dans la formation de bon nombre de ses immigrants. Il reconnaît le potentiel de développement que peut constituer ces derniers et intervient en faveur de leur contribution dans le développement du pays. Ses interventions sont soutenues par l'Organisation Internationale des Migrations (OIM) et la diaspora ivoirienne elle-même qui s'organise pour se rendre plus disponible.

Cependant, en dehors du programme retour des ressources humaines qualifiées (RQAN) mis en œuvre en 2004 et qui a permis le retour de 203 immigrants qualifiés¹, d'autres actions concrètes émanant de l'Etat et de sa diaspora peinent à voir le jour. Tout reste encore au niveau des réflexions, des discours, des projets et des missions attribuées à des services comme le Département des Ivoiriens de l'Etranger (DIE) créés en 2001, sans accompagnements financiers pour remplir ses missions. Aussi, faut-il dire que les initiatives de certains pays africains et les programmes des organismes internationaux dans plusieurs pays concernés, révèlent des difficultés financières, techniques et de pérennisation. Quand bien même des initiatives ont du succès, ils ne donnent qu'un résultat positif minimal.

Aujourd'hui, le développement des applications de l'Internet appelé Web 2.0, constitue une aubaine à portée des mains pour la CI en dépit des difficultés liées à la connexion et aux moyens et coût d'accès un peu limités. Le Web 2.0 peut jouer un rôle majeur dans le transfert des compétences des ivoiriens de l'étranger réduisant le coût et l'espace. Des études sur son utilisation dans un cadre professionnel et formatif donnent des résultats très positifs qui peuvent être adaptés aux actions de transferts des compétences. Il faut aussi dire que l'étude et les recherches menées sur l'utilisation de l'Internet et du Web 2.0 par les ivoiriens ont permis de mesurer son rôle important dans l'établissement et le maintien des liens sociaux et professionnels. Elles nous ont permis également de savoir que les ivoiriens expriment leur désir d'échanger professionnellement entre eux. C'est ce qui nous emmène donc à leur offrir un cadre virtuel d'échanges de connaissances au sein d'une communauté de pratique basée sur des liens professionnels. Pour le bon succès de ce projet, il appartient à l'Etat de mieux traduire sa volonté en définissant une politique réelle en matière de contribution de la diaspora au développement du pays. Il lui est recommandé également d'accompagner sa politique de vulgarisation de l'Internet par des mesures d'accès à moindre coût à la connexion haut débit et au matériel informatique.

Mots-clefs

Diaspora, transfert de compétences, résidents ivoiriens, secteur de la formation, web 2.0, échanges de connaissances.

¹ Konan Yao Sylvère : *Migration en Côte d'Ivoire : Profil National 2009*, p 78, http://publications.iom.int/bookstore/free/Cote_Profile_2009.pdf, consulté le 8 octobre 2012.

Abstract

The non-return migration towards developed countries of citizens is linked to several constraints and difficulties that escape the control of the Ivory Coast. For example, we name the insufficiencies or inadquations in the education system and employment brought on by economic crises of the 80s and 90s and the political crises of 2002 and of the postelection. Today, the State of the Ivory Coast is aware of the loss this entails given they have invested in the training of a good number of the emigrants. They are also aware of the development potential of these citizens and intervenes in favor of their contribution to the country's development. Their actions are supported by the international organization of migration (IOM) and the Ivorian diaspora who is organizing to be more available.

However, outside the Return of Qualified African Nationals (RQAN) program implemented in 2004 and which allowed for return of 203 qualified immigrants¹, other concrete actions from the State and the diaspora are failing to be developed. All is at the stage of reflections, speeches, projects and missions referred to services such as the Department of Ivorians living abroad (DIE) created in 2001, without financial support to carry out its mission. Also, it must be said, initiatives of certain African countries and International Agencies implemented in several countries concerning the departure of their citizens are burdened by financial, technical and sustenance difficulties. Although these initiatives have had successes, their results are minimal.

Today, application developments of the Internet known as Web 2.0 are a windfall for the IC in spite of difficulties with connections, costs and access. The Web 2.0 can play a major role in competency transfers by Ivoirians living abroad by reducing cost and space. Studies on the its use in professional and training situations have yielded very positive results which can be adapted to programs of competency transfer. We can add that the research we conducted on the Internet and the Web 2.0 by Ivoirians as allowed us to assess its important role in maintaining social and professional relationships. It has also allowed us to acknowledge that Ivoirians desire professional communications amongst themselves. For the success of this project, the State must assert its willingness by defining a strong policy on the contribution of the diaspora to the country's development. We also recommend to accompany its policy of popularizing the Internet by measures of low cost access to high speed connexions and equipment.

Key-words

Diaspora, competency transfer, Ivoirian resident, areas of training, Web 2.0, sharing of knowledge.

Liste des acronymes et abréviations utilisés

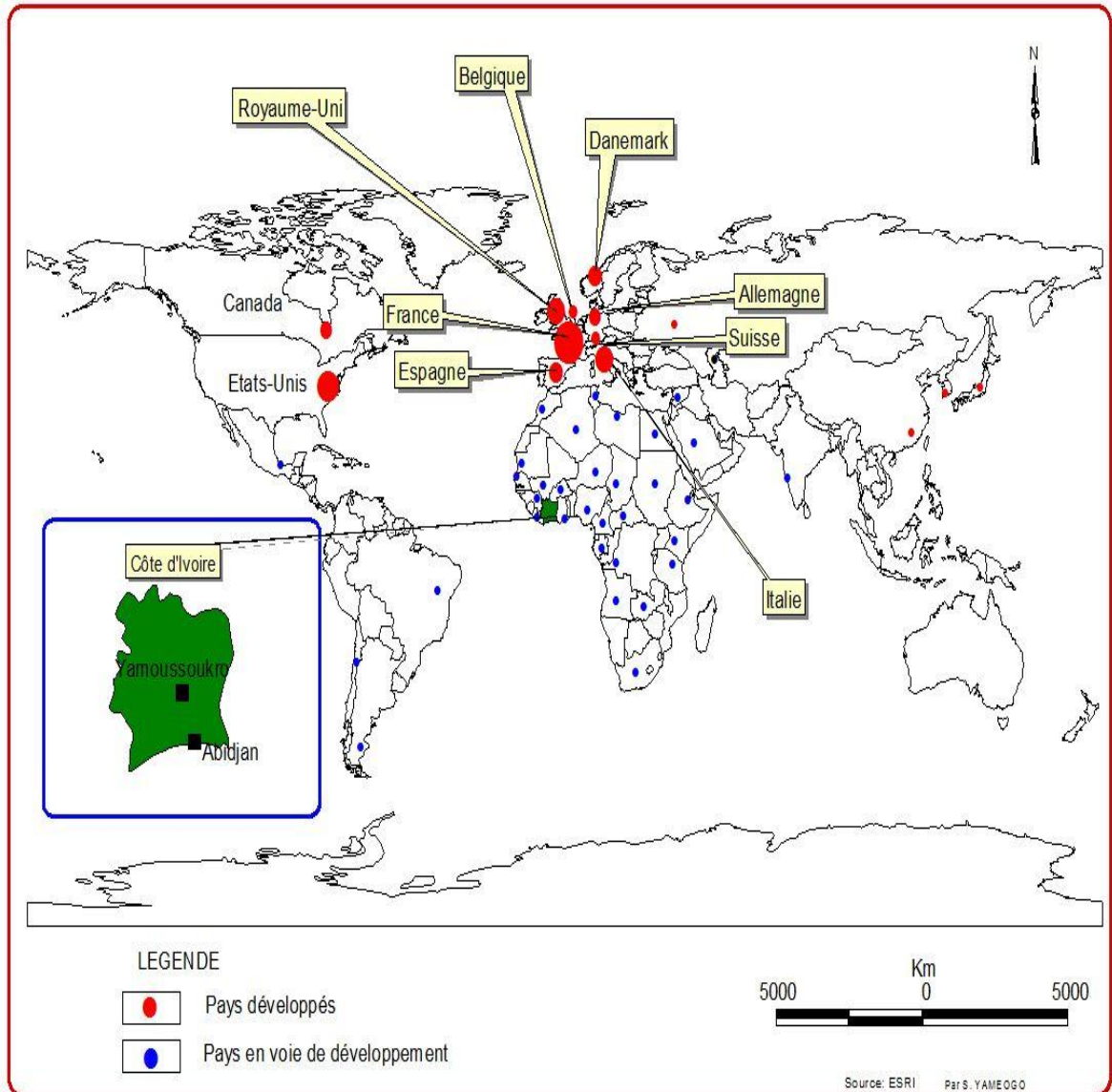
- ACFAS : Association Canadienne-Française pour l'Avancement des Sciences
- ATCI : Agence des Télécommunications de Côte d'Ivoire
- AUI.CI : Association des Usagers de l'Internet de Côte d'Ivoire
- AUF-CI : Agence Universitaire de la Francophonie-Côte d'Ivoire
- BAD : Banque Africaine de Développement
- CED-CI : Centre d'Enseignement à Distance de la Côte d'Ivoire
- CEDEAO : Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest
- CFC : Centre de Formation Continue
- CI : Côte d'Ivoire
- CIRES : Centre Ivoirien de Recherches Economiques et Sociales
- CMI : Centre pour la Migration Internationale et le développement
- CNF : Campus Numérique Francophone
- COGID : Coordination Générale des Ivoiriens de la Diaspora
- CRDI : Centre de Recherches pour le Développement International
- CTCI : Conseil des Télécommunications de Côte d'Ivoire
- CUA : Commission de l'Union africaine
- DIE : Département des Ivoiriens de l'Etranger
- DTCA : Direction de la Coopération Technique en Afrique
- EISMV : Ecole-Inter Etats des Sciences et Médecine Vétérinaires
- FAI : Fournisseurs d'Accès à Internet
- FNGI : Forum National sur la Gouvernance de l'Internet
- INADES : Institut Africain de Développement Economique et Social
- INPH-B : Institut National Polytechnique Houphouët-Boigny
- INFAS : Institut National de Formation des Agents de Santé
- INS : Institut National de Statistique
- MAE : Ministère des Affaires Etrangères
- MIDA : Migrations pour le Développement de l'Afrique
- MIE : Mutuelle des Ivoiriens de l'Etranger
- NIDO : Organisation des Nigériens de la Diaspora
- NTIC : Ministère des Nouvelles Technologies de l'Information et de la Communication
- OCDE : Organisation de Coopération et de Développement Economique
- OIM : Organisation Internationale pour les Migrations
- ONI : Office Nationale d'Identification
- ONU : Organisation des Nations Unies
- OSFU : Unité des États fragiles
- PNUD : Programme des Nations Unies pour le Développement
- RQAN : Return of Qualified African Nationals
- SMSI : Sommet Mondial sur la Société de l'Information
- TOKTEN: Transfer Of Knowledge Through Expatriate Nationals
- UA : Union Africaine
- UNCEA : Commission Economique des Nations Unies pour l'Afrique
- UNESCO : Organisation des Nations Unies pour l'Education, la Science et la Culture
- UPF-CI : Union internationale de la Presse Francophone-Côte d'Ivoire
- ZBTIC : Zone franche de la Biotechnologie et des Technologies de l'Information et de la Communication

Table des matières

Remerciements.....	i
Dédicace.....	ii
Résumé.....	iii
Mots-clefs.....	iii
Abstract.....	iv
Key-words.....	iv
Liste des acronymes et abréviations utilisés.....	v
Introduction.....	1
Chapitre I : état des lieux de la migration externe des ivoiriens et de l’Internet en CI.....	3
I . Cadre juridique et institutionnel de la migration externe des ivoiriens et de l’Internet.....	3
I.1 Gestion de la migration externe des ivoiriens.....	3
I.1.1 Cadre politique.....	3
I.1.2 Cadre réglementaire et institutionnel.....	3
I.2 Gestion de l’Internet.....	4
I.2.1 Cadre politique.....	4
I.2.2 Cadre réglementaire et institutionnel des TICs.....	4
II. Problématique de la migration externe et de l’Internet.....	5
II.1 Présentation générale de la Côte d’Ivoire.....	5
II.2 Contexte et défi.....	6
II.3 Synthèse des données recueillies.....	11
II.3.1 Vue d’ensemble des migrants ivoiriens à travers le monde.....	11
II.3.2 Présentation de la diaspora ivoirienne à l’étranger.....	12
II.3.3 Internet : une aubaine à portée des mains de la diaspora et de la Côte d’Ivoire.....	13
II.4 Hypothèse générale.....	16
II.5 Objectifs de l’étude.....	17
Chapitre II : diaspora et Web 2.0 : quelles relations pour un apport en termes de transfert de compétences ?.....	18
I. Actions envers la diaspora : une mobilisation au service de son pays d’origine.....	18
I.1 Actions de la diaspora ivoirienne.....	18
I.2 Actions de l’Etat ivoirien.....	19
I.3 Actions d’organismes internationaux en Côte d’Ivoire.....	20
I. 4 Quelques actions concrètes dans d’autres pays.....	20
II. Web 2, un mal nécessaire.....	22
II.1 Web 2 dans le secteur de la formation et dans le milieu professionnel.....	22

II.2 Web 2 dans la socialisation et la construction identitaire des individus	25
Chapitre III : Méthodes d’approches en vue d’une perspective contribution de la diaspora ivoirienne à travers le Web 2.....	28
I. Cadre méthodologique.....	28
I.1 Recherche documentaire.....	28
I.2 Apport du stage	29
I.3 Etude sur l’utilisation de l’Internet et des médias sociaux par les ivoiriens	30
I.3.1 Présentation de l’étude.....	30
I.3.2 Analyse des données.....	31
II. Difficultés et recommandations	36
Chapitre IV : Proposition d’appui à la formation à travers le web 2	38
I. Définition du projet.....	38
I.1 Résumé du projet	38
I.2 Contexte et justification.....	39
I.3 Pertinence du projet	40
I.4 Cadre logique	41
II. Description du projet	42
II.1 Groupe cible	42
II.2 Interaction des participants.....	42
II.3 Bénéficiaires du projet	43
II.4 Suivi / évaluation et visibilité du site Internet	44
II.5 Pérennisation du projet.....	45
III. Stratégies de mise en œuvre	45
III.1 Moyens humains	45
III.2 Moyens matériels et logistiques.....	46
III.3 Moyens et modèle de financement du projet.....	46
III.4 Formations des participants.....	47
III.5 Budget et plan de financement.....	48
III.6 Planification des tâches.....	49
Conclusion	50
Références bibliographiques.....	52
Liste des graphiques.....	I
Liste des tableaux	I
Liste des figures.....	I
Annexes.....	II

Diaspora ivoirienne dans le monde



Introduction

L'ampleur des mouvements migratoires depuis le XXIème siècle attire l'attention de plusieurs organismes internationaux et des Etats eux-mêmes concernés par le départ de leurs citoyens.

En effet, la mobilité internationale des personnes s'effectuant depuis la construction des nations, ne nécessitait guère qu'on y accorde une attention particulière en termes d'inquiétude. Cependant, une nouvelle forme de mobilité suscite de nombreuses réflexions, débats et études : c'est le déplacement massif vers les pays développés de l'Europe et de l'Amérique, des africains ayant acquis une certaine compétence dans les secteurs d'activités de développement. « *La Banque Mondiale estime dans son rapport de 1995, que l'Afrique a perdu un tiers de ses cadres entre 1960 et 1987, partis vers les pays industrialisés et que 23 000 universitaires et 50 000 cadres de direction quittent encore le continent chaque année.*»² Entre 1990 et 2000, le nombre de migrants qualifiés ayant bénéficié d'un enseignement supérieur, âgés d'au moins 25 ans et basés dans les pays de l'Organisation de Coopération et de Développement Economique (OCDE) est passé de 12 à 20 millions³. La Côte d'Ivoire n'est pas épargnée par le phénomène. Les différentes crises économiques et sociopolitiques qu'elle a vécues ont considérablement déséquilibré son système éducatif, occasionnant ainsi le départ pour l'étranger de ses citoyens qualifiés. Un départ sans retour garanti qualifié généralement de "fuite des compétences", le retardant dans sa marche vers le développement.

Il est évident que si un pays africain se voit vider de ses ressources humaines compétentes, il serait difficile pour lui d'avancer. Mais il est aussi vrai qu'obtenir des ressources humaines compétentes ailleurs surtout là où les infrastructures, ressources techniques, matérielles permettent des recherches efficaces et des formations de pointe et de qualité, constituent à coup sûr une richesse à exploiter en vue de redynamiser le pays d'origine.

Réclamer ou exiger leur retour physique ? Les empêcher de partir se former ou travailler dans un cadre mieux approprié ? Nous estimons que ces solutions sont ni meilleures, ni envisageables pour des raisons de difficultés financières et d'intégration liées à leur retour. Aussi, sommes-nous dans une société interconnectée caractérisée par la libre circulation et le partage, qui donne plein droit et permet à tous et à chacun de migrer là où bon lui semble. Comment alors tirer profit de cette ressource ?

La migration a toujours existé et continuera d'exister tant que les conditions de vie seront meilleures à certains endroits qu'à d'autres dans le monde. "La fuite des compétences" n'est qu'un symptôme d'une maladie beaucoup plus grave qui affecte le continent (pauvreté, conflits, crises économiques, sociales, politiques). C'est pourquoi, plutôt que d'en faire un problème, il serait mieux aujourd'hui de saisir ces personnes qualifiées comme des viviers potentiels à explorer en termes de stratégies de développement. Leur expérience à l'étranger et leurs liens avec le continent africain peut apporter une

² Kaboret Yalacé, "Eviter la fuite des cerveaux en Afrique subsaharienne : rôle des institutions sous-régionales de formation et de recherche", n° 20. février 2002, Revue Mots Pluriels, <http://www.arts.uwa.edu.au/MotsPluriels/MP2002yyk.html>, consulté le 13 août 2012.

³ Département des Affaires Economiques et Sociales, Division de la population: *Faits et statistiques concernant les migrations internationales*, p 1, ONU, www.un.org/french/events/migrations/factsheet_french.pdf, consulté le 10 janvier 2013.

plus-value importante à toutes actions en faveur de la formation. Les rencontres internationaux et les programmes mis en place par l'Organisation des Nations Unis (ONU), l'OIM et les Etats eux-mêmes, constituent ainsi parmi tant d'autres, des efforts assez considérables dans ce sens. La Côte d'Ivoire a pour sa part jeté les bases d'une série d'initiative sur la prise en compte de la diaspora dans les stratégies de développement. Aussi, au lendemain de sa sortie d'une longue crise politique qui a duré 10 ans, la question de la contribution de la diaspora s'invite-t-elle beaucoup plus au cœur des discours politiques et des prises de décisions nationales. Mais bien souvent, tous ces efforts menés à travers le monde se heurtent malheureusement à des difficultés liées aux réalités propres des Etats ; Ce qui ne permet pas d'impacter positivement sur la redynamisation et l'enrichissement du secteur de la formation.

Aujourd'hui, le Web 2.0, permet l'utilisation d'outils interactifs qui peuvent servir à la création et au maintien de liens socioprofessionnels. Les milieux d'apprentissage formel s'appuient davantage sur cette nouvelle forme pour constituer une société de l'information et du savoir, basée sur le partage des connaissances. Cela nous a amené à nous interroger sur le rôle du Web 2.0 dans la mise à contribution des compétences ivoiriennes vivant à l'étranger. Ce nouvel usage du numérique ne peut-il pas constituer un moyen pour ce vivier d'appuyer le secteur de la formation en CI ? Un moyen dont la diaspora pourra se servir pour créer des relations professionnelles avec ses compatriotes restés au pays en vue de collaborer, de réaliser des projets et de mener des recherches.

Elaborer des réponses à ces questions a nécessité l'emploi d'un ensemble de méthodes acquises tout au long de notre formation. L'utilisation à la fois d'une méthode théorique (recherche documentaire) et une méthode empirique (mise en stage et réalisation d'études) nous ont permis de formuler une proposition d'action à notre questionnement posé. La présente étude se dégage ainsi sous 4 chapitres :

- dans le premier chapitre, il s'agit de faire un état des lieux de la situation migratoire des ivoiriens et de l'usage des Technologies de l'Information et de la Communication (TICs) en CI ;
- dans le deuxième chapitre, nous établirons la relation entre diaspora et Web 2.0. Nous ferons d'abord ressortir les actions de la diaspora en matière de contribution, au service de son pays d'origine et le rôle du Web 2.0 à des fins éducatives et d'établissement des liens, qui pourrait servir comme moyen pour cette contribution ;
- le troisième chapitre est la partie qui va expliquer les méthodes d'approche pour une contribution de la diaspora à travers le Web 2.0. De façon précise, les méthodes utilisées y sont décrites ainsi que les difficultés rencontrées, suivies de quelques recommandations ;
- le quatrième chapitre est la partie qui exposera de façon détaillée, la proposition d'appui à la formation via le Web 2.0. C'est-à-dire la création d'une plateforme d'échanges entre la diaspora et les ivoiriens résidents, au sein d'une communauté de pratique.

Note : Tous les termes employés dans cette étude qui renvoient à des personnes sont pris au sens générique; ils ont à la fois la valeur d'un masculin et d'un féminin.

Chapitre I : état des lieux de la migration externe des ivoiriens et de l'Internet en CI

I. Cadre juridique et institutionnel de la migration externe des ivoiriens et de l'Internet

Nous voulons soulever ce point pour mettre en lumière toutes les actions et les décisions juridiques et institutionnelles de l'Etat en faveur des émigrés⁴ ivoiriens et du développement de l'Internet.

I.1 Gestion de la migration externe des ivoiriens

I.1.1 Cadre politique

La migration⁵ hors de la CI s'est réalisée dans un contexte volontariste en l'absence d'élaboration d'un document de politique nationale qui intègre tous les aspects du fait migratoire. Cependant, la CI participe aux rencontres et débats internationaux sur la migration tels que le dialogue mondial sur la migration. Elle a conclu un accord de siège avec l'OIM, le 27 décembre 2002 à travers le Ministère des Affaires Etrangères (MAE). Cet accord a pour but de porter assistance au retour et à l'établissement des émigrés ivoiriens qui le souhaitent, dans leur pays d'origine.

I.1.2 Cadre réglementaire et institutionnel

L'Etat de CI a décidé de la création par Décret n° 2001-208 du 4 mai 2001, du Département des Ivoiriens de l'Etrangers (DIE) au sein du MAE. Cette décision répond à la prise de conscience du nombre croissant des ivoiriens à l'étranger et au rôle important que ceux-ci pourraient jouer dans le processus de développement du pays. Ce Département opère à partir de deux (2) axes majeurs⁶ :

- La protection des personnes et des biens : Il veille à ce que les droits des ressortissants ivoiriens établis à l'étranger soient respectés et protégés. Il mène également des démarches diplomatiques et juridiques auprès des autorités étrangères en vue de la protection des biens meubles et immeubles des compatriotes à l'étranger, dans les pays d'accueil.

- La mobilisation des ressources humaines, financières et matérielles : le Département mobilise les flux financiers en provenance de l'étranger qui constituent une entrée de devises pour le pays. Il s'occupe de l'insertion dans le tissu socio-économique national, des membres de la diaspora qui reviennent au pays. Il a pour mission également, la mise à la disposition de toutes les compétences humaines de cette diaspora à travers des mécanismes incitant au retour des compétences variées.

⁴ Les personnes qui quittent leur pays pour aller s'installer ailleurs, généralement à l'étranger.

⁵ Selon l'UNESCO, « La migration maintenant concerne le passage des frontières politiques et administratives pour un minimum de temps. Elle inclut, les mouvements de réfugiés, les personnes déplacées et les migrants économiques. »⁵ Cette définition exclut deux formes de relocalisation : la première forme est le mouvement territorial qui n'aboutit pas à un changement dans les relations d'appartenance sociale et qui reste en grande partie sans conséquence pour l'individu et pour la société à la fois, dans les pays d'origine et d'accueil (le tourisme) - la deuxième est le déménagement dans lequel les individus ou les groupes concernés sont purement des agents passifs plutôt que actifs du mouvement (le transfert organisé des réfugiés des États d'origine à un havre de paix).

⁶ Ministère des Affaires Etrangères : *Question des ivoiriens de l'étrangers*, http://www.diplomatie.gouv.ci/aff_cons_etrang.php, consulté le 10 février 2013.

Le Département a été récemment transféré au sein du Ministère de l'Intégration Africaine lors de la nouvelle composition du gouvernement ivoirien en novembre 2012. Désormais, ce Ministère s'intitule "Ministère de l'Intégration Africaine et des Ivoiriens de l'Etranger"⁷.

L'Office Nationale d'Identification (ONI), structure sous tutelle du Ministère de l'intérieur à travers son Département immigration et émigration, est chargée de « *suivre statistiquement les nationaux vivant hors du territoire national en collaboration avec les ministères techniques concernés* »⁸.

I.2 Gestion de l'Internet

I.2.1 Cadre politique

Face aux enjeux liés aux TICs⁹ en général et à l'Internet en particulier, des actions sont mises en œuvre par l'Etat, le secteur privé et la société civile en vue de sa promotion et de son usage de façon massive.

On peut évoquer entre autres :

- création depuis 2003 d'un Ministère en charge des TICs.
- institutionnalisation et l'organisation tous les ans des journées nationales des TICs et de la fête de l'Internet ;
- organisation chaque année du Forum National sur la Gouvernance de l'Internet (FNGI) par l'association Initiatives pour la gouvernance d'Internet en CI. C'est un cadre de discussion et d'échanges sur les questions liées à l'Internet. L'une des grandes recommandations aux sorties du forum organisé en 2012 est la mise sur pied d'un Observatoire national de l'Internet ayant pour mission notamment la collecte, l'analyse et la publication des données (qualitatives et quantitatives) relatives au trafic national (entrant et sortant) de l'Internet ;
- mise en place d'une charte des bons usages de l'Internet à des fins professionnelles, éducatives ou ludiques par l'Association des Usagers de l'Internet de Côte d'Ivoire (AUI.CI). La charte est appelée « *... à un usage responsable d'Internet, outil d'accès au savoir et aux connaissances, instruments de notre vie quotidienne et élément incontournable de l'économie d'aujourd'hui et de demain* »¹⁰.

I.2.2 Cadre réglementaire et institutionnel des TICs

Le cadre légal des télécommunications en CI est défini par la loi n° 95-526 du 7 juillet 1995 portant Code des télécommunications¹¹. Ce code est accompagné de décrets qui contribuent à renforcer le cadre légal ainsi créé. En vue d'encadrer et de gérer efficacement le marché de la télécommunication, deux organes de régulation ont été mis en place:

⁷ Portail officiel du Gouvernement de Côte d'Ivoire : *15è Gouvernement de la Deuxième République (Daniel Kablan DUNCAN)*, http://www.gouv.ci/gouvernement_1.php?recordID=13, consulté le 16 février 2013.

⁸ Konan Sylvère Yao : *Migration en Côte d'Ivoire : Profil National 2009*, p 77, http://publications.iom.int/bookstore/free/Cote_Profile_2009.pdf, consulté le 8 février 2013.

⁹ Les Technologies de l'information et de la communication désignent tout ce qui relève des techniques utilisées dans le traitement et la transmission des informations, principalement l'informatique, l'Internet et les télécommunications.

¹⁰ Association des Usagers d'Internet en Côte d'Ivoire : *Charte des bons usages de l'Internet*, <http://www.charte-internet.ci/>, consulté le 20 janvier 2013.

¹¹ Ce code a été remplacé depuis mars 2012 lors d'un conseil des Ministres par une ordonnance signé par le Chef de l'Etat. Cette ordonnance attendue depuis 2007 apporte des innovations majeures dans l'exercice des activités de Télécommunications en Côte d'Ivoire, dont : La prise en compte de la gouvernance de l'internet - L'introduction de dispositions spécifiques pour la protection des consommateurs - La réorganisation du cadre institutionnel.

- Conseil des Télécommunications de Côte d'Ivoire (CTCI), compétent pour la conciliation et l'arbitrage des conflits dans le secteur ;

- Agence des Télécommunications de Côte d'Ivoire (ATCI) qui assure une fonction technique et celle de police des télécommunications. Elle gère le secteur des Fournisseurs d'Accès à Internet (FAI) depuis leur accréditation sur le territoire national à leur bon fonctionnement sur le marché de la concurrence.

Le rôle du gouvernement est de veiller à ce que tout le mécanisme fonctionne correctement.

En matière d'éducation, la Côte d'Ivoire a été le premier en Afrique à mettre en œuvre des applications Internet telles que les multimédias pour l'éducation, la formation à distance au service de ceux qui cherchent à approfondir leurs connaissances¹². Elle possède plusieurs institutions qui offrent des formations en matière de TICs. Nous pouvons noter entre autres:

- Institut National Polytechnique Houphouët-Boigny (INPH-B) ;
- Institut Africain de Développement Economique et Social (INADES) ;
- le Centre de Formation Continue (CFC).

Aux côtés de ces institutions, existent certains programmes, établissements d'enseignement publics et privés ayant des initiatives en faveur de l'intégration des TICs dans l'enseignement. Nous avons :

- Campus Numérique Francophone (CNF) ;
- Centre de ressource Internet du Centre d'Enseignement à Distance de la Côte d'Ivoire (CED-CI) ;
- Ministère de l'Education Nationale et de l'Enseignement Supérieur¹³. Pour le Ministère, « *L'enseignement des Technologies de l'information et de la communication vise, par une « alphabétisation numérique », à préparer les apprenants(es) à une meilleure insertion dans une société de plus en plus envahie par ces technologies* »¹⁴.

II. Problématique de la migration externe et de l'Internet

II.1 Présentation générale de la Côte d'Ivoire

Située dans la partie Ouest du continent africain, la CI s'étend sur une superficie de 322 462 Km². Elle est limitée à l'Ouest par la Guinée et le Libéria, à l'Est par le Ghana, au Nord par le Burkina Faso et le Mali et au Sud par l'océan Atlantique. Sa capitale politique est Yamoussoukro, sa capitale économique est Abidjan (Annexe n°1). Sa population estimée à 21 952 093 habitants en 2012¹⁵ constitue une soixantaine d'ethnies réparties en quatre grands groupes : les Voltaïques, les Mandés, les Akans et les Krous. Le taux d'alphabétisation est de 56,17% en 2010¹⁶. La CI est un pays laïc au sein duquel

¹² Observatoire TIC : Côte d'Ivoire, <http://www.observatoiretic.org/countries/show/3?locale=fr>, consulté le 20 juin 2012.

¹³ Le Ministère a introduit en cette année scolaire 2012-2013, deux disciplines dont, les Technologies de l'Information et de la Communication en Education (TICE) au programme scolaire de l'enseignement primaire. 50 établissements ont été sélectionnés pour le projet pilote.

¹⁴ Ministère de l'Education Nationale et de l'Enseignement Technique : *Programmes éducatifs et guide d'exécution, Technologies de l'Information et de la Communication à l'Ecole (TICE)*, p 6, <http://www.education-ci.org>, consulté le 1er février 2013.

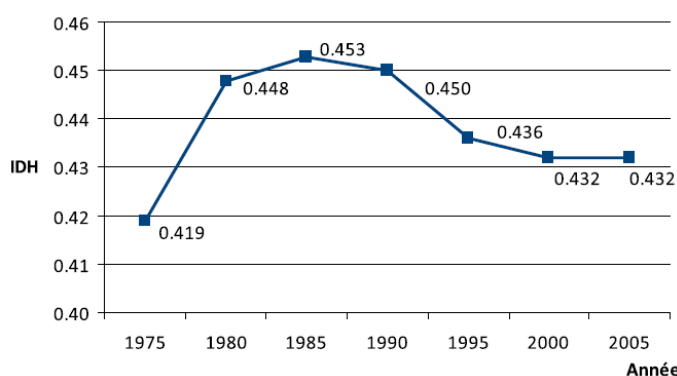
¹⁵ Statistiques mondiales : Côte d'Ivoire : statistiques, http://www.statistiques-mondiales.com/cote_divoire.htm, consulté le 2 novembre 2012.

¹⁶ Université de Sherbrooke : Côte d'Ivoire en bref, <http://perspective.usherbrooke.ca/bilan/servlet/BMTendanceStatPays?langue=fr&codePays=CIV&codeTheme=4&codeStat=SE.ADT.LITR.ZS>, consulté le 7 octobre 2012.

cohabitent plusieurs confessions religieuses dont les principales sont l'Islam, le Christianisme et l'Animisme. Elle est aussi caractérisée par d'importants flux migratoires en interne et en provenance de la sous région ouest africaine¹⁷.

II.2 Contexte et défi

La stabilité dans le milieu scolaire et politique dans lequel baignait la CI dans ses moments de croissance économique ne suscitait guère sinon moins, chez les ivoiriens, le désir de quitter leur pays pour aller vers les pays développés. Mais la CI va connaître une grave crise économique depuis les années 1980. Cette crise s'est accentuée en 1990 par la dégradation de la situation sociopolitique et par le déséquilibre en matière d'éducation et de formation. Cela va jouer sur l'Indice du Développement Humain (IDH)¹⁸ qui est resté plus ou moins constant entre 1980-1990 pour, par la suite baisser considérablement jusqu'en 2005 comme nous le montre le graphique ci-dessous :



Graphique 1 : Evolution de l'IDH de la Côte d'Ivoire, 1975-2005

Source : PNUD, base des données IDH, Human Development Index Trends, extraites en septembre 2009 : <http://hdrstats.undp.org/fr/indicators/10.html>

Depuis cette crise, beaucoup d'ivoiriens ont commencé à migrer vers non seulement les pays de la Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) mais aussi vers l'Amérique et l'Europe pour divers raisons.

De 0,8% en 2005, nous passons à 5,4% d'émigrés ivoiriens en 2010¹⁹.

En effet, la crise économique connue par bon nombre de pays africains dont la Côte d'Ivoire et la croissance rapide des effectifs surtout dans l'enseignement, a eu pour «...conséquences la dégradation des infrastructures et des équipements, la baisse sensible de la qualité de la formation et de la recherche, l'aggravation du chômage des diplômés, la course aux diplômes acquis à l'étranger et

¹⁷ Les flux migratoires se justifient en grande partie par la politique d'exploitation agricole (Café-Cacao) établie par la colonisation française entre 1893 et 1960. Feu le président Félix Houphouët-Boigny va développer après l'indépendance du pays en 1960, cette même politique en attirant d'avantage de travailleurs étrangers dans les plantations ivoiriennes dont leur taux s'élève à 26% après le recensement général de 1998. En interne, existent de grands mouvements du nord et du centre du pays vers le sud et le sud-ouest (zones forestières).

¹⁸ L'indice de développement humain (IDH) est un indicateur statistique créé par le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD) en 1990 pour évaluer le niveau de développement humain des pays du monde. Il se fonde sur trois critères majeurs : l'espérance de vie à la naissance, le niveau d'éducation, et le niveau de vie.

¹⁹ Groupe consultatif-Programme National de Développement : *Plan national de développement 2012-2015, tome II : diagnostic politique, économique, social et culturel*, p 77,

http://www.gcpnd.gouv.ci/fichier/TOME_II_%20DIAGNOSTIC_POLITIQUE_ECONOMIQUE_SOCIAL_ET_CULTUREL.pdf, consulté le 10 décembre 2012.

surtout la fuite des cerveaux favorisée par les conditions internes déplorables (dégradation des conditions économiques et sociales, mauvaise gouvernance, etc.) »²⁰. Aussi, la réduction des dépenses publiques de l'Etat en vue de faire face à la crise à travers des programmes d'ajustement structurel²¹ n'a-t-elle pas facilité le relèvement du secteur de la formation. L'année 1990 va donc marquer le début des grèves accentuant ainsi le dysfonctionnement du système scolaire.

D'un côté, ne pouvant plus assurer certaines formations sur place et compte tenu de la réduction des formations postuniversitaires, l'Etat a dû à travers des politiques de coopération internationale organiser par voie de sélection, la prise en charge et l'envoi d'étudiants et de bacheliers à former à l'étranger. D'un autre côté, les parents eux-mêmes qui avaient les moyens ont fait partir leurs enfants dans les universités et établissements à l'étranger, dans le souci de leur assurer une formation de qualité. Les besoins grandissants en matière de formation spécialisée rendaient également favorables le départ des futurs cadres ivoiriens dont rien ne garantissait leur retour au pays.

Il faut aussi ajouter que les crises politiques depuis 2000 et de 2010 à 2011²² sont venues également accentuer ce mouvement migratoire entraînant ainsi de nouveaux départs assez considérables au niveau interne avec environ 2 millions de déplacés vers les zones sécurisées du territoire. Au niveau externe, ce sont plus de 160 000 réfugiés ivoiriens enregistrés en juin 2011²³. Certaines zones occupées encore par les rebelles dans les premières années de la crise étaient dispensées de formation, occasionnant une forte demande en la matière dans les zones sous contrôle de l'Etat, surtout à Abidjan. Les deux universités d'Abidjan qui sont l'Université Félix Houphouët-Boigny et l'Université Nangui Abrogoua ainsi que les établissements de formation générale, technique et professionnelle vont être saturés au point de refuser du monde surtout dans les universités où il devenait de plus en plus difficile de se faire orienter après le Baccalauréat. A cela, s'ajoutent aussi les années académiques qui n'étaient plus respectées car une licence ou une maîtrise qui devait se faire en une année est désormais faite au minimum en deux ans à cause des grèves successives.

²⁰ Kaboret Yalacé : "Eviter la fuite des cerveaux en Afrique subsaharienne : rôle des institutions sous-régionales de formation et de recherche", No 20, février 2002, Revue Mots Pluriels, <http://www.arts.uwa.edu.au/MotsPluriels/MP2002yyk.html>, consulté le 13 août 2012.

²¹ Le programme d'ajustement structurel est un ensemble de réformes économique que le Fonds Monétaire International (FMI) ou la Banque Mondiale mettent en place pour permettre aux pays touchés par de grandes difficultés économiques de sortir de leur crise économique. Pour la Côte d'Ivoire, 4 programmes ont été mis en œuvre de 1981-1992 allant de la diminution des dépenses et investissements publics, de la réduction du déficit budgétaire et l'augmentation des recettes publiques à la prise de mesures fiscales et budgétaires à même de réduire de manière sensible les besoins de financement de l'Etat.

²² L'année 2000 fût marquée par un coup d'Etat militaire et la période 2010-2011, par les moments de crises intenses postélectorales.

²³ Groupe consultatif-Programme National de Développement : *Plan national de développement 2012-2015, tome II : diagnostic politique, économique, social et culturel*, p 77.

Selon (Sylvère, 2009)²⁴, 33 435 étudiants ivoiriens sont allés étudier à l'étranger de 2000 à 2006 comme le montre le tableau ci-dessous :

Tableau 1 : Etudiants ivoiriens par pays de destination, 2000-2006

	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	Total
France	2 342	2 581	3 036	3 954	3 904	3 816	3 796	23 429
USA	520	552	707	675	636	650	679	4 420
Allemagne	253	252	257	264	266	249	ND	1 541
Maroc	ND	ND	ND	215	236	237	267	955
Autres	381	375	414	540	284	692	404	3 090
Total	3 496	3 760	4 414	5 648	5 326	5 644	5 146	33 435

Source : UNESCO, 2008 (in Sylvère, 2009)

Dans le pays de l'Organisation de Coopération et de Développement Economique (OCDE), 1 222 étudiants ivoiriens font des études de troisième cycle en 2008 (Tableau ci-dessous) :

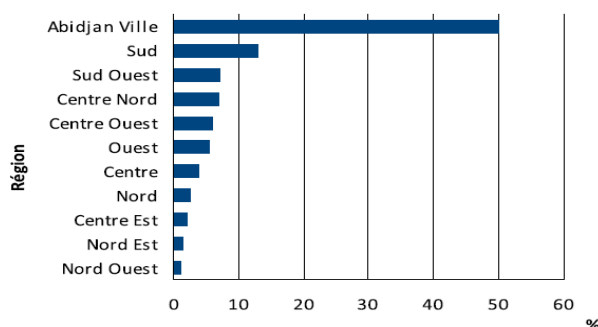
Tableau 2 : Etudiants ivoiriens de troisième cycle dans les pays de l'OCDE, 2008

Pays	Nombre d'étudiants	%
Canada	920	75
Suède	110	9
Danemark	58	5
Espagne	40	3
Autres OCDE	94	8

Source : OCDE, 2008 (in Sylvère 2009)

Note : les étudiants ivoiriens en France, aux Etats-Unis et dans quelques autres pays de destination d'importance secondaire ne sont pas inclus.

Il faut relever aussi que les crises économiques et politiques qu'a traversée la Côte d'Ivoire ont eu pour conséquences la faiblesse des revenus, l'instabilité politique et l'évolution du chômage qui est passée de 10% en 1985, à 48, 9% en 2008 selon l'étude de synthèse sur les politiques migratoires.²⁵ Ainsi, l'émigration était perçue pour beaucoup d'ivoiriens comme un moyen ou une stratégie d'amélioration de leur condition de vie. Le graphique ci-dessous nous montre le pourcentage des chômeurs par région en Côte d'Ivoire.



Graphique 2 : Chômeurs par région de résidence en 2008

Source : INS, 2008 / ENV2008 (in Sylvère 2009)

²⁴ Konan Sylvère Yao : *Migration en Côte d'Ivoire : PROFIL NATIONAL 2009*, p 59, http://publications.iom.int/bookstore/free/Cote_Profile_2009.pdf, consulté le 8 octobre 2012.

²⁵ Centre d'Information et de Gestion des Migrations : *Côte d'Ivoire : Etude de synthèse des politiques migratoires et des cadres législatifs en matière de migration sur le continent africain*, p 4, <http://cigem.org/documents/FicheCotedIvoire.pdf>, consulté le 24 février 2012.

«...la tranche d'âge 30-44 ans présente un taux de chômage élevé (25%), ce qui illustre bien la crise de l'emploi. De plus, le chômage n'épargne aucun diplôme de l'enseignement général et professionnel... »²⁶. Le tableau ci-dessous nous le montre bien :

Tableau 3 : Taux de chômage par diplôme obtenu dans l'enseignement général et professionnel en 2002

Enseignement	Enseignement général					Enseignement professionnel			
	CEPE	BEPC	Baccalauréat	Licence	Maîtrise	CAP	BEP	BT	BTS
Taux de chômage	22	16	27	19	25	12,7	53	12,5	42

Source : INS 2002b/ENV 2002 (in Sylèvre, 2009)

Notes : Certificat d'études primaires élémentaires (CEPE), Brevet d'étude du premier cycle (BEPC), Certificat d'aptitude professionnelle (CAP), Brevet d'étude professionnelle (BEP), Brevet de technicien (BT) et Brevet de technicien supérieur (BTS).

Pour terminer, la fin de la crise en 2011 a été caractérisée par la fermeture pour un an, des deux universités à Abidjan. Ceci qui dans un processus de reconstruction postcrise afin d'être réhabilitées et revalorisées pour récupérer la place qu'elles avaient en tant qu'espace d'éducation et de formation par excellence. Cette fermeture a encore augmenté le nombre de départ d'étudiants vers les pays étrangers.

Contre gré ou de façon volontaire, le départ pour l'étranger a bien ses raisons et ses facteurs diverses qui ne sont pas à négliger. Certaines raisons étant déjà soulevées, nous allons ajouter quelques une encore pertinentes évoquées aussi pour l'ensemble des pays concernés par le départ de leurs citoyens :

- partir pour répondre à des postes vacants délaissés par les nationaux, dans des pays d'accueil

Les nationaux des pays développés comme les Etats-Unis d'Amérique répudient les métiers de sages-femmes et infirmiers (ères). « ... des études prospectives indiquent que les Etats-Unis ont un besoin actuel de 126.000 infirmiers et des données gouvernementales font état d'un déficit, dans ce domaine, de 800.000 agents, en 2020 ! »²⁷. Au niveau de la Côte d'Ivoire, sur la base du recensement de la période 1995-2005, « 284 médecins ont émigrés à l'étranger, ce qui correspond à un taux d'émigration de 14 % des médecins ivoiriens »²⁸.

²⁶ Konan Sylèvre Yao : *Migration en Côte d'Ivoire : profil national 2009*, p 43, version en ligne, http://publications.iom.int/bookstore/free/Cote_Profile_2009.pdf, consulté le 8 octobre 2012.

²⁷ UNESCO : *La fuite des compétences en Afrique francophone, Etat des lieux, problèmes et approches de solutions*, p 12, <http://unesdoc.unesco.org/images/0013/001356/135651f.pdf>, consulté le 2 juillet 2012.

²⁸ Konan Sylèvre Yao : *Migration en Côte d'Ivoire : profil national 2009*, p 59, version en ligne, http://publications.iom.int/bookstore/free/Cote_Profile_2009.pdf, consulté le 8 octobre 2012.

Quand aux infirmiers, ils se chiffrent à 509 comme nous l'indique le tableau ci-dessous :

Tableau 4 : Médecins et infirmier formés en Côte d'Ivoire apparaissant dans le recensement de neuf grands pays d'accueil de migrants entre 1995 et 2005

	Effectif en Côte d'Ivoire	Effectif à l'étranger	Taux d'émigration (%)
Médecins	1 763	284	14
Infirmiers	7 233	509	7

Source: Clemens and Pettersson, 2007 (in Sylvère, 2009)

- politiques de séduction envers la main d'œuvre africaine qualifiée

Devant des stratégies allant de la facilitation d'obtention de visas, aux politiques de séduction, en passant par des recrutements ou l'octroi de bourses d'études, le choix n'est pas laissé libre. Les pays d'accueil favorisent le maintien sur leurs territoires, des élites qualifiées par des mesures économiques, financières et fiscales attrayantes. Ils attirent et gardent les étrangers de haut niveau dans les secteurs demandeurs du marché du travail. Les étudiants ont la possibilité de travailler pendant leur formation afin de les conditionner d'avance. Certaines structures préfinancent les études doctorales afin d'embaucher directement les concernés. Des politiques d'immigration pour résoudre les problèmes liés au vieillissement de la population dû à la baisse de la natalité sont aussi prises.

Au Canada, les immigrants africains sont invités à faire venir leurs familles à travers le système de regroupement familial. Des structures spécialisées d'accueil, d'intégration sont mises en place ; des politiques d'immigration sont bien définies ainsi que des budgets mobilisés en vue d'asseoir un véritable cadre favorable à leur recrutement. Selon (Chedly Belkhodja, 2011)²⁹, professeur à l'Université de Moncton (Nouveau-Brunswick/Canada), les gouvernements font recours à l'immigration pour résoudre leurs problèmes liés au développement économique et social. « *On propose de recruter des travailleurs hautement qualifiés afin de combler des pénuries d'emploi, d'augmenter le poids démographique des petites provinces par l'immigration, de maintenir l'équilibre linguistique des communautés francophones en situation minoritaire,...* »³⁰. Allant plus loin, l'Université de Moncton engage parmi ses anciens étudiants, des personnes appelées "ambassadeurs" pour aller recruter dans leur pays d'origine, des futures étudiants en faisant les éloges de ladite Université³¹.

A ces raisons, (Yalacé Y. Kaboret, 2002)³² a ajouté d'autres plus récurrentes au sein des pays africains.

Ce sont :

- mauvaise qualité et précarité des institutions d'éducation supérieure et des universités sur le continent africain ;

²⁹ Chedly Belkhodja : *D'ici et d'ailleurs Regards croisés sur l'immigration*, Les Editions Perce-Neige, Moncton (N-B), 2011, pp 11-12.

³⁰ Ibid.

³¹ Nous avons eu un entretien avec celui de la Côte d'Ivoire à propos de ce sujet.

³² Kaboret Yalacé, "Eviter la fuite des cerveaux en Afrique subsaharienne : rôle des institutions sous-régionales de formation et de recherche", n° 20. février 2002, Revue Mots Pluriels, <http://www.arts.uwa.edu.au/MotsPluriels/MP2002yyk.html>, consulté le 13 août 2012.

- non reconnaissance des compétences africaines et de leur rémunération à leur juste valeur ;
- systèmes éducatifs et structures hiérarchiques inadaptés aux réalités locales ;
- ingérence politique dans les travaux des universités et des institutions ;
- non respect de l'indépendance des enseignants-chercheurs ;
- renforcement de la hiérarchie en situation de monopole étouffant toute concurrence.

Pour beaucoup de ces cadres et d'étudiants restés dans leur pays d'accueil, leur savoir et leurs expériences servent à ces pays d'accueil. Ainsi, les investissements de l'Etat dans ces circonstances auraient été vains ; un investissement sans retour.

La faute du non retour est rejetée à la fois sur les pays d'accueil qui mènent des actions de "séduction" déloyales et sur les émigrés eux-mêmes. Ceux qui partent et qui restent sans revenir dans leur pays d'origine sont perçus comme des traîtres à la nation. Le problème n'est pas de partir ; mais de partir et de ne pas revenir pour ainsi priver le pays d'origine d'un apport d'expertise indispensable. Un ancien leader du mouvement intellectuel africain du nom de Sékou Traoré a affirmé dans les années 70 que « *l'installation en France est une solution de trahison* »³³ de la part de tout intellectuel qui s'y résout. Les discours militent donc en faveur d'une appartenance éternelle à l'Afrique. Une appartenance identitaire qui ne devrait en aucun cas disparaître en soi ni être monnayée et qui devrait se matérialiser par un retour obligatoire à sa patrie quelque soit les circonstances. Pour certains chefs d'Etats, toutes les actions doivent être mises en œuvre en vue d'interdire leur départ. C'est ainsi que le président Léopold Sédard Senghor dans les années 70, évitant que la crise économique sénégalaise ne pousse « *...ses compatriotes étudiants à s'installer finalement en France, avait invité les autorités politiques françaises à leur refuser la possibilité de pouvoir y exercer à temps plein une profession* »³⁴. Cette même demande a été faite également par bon nombre de chefs d'Etats des pays de l'Afrique sub-saharienne anciennement colonisés par la France.

II.3 Synthèse des données recueillies

Dans cette partie, nous exposons une vue d'ensemble des migrants et de la diaspora ivoirienne à travers le monde puis, montrons leur relation avec l'Internet et enfin, au niveau de la Côte d'Ivoire, nous allons parler de l'évolution et de l'usage de cet outil par les résidents ivoiriens.

II.3.1 Vue d'ensemble des migrants ivoiriens à travers le monde

Tout d'abord, entendons par migrant « *...toute personne qui vit de façon temporaire ou permanente dans un pays dans lequel il n'est pas né et qui a acquis d'importants liens sociaux avec ce pays.* »³⁵ La Convention de l'ONU sur les droits des migrants précise que le migrant a la libre décision de migrer pour des raisons de convenance personnelle et sans intervention d'un facteur externe contraignant.

³³ Gueye Abdoulaye, "Un objet d'étude surréaliste, la fuite des cerveaux africains ?", n° 20, février 2002, Revue Mots Pluriels, <http://www.arts.uwa.edu.au/MotsPluriels/MP2002ag.html>, consulté le 13 août 2012.

³⁴ Ibid.

³⁵ UNESCO : *Glossaire des termes relatifs à la migration*, www.unesco.org/shs/migration/glossary, consulté le 10 Août 2012.

L'analyse du Plan national de développement 2012-2015-Tome II de l'Etat ivoirien³⁶ nous a permis de savoir qu'en 2010, les émigrés ivoiriens dans les pays de la CEDEAO se chiffraient à 932 824 personnes contre 54 298 en 2005. Ceux dans le reste du monde s'estiment à 1 172 151 en 2010 contre 151 755 en 2005. Une étude lancée par l'OCDE en 2008 les situe majoritairement en France puis aux Etats-Unis et en Italie. Ces trois pays concentrent 88% des émigrants ivoiriens³⁷. Ils sont majoritairement en France à cause des liens historiques et linguistiques entre ce pays et la Côte d'Ivoire³⁸. Il faut aussi dire que l'effet de réseau et le suivisme sont des arguments pour justifier les regroupements dans des pays spécifiques. Les ivoiriens qui partent sont principalement des émigrants permanents car beaucoup d'entre eux ont une durée de résidence supérieure à 5 ans et sont estimés à 77% entre 25 et 64 ans dans les pays OCDE (Sylvère, 2009)³⁹. Ils exercent leur métier dans plusieurs secteurs d'activités tels que l'éducation, la santé, la communication, l'administration, l'immobilier, les postes et télécommunication, le transport.

II.3.2 Présentation de la diaspora ivoirienne à l'étranger

On entend par diaspora, les migrants « ... qui, vivant à l'étranger, ont acquis la nationalité de leur pays de résidence (souvent en perdant leur nationalité d'origine au cours du processus), et les enfants de migrants nés à l'étranger, quelle que soit leur nationalité dès lors qu'ils conservent une forme d'engagement et/ou d'intérêt pour leur pays d'origine ou pour celui de leur parents...»⁴⁰ Ils sont actifs et leur séjour aboutit à un changement dans les interactions d'appartenance sociale ayant une conséquence sur eux et sur leur pays d'accueil.

Selon (Sylvère, 2009)⁴¹, en 2008, le Département des Ivoiriens de l'Etranger, sur la base du recensement électoral de 2000 estime à 240 900 le nombre de la diaspora ivoirienne tandis que le rapport de la 1ère semaine des ivoiriens de la diaspora organisée à Abidjan en 2007 par la Mutuelle des Ivoiriens de l'Etranger (MIE) mentionne environ 1 500 000 personnes réparties dans les divers pays de l'OCDE et dans le monde. Cette différenciation au niveau des chiffres pourrait s'expliquer par le fait que le DIE s'est basé sur le nombre d'ivoirien immatriculé auprès des consulats tandis que la MIE s'est basée sur les Mouvements associatifs.

³⁶ Groupe consultatif-Programme National de Développement : *Plan national de développement 2012-2015, tome II : diagnostic politique, économique, social et culturel*, p 62, http://www.gcpnd.gouv.ci/fichier/TOME_II_%20DIAGNOSTIC_POLITIQUE_ECONOMIQUE_SOCIAL_ET_CULTUREL.pdf, consulté le 10 décembre 2012.

³⁷ Koukakou Auguste Konan : *Diaspora et participation au développement de la Côte d'Ivoire*, p 10, http://www.iomdakar.org/profiles/sites/default/files/diaspora_developpement_cote_ivoire_2009.pdf, consulté le 2 juillet 2012.

³⁸ La CI été colonisé par la France. Sa langue officielle est le français.

³⁹ Konan Sylvère Yao : *Migration en Côte d'Ivoire : profil national 2009*, p 60, version en ligne, http://publications.iom.int/bookstore/free/Cote_Profile_2009.pdf, consulté le 8 octobre 2012.

⁴⁰ OCDE: *Resserrer les liens avec les diasporas : Panorama des compétences des migrants*, Ed. OCDE, Paris, 2012, p 17.

⁴¹ Konan Yao Sylvère : *Migration en Côte d'Ivoire : Profil National 2009*, Genève, ed. OIM, p 60, version en ligne, http://publications.iom.int/bookstore/free/Cote_Profile_2009.pdf, consulté le 8 octobre 2012.

II.3.3 Internet : une aubaine à portée des mains de la diaspora et de la Côte d'Ivoire

L'Internet s'est amélioré au fur et à mesure, offrant ainsi à ses usagers un certain nombre d'outils qui leurs permettent de se socialiser et de maintenir des liens sur le Web⁴². Cette amélioration est connue sous le nom de Web 2.0 à l'intérieur duquel se trouvent ces outils de socialisation et de partage.

- **Qu'est ce que le Web 2.0 ?**

Le concept "Web 2.0" est utilisé pour désigner « *un ensemble de nouveaux usages du web, qui ont pour trait commun la production de contenu par les utilisateurs. On y range les réseaux de socialisation, comme Facebook ou MySpace, les blogs, les sites de partage de musique et d'images, les outils collaboratifs de production de contenus, comme les wikis, les mondes virtuels, comme Second Life, les plateformes comme Google* »⁴³.

Les exemples cités dans la définition nous font ressortir deux groupes sociaux : "réseaux sociaux" et "médias sociaux" qu'il est utile pour nous de clarifier car très souvent confondus.

En effet, les "**réseaux sociaux**" font « *...allusion aux liens sociaux et aux interconnexions entre les individus. Ils tiennent la relation entre les individus comme fondamentale à sa raison d'être (Facebook ou MySpace).* »⁴⁴ Par contre, les "**médias sociaux**" permettent seulement d'entrer en contact et de partager du contenu avec les autres internautes. Quand bien même les deux servent au partage et à la publication, le premier a pour objectif la mise en relation et se fonde sur un système de réseautage (Facebook, par exemple) tandis que pour le second, ce réseautage n'est pas forcément le but premier. Il vient en surcroît. C'est la publication ou le partage qui prime (blogues, YouTube, Flickr). Donc nous pouvons voir clairement que tout n'est pas réseau social.

Sylvio Boudreau, un internaute en réaction à la publication⁴⁵ de Kim Auclair, va dans le même sens en disant que ce qui caractérise les médias sociaux est qu'ils permettent d'établir des échanges sociaux entre plusieurs personnes et qu'ils sont électroniques. Il dit aussi qu'au sein de ces médias sociaux se « *...retrouvent des outils ou applications tels que le blogue qui permet l'échange d'opinions, les sites de partages de contenus (YouTube, Flickr) et les réseaux sociaux (Facebook, MySpace, Ning, LinkedIn) qui permettent tout cela, mais qui en plus, créent des relations multidirectionnelles plus permanentes entre les individus en les liant en réseau.* ». Et donc par conséquent il ne considère pas les blogues ou YouTube comme des réseaux sociaux, car leur but n'est pas de mettre en réseau les personnes mais de partager. Frédéric Cavazza a défini 10 types de médias sociaux⁴⁶. Chaque type a ses caractéristiques bien définies (Annexe n°2). Il a aussi déterminé 6 formes⁴⁷ d'activités que l'on exerce

⁴² On appelle "Web" (nom anglais signifiant «toile»), une des possibilités offertes par le réseau Internet de naviguer entre des documents reliés par des liens hypertextes. ».

⁴³ EMERET : " Le web 2.0, un phénomène de société", n° 57, 1^{er} trimestre 2009, p 1, <http://www.ftu-namur.org/fichiers/Emerit57.pdf>, consulté le 30 août 2012.

⁴⁴ Lessard Martin : "La différence entre réseaux sociaux et médias sociaux", 11 janvier 2012, <http://zeroseconde.blogspot.com/2012/01/la-difference-entre-reseaux-sociaux-et.html>, consulté le 10 janvier 2013.

⁴⁵ Auclair Kim : "Quelle différence entre médias sociaux et réseaux sociaux ?", janvier 2012, <http://niviti.com/quelle-difference-entre-medias-sociaux-et-reseaux-sociaux/>, consulté le 10 janvier 2013.

⁴⁶ Cavazza Frédéric : "Description des différents types de médias sociaux", 6 février 2011, <http://www.mediassociaux.fr/2011/02/06/description-des-differents-types-de-medias-sociaux/>, consulté le 10 janvier 2013.

⁴⁷ Cavazza Frédéric : "Panorama des médias sociaux 2012", 20 février 2012, <http://www.mediassociaux.fr/2012/02/20/panorama-des-medias-sociaux-2012/>, consulté le 10 janvier 2013.

sur ces médias à savoir, la publication, le partage, l'achat, la rencontre, la localisation, le jeu. Ces médias sont fondés soit sur l'interactivité, soit sur la conversation ou les deux en même temps.

Afin d'utiliser aisément le concept "réseaux sociaux" tout le long de notre rédaction, nous précisons que "réseaux sociaux" est entendu sous son aspect virtuel, en ligne. Ceci écarte donc tout entendement de réseaux sociaux non virtuel.

Notre étude étant de tirer profit de la version améliorée du Web, il est important que nous signifiions sa différence avec le Web première version.

- **Différence entre le Web 2.0 et le Web**

Les spécialistes de la toile reconnaissent que le Web 2 n'est pas une révolution technologique mais une amélioration de ce qui existait ; c'est-à-dire une amélioration du Web appelé encore Web 1.0" ou "Web 1". C'est donc la deuxième version du Web. D'où l'appellation en langage informatique "Web 2.0" ou "Web 2". Tim Berners Lee, co-inventeur du Web, remarque qu'« *en fait, ce Web 2.0 utilise les standards qu'ont produit tous ces gens qui travaillent sur le Web 1.0* »⁴⁸ Il va ainsi dire que l'évolution ne se trouve pas dans la technologie elle-même mais se situe dans la façon de mixer ces technologies pour apporter des services et une ergonomie nouvelle à l'utilisateur. Il y a eu donc une valeur ajoutée en les assemblant différemment ou plus rationnellement. Les produits et services associés au Web 2 vont être mis à la disposition de l'internaute. Désormais, des techniques d'application simples et souples (blogs, plateformes collaboratives...) vont lui permettre de produire, de diffuser et de consommer des contenus. Il devient ainsi co-créateur d'application en ligne.

Le modèle du Web 1 est un modèle de diffusion, structuré par les fournisseurs de services et de contenus contrairement au modèle du Web 2 qui est un modèle reposant sur la participation, la contribution, l'interaction, la coopération et l'esprit de communauté virtuel. La figure ci-dessous illustre bien cette différenciation :



On voit bien qu'avec l'ancienne pratique, le contenu est diffusé par un tiers (leaders du web) à l'endroit des internautes consommateurs, passifs. La logique de la communication est unilatérale. Pas d'outil pour l'internaute afin de réagir directement à l'information.

Par contre, avec la nouvelle pratique, l'internaute devient aussi acteur dans la production d'information (contributeur). Désormais, seul ou en réseau, il publie, partage, commente, fait des critiques à travers et grâce à la compatibilité de nouveaux outils, interfaces, formats qui lui permette cela. La communication est donc multidirectionnelle et la fréquence d'interaction est illimitée.

Figure 1: Différence entre le Web 1 et le Web 2

Source : http://franco.ca/internet/index.cfm?voir=blogue&id=10711&M=599&item=1500&Repertoire_No=936652501

⁴⁸ DIGIMIND : *Le Web 2.0 pour la veille et la recherche d'information*, juin 2007. p 10, <http://www.centre-info.fr/uhfp/IMG/pdf/DIGIMIND.pdf>, consulté le 6 septembre 2012.

- **Diaspora ivoirienne : une organisation en réseaux sociaux physique et virtuel**

Bien que répandus dans les pays développés, les ivoiriens de l'étranger se sont constitués en associations formant ainsi des communautés fortes selon leur taux de concentration dans les pays d'accueil. Ces associations sont formées selon le lieu de résidence, l'intérêt commun, l'appartenance à une ethnie, une région et aussi à un parti politique. La multiplicité des associations avec leur différente mission montre bien une sorte de solidarité et une manière d'affirmer et de manifester leur appartenance à leur culture d'origine⁴⁹. Les missions définies dans le cadre de ces associations convergent toutes vers le désir de se rassembler, de s'entraider là où ils se trouvent et de contribuer à leur manière au développement de la CI. La diaspora ivoirienne à travers le monde veut ainsi construire une identité culturelle et professionnelle forte car, quitter son pays et adopter une autre culture dans un pays étranger ne signifie pas renier ses origines, ses valeurs. Aussi nombreux soient-ils et dispersés à travers le monde, les ivoiriens de l'étranger n'ont trouvé que pour meilleur outil, l'Internet et les réseaux sociaux dans la continuité de leurs relations. Ces relations sont d'ordre social, familial, professionnel, politique et économique.

En effet, la toile est devenue pour eux un espace privilégié d'expression, de socialisation et de promotion de leurs activités. La plupart de leurs associations possèdent des sites Internet et des comptes de réseaux sociaux. Des sites à contenu ivoirien leur sont offerts afin d'être informés au mieux de tout ce qui se passe en CI (Annexe n° 3). Ceci constitue un vecteur indéniable pour garder le lien avec leur pays, leur culture d'origine. Ils sont conscients aujourd'hui qu'ils peuvent se servir de la connectivité pour marquer leur identité et maintenir des relations durables avec leurs proches, amis et leur pays à travers les outils du Web 2.

- **L'usage de l'Internet en Côte d'Ivoire**

L'Internet, l'un des médias issu de l'évolution des TICs est aujourd'hui incontournable dans le développement du pays et dans les pratiques culturelles des ivoiriens. Il est un moyen d'information, de formation, d'expression et de socialisation. Quand bien même il reste encore aux mains d'une minorité privilégiée (les pays développés et émergents), la Côte d'Ivoire se bat tant bien que mal pour ne pas rester en marge de cette révolution.

Sa première connexion a été possible en 1996⁵⁰ grâce à l'Initiative Leland⁵¹. L'accessibilité aux TICs par tous, va être possible plus tard grâce à la mise en œuvre en 2002 de projet comme le South Atlantic Telecom câble n°3/ West Africa Submarine Câble/South Africa Far East (SAT3/WASC/SAFE) en vue de répondre aux besoins croissants en capacité nationale. Les fournisseurs d'accès Internet vont ainsi

⁴⁹ Nous savons qu'il ya une multiplicité d'Association ivoirienne de diaspora, mais faute de base de donné, nous ne pouvons chiffrer le nombre exact. Le DIE et quelques associations de diaspora que nous avons interrogées ont été dans l'incapacité de nous fournir un nombre exact. Néanmoins, nous savons qu'il ya 120 organisations associatives des ivoiriens en Grande-Bretagne. Source : <http://www.ivoirediaspo.net/vote-diaspora-ivoirienne-uk.html>

⁵⁰ Agenda panafricain de recherche en intégration pédagogique des TIC (PanAf) : Côte d'Ivoire, <http://www.observatoiretic.org/countries/institutions/3>, consulté le 16 janvier 2013.

⁵¹ C'est un programme du gouvernement américain piloté par l'Agence des Etats-Unis pour le développement international.

recevoir des offres de connectivité permettant la multiplication des Cybercafés⁵² et un grand nombre de personnes d'accéder aux TICs en général et à l'Internet de façon particulière.

L'analyse des travaux de (Séhi Antoine et Mian Bi, 2011)⁵³ nous donne un aperçu des différents usages de l'Internet depuis son accessibilité à un grand nombre de personnes :

Le nombre de connecté s'accroît davantage au fil des années. En 1999, selon les chiffres de l'Union Internationale des Télécommunications (UIT), 0,12 % de la population ivoirienne était connecté. En 2005, on est passé à 1,2 % puis 1,52 % en 2006. C'est à partir de 2006 qu'il va avoir un véritable développement d'accès à la connexion avec de multiples offres de connexion. Les coûts de connexion vont par conséquent être réduits⁵⁴, favorisant ainsi des connexions individuelles. Le pourcentage des connectés va alors continuer à croître pour atteindre les 4,59 % en 2009.

En termes d'usage, depuis les années 1999, l'aspect ludique de cet outil était mis en exergue à travers la prédominance des courriels, chat ou forums de discussions. L'usage à des fins scientifiques, documentaires, éducatives, commerciales était encore marginal. Cependant, depuis 2006, des usages de plus en plus professionnels des TICs et de l'Internet dans l'éducation et la formation vont être révélés à travers des études empiriques de Mian Bi, 2008 ; Koutou, 2010, 2011 et de N'dede, 2011.

Le rapport "Bilan Economique et perspectives du secteur des Télécommunications en CI, à Abidjan"⁵⁵, issu d'une étude réalisée par le Centre Ivoirien de Recherches Economiques et Sociales (CIRES), nous dresse un peu plus en détails, l'usage que les ivoiriens vivant à Abidjan font de l'Internet (Annexe n°4).

II.4 Hypothèse générale

Certains perçoivent le départ des étudiants et des personnes qualifiées comme une source de déperdition, un fléau retardant ou rendant pénible la marche vers le développement de l'Afrique. Pour eux, comment l'Afrique peut-elle rattraper le retard accusé si elle forme des cadres et futurs cadres pour les pays développés? Le départ des compétences est un phénomène ancré de plus en plus, dans le contexte de mondialisation. Il est la conséquence de la situation socio-économique et politique dégradée des pays en développement tels que la CI.

L'absence ou l'insuffisance des formations, les études à l'étranger, les surplus de main-d'œuvre qualifiée et les différentiels de gains entre pays sont autant d'éléments déclencheurs des départs sans retour. Réclamer le retour physique ne fera que créer d'autres problèmes tels que l'augmentation du taux de chômage, le rejet par les résidents qui craindront la perte ou la non obtention d'un poste de travail, l'incapacité pour l'Etat d'assurer un cadre propice à l'intégration et à la prise en charge.

La crise politique fragilisant la stabilité du pays a engendré le départ de bon nombre d'ivoiriens qui constituent aujourd'hui une diaspora forte et organisée, sur qui l'Etat peut compter dans sa politique de développement. Conscient du phénomène de la fuite des compétences, ne serait-ce pas plutôt question

⁵² Un cybercafé est un lieu ouvert au public dans lequel on lui propose des services Internet informatiques.

⁵³ Mian Bi (sous la direction) : "Le statut des TIC en éducation : cas de la Côte d'Ivoire.", n° 139, novembre 2011, Revue EpiNet, <http://www.epi.asso.fr/revue/articles/a1111d.htm>, consulté le 17 janvier 2012.

⁵⁴ Les coûts dans les cybercafés se situe en 2006 de 700 F CFA l'heure, à 300 F CFA/ l'heure en moyenne au temps actuel. L'abonnement mensuel aux clés Internet est actuellement en moyenne à 14 milles F CFA pour 256 Kb.

⁵⁵ Agence des Télécommunications de Côte d'Ivoire (ATCI) : *Bilan Economique et perspectives du secteur des Télécommunications en C.I.*, mars 2010 version 1, pp 39-43, 46.

aujourd'hui de voir comment pourrait-on tirer profit de ces derniers qui ont choisi de rester dans les pays d'accueil pour des raisons diverses ?

En effet, il y a ceux qui perçoivent ce départ comme le résultat d'une mobilité de plus en plus facile des biens, des personnes et des connaissances qui se font librement sur un marché international. Un marché sur lequel on va là où on peut capitaliser ses compétences, sa productivité, sa rémunération. Et bien sûr, cela ne constitue pas un handicap pour ceux qui voient partir leurs élites. L'article de (Wisdom Tettey, 2002)⁵⁶ le remarque bien en démontrant que la mobilisation de la diaspora joue un rôle positif dans le développement socio-économique et politique de l'Afrique. Aussi, pour (Abdoulaye Gueye, 2002)⁵⁷, le fait de rester et de travailler dans les pays développés ne remet pas en question l'appartenance et l'amour pour sa patrie d'origine. Selon (Kwaku Asante Darko, 2002)⁵⁸ au lieu de rejeter la faute sur les pays d'accueil ou sur l'émigrant en question, « *il est temps de dépasser les contradictions empiriques et théoriques et d'aborder les effets de la fuite des cerveaux de manière unifiée, collective et propre à mettre en valeur le savoir des Africains, où qu'ils se trouvent* ». Les ivoiriens de la diaspora se préoccupent de leurs cultures ivoiriennes. Ils maintiennent des contacts familiaux, sociaux, professionnels ou autres avec leur pays d'origine à travers l'Internet et le Web 2. Au vue de cela, nous nous posons la question de savoir si l'utilisation aujourd'hui de ces outils ne pourrait-elle pas constituer un cadre par excellence de mobilisation, d'échanges entre la diaspora et les résidents en CI ? En d'autres termes, comment peut-on mettre à contribution la diaspora ivoirienne à travers une plate forme interactive d'échanges et de partage d'expérience ? Nous formulons comme hypothèse que l'utilisation du Web 2 est un moyen idéal pour la diaspora d'appuyer le secteur de la formation en CI.

II.5 Objectifs de l'étude

Notre étude a pour objectif général de trouver des pistes de réflexion sur l'utilisation du Web 2.0 au service de la contribution de la diaspora ivoirienne dans la formation. De façon spécifique, il s'agit de :

- faire ressortir les liens d'appartenance de la diaspora ivoirienne ;
- faire ressortir les types d'utilisations que les ivoiriens font et/ou aimeraient faire du Web 2.0 en vue de maintenir le contact avec la Côte d'Ivoire ;
- conceptualiser un système de réseautage entre les ivoiriens de la diaspora et ceux restés au pays en utilisant le Web 2.0 ;
- conceptualiser une plate forme professionnelle d'échanges et de collaboration entre les ivoiriens de la diaspora et ceux restés au pays.

⁵⁶ Wisdom Tettey, "Africa's brain drain: exploring possibilities for its positive utilization through networked communities", n° 20, février 2002, Revue Mots Pluriels, <http://www.arts.uwa.edu.au/MotsPluriels/MP2002wjt.html>, consulté le 13 août 2012.

⁵⁷ Gueye Abdoulaye, "Un objet d'étude surréaliste, la fuite des cerveaux africains ?", n° 20, février 2002, Revue Mots Pluriels, <http://www.arts.uwa.edu.au/MotsPluriels/MP2002ag.html>, consulté le 13 août 2012.

⁵⁸ Darko Kwaku Asante, "Pitfalls in the African brain drain discourse" n° 20, février 2002, Revue Mots Pluriels, <http://www.arts.uwa.edu.au/MotsPluriels/MP2002kad.html>, consulté le 13 août 2012.

Chapitre II : diaspora et Web 2.0 : quelles relations pour un apport en termes de transfert de compétences ?

Ce point passe d'abord par une analyse des actions menées dans la contribution de la diaspora au service de son pays d'origine. Ensuite, évoquer le rôle que peut jouer le Web 2 dans cette contribution en démontrant son usage à des fins professionnelles et de formation. Il sera question aussi de démontrer le rôle de cet outil dans la socialisation et dans la construction identitaire des individus, facteurs importants pour créer un système de réseautage de la diaspora au service de son pays d'origine.

I. Actions envers la diaspora : une mobilisation au service de son pays d'origine

Aujourd'hui, les Etats, les organismes internationaux et la diaspora elle-même sont conscients que le mouvement migratoire influence le développement des pays. A cet effet, de nombreuses initiatives et actions sont menées non seulement en faveur d'une mobilisation de la diaspora mais aussi pour lutter contre de nouveaux départs sans retour. Elles sont diversifiées et ciblent l'économie, le développement des compétences et le réseautage. Mais dans le cadre de nos travaux, nous allons recenser les plus représentatives. Pour ce qui concerne la Côte d'Ivoire, la question de la contribution des ivoiriens de l'étranger dans le développement post-crise se traduit par des initiatives et actions menées par la diaspora elle-même, l'Etat et des organismes internationaux.

I.1 Actions de la diaspora ivoirienne

Les missions des associations ivoiriennes ont un volet "contribution au développement du pays d'origine". Leurs actions sont tournées vers l'entraide entre les membres des associations d'une part et vers leur communauté d'origine d'autre part, à travers des actions humanitaires. Les recherches que nous avons menées sur des sites Internet de certaines associations de diaspora ivoirienne telle que la COGID-Canada nous montre qu'en 2011, elle a organisé une opération de dons en nature et en espèce. Cette opération a permis de payer les frais de scolarité de certains étudiants ivoiriens au Canada et d'assurer les besoins indispensables des victimes de guerre résidant en CI et d'autres populations en détresse. Ces dons sont composés essentiellement de fonds (4 000 \$ ca), de 11000 unités d'articles divers (vêtements, chaussures, sacs, jeux didactiques pour enfant, ...), de 30 kg de médicament, de 200 unités de fourniture de bureau et de 1 000 unités de fourniture scolaire.⁵⁹ La diaspora ivoirienne mène également des actions « ...à travers la micro finance ou la création de petites entreprises, l'investissement dans l'immobilier et les réseaux de distribution et de transfert de capitaux émis de l'étranger »⁶⁰. Une autre association citée aussi à titre d'exemple est la Mutuelle des Ivoiriens de l'Etranger (MIE) qui a pour mission de favoriser l'épargne et l'investissement de la diaspora au pays.

⁵⁹ COGID-Canada : *Action réalisés*,

<http://www.cogidcanada.org/site/pages/index.php?doi=c73290242ca8d7883c52a848bcb0f3c5>, consulté le 10 février 2013.

⁶⁰ Groupe consultatif-Programme National de Développement : *Plan national de développement 2012-2015, tome II : diagnostic politique, économique, social et culturel*, p 77,

http://www.gcpnd.gouv.ci/fichier/TOME_II_%20DIAGNOSTIC_POLITIQUE_ECONOMIQUE_SOCIAL_ET_CULTUREL.pdf, consulté le 10 décembre 2012.

Elle organise tous les ans depuis 2007, la semaine de la diaspora ivoirienne en CI. « *Cette semaine est une plate-forme d'échange qui se tient autour d'un thème et qui suscite des travaux scientifiques.*»⁶¹ Les thèmes abordés tournent autour de l'implication de la diaspora au processus de développement socio-économique de la CI et de l'apport de l'Etat à cet effet.

I.2 Actions de l'Etat ivoirien

Des projets de textes et plusieurs initiatives sont en voie de finalisation⁶² au sein du Département des Ivoiriens de l'Etranger. Il s'agit entre autres de l'immatriculation, la facilitation des procédures d'établissement et de prorogation de passeport, de carte nationale d'identité, de permis de conduire ; de l'organisation des nombreuses associations d'ivoiriens résidant à l'étranger en une Fédération crédible qui représentera l'ensemble de la diaspora ; de la création d'une Commission interministérielle de coordination de la politique du Gouvernement en faveur des émigrés ivoiriens. Egalement, de la création d'une Banque, de la mise en place d'un Fonds de garantie des investissements et d'un Fonds de Solidarité des ivoiriens de l'étranger ; de la facilitation pour la mise en place de projets immobiliers pour ceux qui désireraient avoir un toit en CI. Une conférence ayant pour thème "Quelles contributions de la diaspora ivoirienne à la relance économique post-crise et au processus de la Réconciliation Nationale" a été organisée du 25 au 27 avril 2012 à Yamoussoukro.

Aussi, l'intérêt pour la question des ivoiriens de l'étranger a-t-il été réaffirmé et mis en exergue par le nouveau Gouvernement actuel dans la nouvelle composition du gouvernement en novembre 2012. Le fait est que le Département des Ivoiriens de l'Etranger a été transféré du Ministère des Affaires Etrangères (l'appellation du Ministère ne portait pas le nom du DIE) au Ministère de l'Intégration Africaine. Le nom du Département des Ivoiriens de l'Etranger a été ajouté à celui de sa nouvelle tutelle. Il est intitulé désormais "Ministère de l'Intégration Africaine et des Ivoiriens de l'Etranger"⁶³.

Il faut dire aussi que l'Etat soutient les activités des diasporas menées au pays à travers le parrainage. Egalement le projet Zone franche de la Biotechnologie et des Technologies de l'Information et de la Communication (ZBTIC)⁶⁴ réalisé en 2006 invite la diaspora ivoirienne à prendre part à la création et à l'implantation d'entreprises nationales et africaines, par l'appropriation des nouvelles technologies. Cette diaspora représente près de 40%⁶⁵ des acquéreurs dans le marché de l'immobilier. La ZBTIC entend ainsi susciter et favoriser le retour sur le continent de ressources humaines au potentiel confirmé. Elle a pour avantage d'attirer l'attention des experts et chercheurs ivoiriens travaillant dans les universités et firmes internationales, porteurs de projets dans ces domaines de pointe.

⁶¹ Boh Casimir : "CI/point de presse de la diaspora", <http://www.simplexci.tv/75.html>, consulté le 14 février 2013.

⁶² Ministère des Affaires Etrangères-CI : *Question des ivoiriens de l'étrangers*, http://www.diplomatie.gouv.ci/aff_cons_etrang.php, consulté le 10 février 2013.

⁶³ Gouvernement de Côte d'Ivoire : *15è Gouvernement de la Deuxième République (Daniel Kablan DUNCAN)*, http://www.gouv.ci/gouvernement_1.php?recordID=13, consulté le 16 février 2013.

⁶⁴ La Zone franche de la Biotechnologie et des Technologies de l'Information est un espace de plus de 800 hectares créés le 30 novembre 2006 par l'Etat de Côte d'Ivoire avec ses partenaires. C'est une zone dédiée aux activités d'entreprises technologiques et/ou au développement de projets d'entreprises à fort potentiel. Elle ambitionne devenir un hub de la biotechnologie et des TIC en Afrique. C'est un moyen de réduction de la fracture numérique en faisant entrer la Côte d'Ivoire et la sous-région dans l'économie du 3ème millénaire.

⁶⁵ VITIB : *Le VITIB et la diaspora*, http://www.vitib.ci/fr/zbtic_investir.asp, consulté le 10 février 2013.

Parlant d'autres actions de l'Etat, on peut dire que la CI fait partie des Etats africains qui ont créé l'école Inter-Etats des Sciences et médecine Vétérinaires (EISMV) de Dakar (Sénégal). C'est une école de formation de 3^{ème} cycle afin de mettre en commun leurs ressources humaines, matérielles et financières et pour ainsi lutter contre la fuite des cerveaux⁶⁶. Elle a pour mission de former des docteurs vétérinaires selon les réalités de leurs régions, d'appuyer la recherche et de résoudre les problèmes dans la filière de l'élevage des Etats.

I.3 Actions d'organismes internationaux en Côte d'Ivoire

Plusieurs partenaires au développement œuvrent dans le cadre de la migration. Pour le cas de la Côte d'Ivoire, les actions visent prioritairement les populations vulnérables suite aux conflits externes et aux crises du pays⁶⁷ (Annexe n°5). Le seul programme concret qui porte sur la contribution de la diaspora ivoirienne est le Return of Qualified African Nationals (RQAN) qui signifie en français programme de retour de ressources humaines qualifiées, exécuté par l'OIM. Depuis 2004, 203 migrants ivoiriens sont volontairement retournés au pays dans le cadre de ce programme : on note 32 en provenance de l'Angleterre, 162 du Maroc, 5 de la Lybie, 2 de la Belgique et 2 de la Suisse⁶⁸.

I.4 Quelques actions concrètes dans d'autres pays

L'analyse de l'étude⁶⁹ de la Banque Africaine de Développement (BAD), réalisée par l'Unité des États fragiles (OSFU) nous a permis de recenser un certain nombre d'actions concrètes dans divers pays et de relever également pour certaines d'entre elles, leurs faiblesses :

- Au niveau de l'éducation et de la santé, des réseaux thématiques de diaspora africaine établissent des relations professionnelles avec leurs collègues dans les universités et les centres de recherche de leur pays d'origine. Ils sollicitent l'aide de leur pays d'accueil pour collecter et distribuer du matériel didactique (livres, fournitures médicales, ordinateurs...) dans leur pays d'origine. Ils y offrent des cours et des conférences transmettant ainsi de nouvelles pratiques dans certains domaines. Comme exemple, l'Organisation des Nigériens de la Diaspora (NIDO) aux Etats-Unis a organisé une exposition sur la science et la technologie moléculaire. Elle a donné aussi une formation sur la douleur et l'arthrose et formé des formateurs sur le secours médical d'urgence et les techniques de sauvetage. Toujours au Nigéria, la Direction de la Coopération Technique en Afrique (DTCA) a lancé un programme de recrutement des professionnels africains en général et des nigériens de la diaspora en particulier. Il s'agit pour ces professionnels africains d'investir leurs compétences à court terme dans le pays africain de leur choix.

- La Banque mondiale a mis sur pied son Programme de la diaspora africaine depuis 2007 et a créé un Fonds de développement institutionnel pour permettre à la Commission de l'Union africaine (CUA)

⁶⁶ Kaboret Yalacé, "Eviter la fuite des cerveaux en Afrique subsaharienne : rôle des institutions sous-régionales de formation et de recherche", n° 20. février 2002, Revue Mots Pluriels, <http://www.arts.uwa.edu.au/MotsPluriels/MP2002yyk.html>, consulté le 13 août 2012.

⁶⁷ Konan Yao Sylvère : *Migration en Côte d'Ivoire : Profil National 2009*, p 80, http://publications.iom.int/bookstore/free/Cote_Profile_2009.pdf, consulté le 8 octobre 2012.

⁶⁸ Ibid p 78.

⁶⁹ Unité des États fragiles (OSFU)-BAD : *Le rôle de la diaspora dans la construction de la nation : Leçons à tirer par les États fragiles et les États sortant de conflits en Afrique*, p 20-30, <http://www.afdb.org/fr/topics-and-sectors/initiatives-partnerships/migration-and-development-initiative/>, consulté le 1^{er} juillet 2012.

d'aider les pays dans l'élaboration de leur stratégie nationale et régionale ainsi que leur plan de mise en œuvre. Une autre action de la Banque mondiale a été de mettre en place un projet pilote qui consiste à mettre en relation la diaspora qualifiée avec les institutions académiques et sanitaires de leur pays d'origine à travers les canaux virtuels. Ce projet a été expérimenté au Ghana pour le secteur de l'éducation et en Ethiopie pour le secteur de la santé. Pour ce qui est de l'éducation, il s'agissait d'utiliser les professionnels ghanéens de l'Amérique du Nord en tant que professeurs assistants à l'Université. Ils sont chargés de superviser les travaux de recherche des étudiants du second cycle inscrits en année de thèse.

- l'ONU a créé son programme TOKTEN (Transfer Of Knowledge Through Expatriate Nationals) qui signifie en français, « Transfert des connaissances par l'intermédiaire des expatriés ». Il est porté par le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) et vise au redéploiement à court terme des experts de la diaspora dans leurs pays d'origine afin qu'ils interviennent dans des domaines spécifiques selon leurs compétences. Pour le cas du sud-Soudan, ce fut 42 experts redéployés ; 47 experts pour le Rwanda et 22 pour le Liberia.

- l'OIM Pilote le programme de stratégie de Migrations pour le Développement de l'Afrique (MIDA). Ce programme consiste à analyser les besoins des Etats africains dans les secteurs prioritaires qui souffrent d'un déficit de capacités de gestion, d'expertise et de ressources qualifiées afin d'avoir une vue d'ensemble et intervenir de façon dynamique. Le programme a permis de renforcer l'image positive des pays comme le Congo Kinshasa, le Burundi et le Rwanda à travers l'établissement de liens durables entre les diasporas et leur pays d'origine. Ces liens sont entre autres des jumelages, des échanges entre les structures d'éducation supérieure et de recherche scientifique entre pays d'accueil et pays d'origine. Un de ses programmes, le RQAN mis en œuvre depuis 1983 assure le transport et appuie financièrement ceux qui voudraient revenir afin de faciliter leur réinsertion professionnelle et leur réintégration. Les pays ayant démarrés avec le projet sont : le Kenya, la Somalie, la Zimbabwe.

Au vu de ces initiatives et actions de part et d'autres, nous pouvons dire que ce n'est pas la volonté qui manque pour résoudre le problème lié aux départs sans retour. Mais beaucoup de ces actes présentent des difficultés et n'arrivent pas à donner un impact positif réel assez considérable :

- En Côte d'Ivoire, la multiplicité des associations de diaspora et de leurs actions menées entraîne l'éparpillement des efforts consentis. Cela ne permet pas une grande visibilité en vue de capter l'attention des autorités compétentes pour ainsi chercher à les capitaliser au maximum en faisant des suivis permanents. Surtout pour ce qui concerne les interventions dans le secteur de la formation, par manque de statistique, elles ne peuvent pas être évaluées correctement. Il faut dire aussi que leurs actions y compris celles de l'Etat sont pour la plupart dans le social, l'économie, la sécurité.

- Les problèmes et crises économiques ont toujours rendu difficile le développement des actions telles que l'Ecole de vétérinaire qui s'est vue réduire son budget à l'instar des autres institutions de l'enseignement au cours des années 90. En plus, les pays membres de cette école ont cumulé des arriérés de frais de scolarité qui s'élèvent à 1,745 milliards de Francs CFA au 10 juin 2001 soit 2 660 235.35 Euros.

- Les programmes tels que TOKTEN et RQAN qui reposent sur le retour physique des personnes qualifiées nécessitent le déploiement de financements énormes. Pour TOKTEN, les participants au programme auraient aimé rester longtemps mais malheureusement il est de court terme. Quand au RQAN où le retour est définitif, il coûte très chère car il prend en compte la prise en charge financière et sociale des volontaires au retour et de leur insertion professionnelle. Aussi, vu le nombre élevé de la diaspora, la prise en charge du retour des quelques petits groupes ne suffit-elle pas assez pour avoir un impact positif considérable. On peut noter aussi la non appropriation et la non pérennisation de ces programmes par les Etats eux-mêmes faute de moyens.

- on remarque aussi que l'utilisation des TICs dans certains programmes est un très bel exemple mais la difficulté se trouve au niveau des pays africains d'avoir des connexions hauts débits. Le programme de la Banque Mondiale qui permet d'utiliser des professeurs ghanéens de l'Amérique du nord (Calgary, Alberta, Canada) comme professeur assistant dans les universités au Ghana à travers des liens virtuels en est un. Mais le problème de largeur de bande au Ghana en vue de transmettre simultanément toute la gamme de médias vidéo, audio et texte rendait difficile la bonne conduite du programme.

D'ailleurs, des projets incluant les TICs en général et l'Internet en particulier sont peu initiés alors qu'ils pourraient coûter moins chers que le retour ou le déplacement physique des personnes ; surtout que les coûts d'hébergement et de connexion ont considérablement baissé dans ce domaine. Notre prochain point va justement soulever et démontrer cette possibilité pour l'Internet de faciliter, de réduire le coût, l'espace et le temps dans le milieu professionnel et de la formation et son rôle dans la socialisation et la construction identitaire des individus.

II. Web 2, un mal nécessaire

Le Web 2 issu de l'évolution de l'Internet se positionne aujourd'hui comme un moyen indispensable dans tous les secteurs du développement. De plus en plus d'études et de réflexions sont menées en vue de lui donner un rôle plus transversal au sein de nos activités.

II.1 Web 2 dans le secteur de la formation et dans le milieu professionnel

Le Web 2 est utilisé de plus en plus dans le secteur de la formation et professionnel. En voici quelques grands exemples :

- **Pour l'enseignement et la recherche :**

- (Dana, 2010)⁷⁰ affirme qu'il est nécessaire d'actualiser et d'adapter les méthodes d'enseignement traditionnelles si l'on veut motiver les jeunes. Selon elle, les réseaux sociaux représentent un intérêt pour ceux-ci. Par conséquent, « *l'utilisation d'une nouvelle approche pédagogique en lien avec les intérêts des élèves peut réellement représenter une source de motivation d'aller à l'école et de participer activement dans le cadre de la classe.* »⁷¹ Le but de la nouvelle méthode d'enseignement consisterait donc à démontrer aux jeunes « qu'un divertissement peut se transformer en une vraie

⁷⁰ L [...] Dana : " Les réseaux sociaux, un nouveau concept d'enseignement ?", jeudi 09 décembre 2010, <http://pedagogic.uqac.ca/?post/2010/12/09/Les-r%C3%A9seaux-sociaux%2C-un-nouveau-concept-d-enseignement>, consulté le 10 janvier 2013.

⁷¹ Ibid.

méthode pédagogique ». Elle poursuit encore en disant qu'il est plus facile de vaincre sa timidité derrière un écran. Ainsi, les élèves pourront s'exprimer librement, s'entraider, discuter des travaux et bien d'autres, surtout avec d'autres anciens élèves. De plus, leur utilisation permettrait d'acquérir certaines compétences telles que savoir exploiter les TICs.

- L'on peut rendre possible des modules d'enseignement par vidéo en différé ou en direct, permettant ainsi de toucher ceux qui sont loin de la zone de formation. On peut également élaborer du travail collaboratif à partir des outils de collaboration en ligne comme les wikis et d'autres pages similaires permettant de tirer parti de l'intelligence collective. Ces outils permettent de mutualiser les connaissances sur un sujet donné.

- Selon (Louise Sauvé, 2012)⁷², professeure à l'Unité d'enseignement et de recherche Éducation (TELUQ-Québec), des jeux interactifs peuvent être créés sur le Web 2 et adaptés aux matières d'enseignement⁷³. Ces jeux dits "jeux sérieux" à l'endroit des jeunes sont construits pour atteindre des objectifs techniques d'apprentissage. C'est l'exemple du jeu sur la sauvegarde de l'environnement appelé "Eau Secours", utilisé par des enfants. Ce jeu leur a permis d'avoir une connaissance de comment agir sur l'environnement. Il a pour but de leur faire adopter des comportements responsables face à la protection et à la conservation de l'eau. Comment peut-on sensibiliser les jeunes à adopter des gestes quotidiens qui participeront à faire toute la différence pour la préservation de l'eau pour les prochaines années ? Louise Sauvé, soutient que c'est à travers ces jeux éducatifs. Selon elle, leur utilisation les aide à développer leur compréhension par rapport aux relations de cause à effet sur les décisions qu'ils prennent. Les jeux sérieux sont propices au changement d'attitudes et certains influencent positivement le changement social. Elle propose donc qu'afin de faire connaître ces jeux aux jeunes, l'on pourrait saisir la multiplication des médias sociaux sur le Web qui permettrait d'utiliser plusieurs canaux de communication pour entrer en contact avec eux.

- **Pour la production et la recherche d'informations**

Aujourd'hui, plus besoin de naviguer sur des milliers de page afin de trouver l'information désirée. L'abonnement aux flux RSS⁷⁴ permettent de sélectionner le centre d'intérêt et de recevoir dans sa boîte électronique tout ce qui est en rapport avec le sujet à rechercher. Les internautes deviennent aussi des producteurs et diffuseurs d'actualités ; ce qui était réservé exclusivement aux journalistes.

- **Pour des travaux de groupe, des rencontres associatives : Exposé de deux cas pratiques en Côte d'Ivoire**

L'utilisation des outils des TICs à des fins professionnelles se matérialise de plus en plus en CI par les jeunes étudiants et professionnelles. Ces jeunes ont pu dépasser l'aspect ludique qui caractérisait

⁷² Nous avons suivi la communication de Sauvé Louise sur l'utilisation des médias sociaux et des jeux en ligne pour créer le changement social lors du colloque sur les médias sociaux et la perspective consommateur, en mai 2012, au 80^{ème} Congrès de l'Acfas-Montréal.

⁷³ Ibid.

⁷⁴ RSS (Really Simple Syndication) est un format de description de données qui facilite la diffusion de fils d'informations, de façon automatisée, à l'intention des internautes, et qui favorise la syndication de contenus. L'avantage est de permettre de suivre facilement un flux d'informations (par exemple les nouveaux articles d'un site Web d'actualités) sans avoir la nécessité de s'y rendre manuellement à l'aide un navigateur web.

l'usage des internautes ivoiriens, dans les débuts de l'avènement de l'Internet. Nous présentons à l'instar des pratiques professionnelles existantes, deux exemples, l'un étant le fait de groupe d'étudiants juristes et l'autre, de groupe de jeunes professionnels dans le secteur du tourisme et voyage.

Cas du groupe d'étudiants juriste de l'Institut Universitaire d'Abidjan (IUA) présenté dans l'étude de (Bi Séhi et Antoine Mian, 2012)⁷⁵, à l'issue d'une enquête qualitative menée du 17 au 24 mai 2011 :

Un groupe de 6 étudiants inscrits en Master I, carrières entreprises et judiciaires (droit privé) de l'Institut Universitaire d'Abidjan (IUA) a vu la nécessité de créer un groupe secret "la justice étatique et la justice arbitrale en droit du commerce international", sur le réseau social Facebook. L'objet était de travailler en groupe sur leur exposé de classe. Etant éloignés les uns des autres, il leur était difficile de se retrouver pour travailler. C'est ainsi qu'en une semaine, l'exposé a été élaboré en ligne avec la contribution de chacun. Bien sûr, le groupe a procédé d'abord par une mise à niveau des connaissances en informatique à travers des séances de formation sur les outils bureautiques à utiliser et le fonctionnement du réseau. Cette formation a été dispensée par l'animateur du groupe qui était avancé en matière d'informatique.

Ces étudiants ont prouvé qu'on peut aller au-delà des jeux que cet outil offre à ses abonnés « *on peut apprendre avec Facebook. En créant des groupes comme le nôtre, on peut faire des exercices, on peut discuter sur des sujets d'actualité* », ont-ils affirmé. L'initiateur et modérateur du groupe exhorte donc les étudiants à aller au-delà des usages ludiques classiques afin d'utiliser Facebook pour « *bâtir des réseaux d'apprentissage, d'affaires et de travail* ». Selon (Mian Bi et Séhi Antoine, 2012), ces étudiants ont mis à profit l'espace collaboratif social Facebook, à des fins d'apprentissage. Ils ont pu tirer parti des connaissances des uns et des autres par le biais de cet outil en mettant en commun le résultat de leur recherche créant ainsi un esprit de groupe. Au vu de cette expérience donc, Facebook pourrait être utilisé comme un lieu d'apprentissage collaboratif. Il serait donc intéressant de mener des études sur des possibilités entre l'utilisation de Facebook et des plateformes dans un contexte de formation à distance, ont-ils ajouté.

Cas de groupe de jeunes professionnels dans le secteur du tourisme et agence de voyage constitué en réseau sur Facebook, présenté par nous même.

Nous avons eu un entretien avec le Président de l'Association des Agents de Voyage et de Tourisme de Côte d'Ivoire, un diplômé de la XIIème promotion de l'Université Senghor. L'entretien a été effectué via skype suivi d'un questionnaire auquel il a répondu. Selon lui, les réseaux sociaux constituent pour le moment le socle sur lequel repose son Association. La présence de l'Association sur Facebook facilite la diffusion de leurs messages d'informations. L'outil sert aussi de plateforme d'échanges et d'assistance professionnelle. Egalement, des informations diverses sur le fonctionnement et les activités de l'Association et les offres d'emploi dans leur domaine d'activité y sont postées. Le président de l'Association mentionne : « *je dirige les réunions de bureau de l'association via ce canal. Cela est très simple. Tous sont convoqués à une heure précise pour se connecter, et tous devant nos*

⁷⁵ Mian Bi et Séhi Antoine : "Usages de Facebook pour l'apprentissage par des étudiants de l'Institut Universitaire d'Abidjan (IUA)", n°142, juin 2012, Revue Adjectif Analyse, <http://www.adjectif.net/spip/spip.php?article142>, consulté le 21 février 2013.

ordinateurs, nous discutons des projets et des activités de l'Association. Nous y préparons aussi les assemblées générales... ».

Il a signifié que nombreux sont les forums utilisés par les ivoiriens vivant en CI et en l'occurrence par ceux de l'occident pour se mettre au diapason de la culture du pays. Pour lui, «...*le sens de tous ces forums, c'est d'abord de créer un réseau, un sentiment de rapprochement des amis, des frères de même pays et plus loin, du même continent.* »

Dans le cadre de la mise en œuvre d'un Réseau de la Jeunesse francophone, un atelier sur la jeunesse et les réseaux sociaux s'est tenu du 29 octobre au 1er novembre 2012 à Dakar (Sénégal). Le président de l'Association des Agents de Voyage et de Tourisme a été invité pour y participer en tant que membre actif du portail de la jeunesse francophone. L'atelier a consisté à maîtriser les nouveaux paramètres du portail afin de faciliter son utilisation. Selon le communiqué de presse de l'atelier, « *Les réseaux sociaux [...] représentent une occasion unique de [...] favoriser le partage d'expériences et d'idées et mutualiser ces ressources en vue de faciliter l'accès à tous aux nouveaux modes d'échanges* »⁷⁶. L'atelier constitue une première étape dans la mise en œuvre d'une communauté de la jeunesse francophone.

D'autres fonctionnalités sont aussi utiles et nécessaires (Annexe n° 6).

II.2 Web 2 dans la socialisation et la construction identitaire des individus

Les ivoiriens de l'étranger, qu'ils soient différents du point de vue culturel, social, professionnel, une fois hors de leur pays d'origine, se sont constitués en réseau physique et virtuel. L'utilisation des outils de socialisation leur a permis de faciliter et de poursuivre cette socialisation peu importe l'endroit auquel ils se trouvent. Cela leur a permis de se fédérer autour d'une appartenance commune malgré leur différence professionnelle, sociale, culturelle.

Même si l'utilisation de bon nombre de ces outils consiste en la mise en relation de plus d'une personne (chat, les sessions de travail collectives), la manière de les utiliser nécessite que l'on soit derrière son écran. Aussi, vu le nombre d'heures passées seul derrière son écran emmène certaines personnes à dire que les médias en ligne sont plutôt des outils individuels et donc nous isolent de notre entourage immédiat et nous déconnecte du monde extérieur. Selon (Mercklé, 2011), « *Les personnes qui s'adonnaient de manière intensive à des activités en ligne communiquaient moins avec les autres membres de leur famille, leur cercle d'amis rétrécissait et une sensation de solitude et de mal-être s'installait.* »⁷⁷ A la lecture de cette affirmation, nous nous posons plusieurs interrogations :

L'effet de sociabilité se résume-t-il au contact physique entre les être humains ? Si en utilisant les médias sociaux l'on ne consacre pas du temps à son entourage, on peut également dire que si nous n'utilisons pas les médias sociaux, nous ne pourrions pas entretenir quotidiennement nos relations avec nos proches ou amis qui se trouvent loin de nous. Comment pouvons-nous créer de nouvelles relations

⁷⁶ Ministère de la Jeunesse de la Formation Professionnelle et de l'Emploi : *Atelier Jeunesse et Réseaux sociaux*, http://www.jeunesse.francophonie.org/sites/default/files/communique_de_presse_dakar.pdf, consulté le 12 février 2013.

⁷⁷ Mercklé Pierre : *Sociologie des réseaux sociaux*, Paris, 2011, Ed. La découverte, Coll. Repères, troisième édition, p [...]

ailleurs ? Autrement dit, doit-on rompre nos relations une fois que nous sommes séparés par la distance ? Les réseaux sociaux ne permettent-ils pas plutôt la continuité de ces rapports entre individus ? La réponse à cette dernière question est donnée par (Casilli, 2010) qui pour lui, « *La grande masse des usagers se sert d'Internet dans le cadre de contextes sociaux pré-existants [...] C'est pour développer, accroître les relations humaines qu'ils considèrent comme valorisantes – leurs amitiés, leurs amours – qu'ils se connectent à des services de networking.* »⁷⁸

L'interactivité qui se passe entre les internautes à travers les outils mis à leur service nous permet d'affirmer que le Web 2 est un phénomène social. On voit bien qu'au-delà de tout, il se passe sur la toile de véritables interactivités qui se développent continuant ainsi la socialisation de l'être humain dans une dimension virtuelle à travers des groupes, selon leurs intérêts communs. Donc pour nous, rien n'a changé sinon la méthode, les moyens dont on se sert pour interagir avec l'autre ; moyens d'ailleurs qui permettent de réduire le coût, le temps et l'espace. Les réseaux sociaux sont venus juste proposer de nouveaux modes de sociabilité. Comme toute chose à son revers, il appartient plutôt à chacun de maîtriser ces outils qui sont complémentaires aux modes traditionnels de socialisation. Par ailleurs, « *les communications numériques devraient être mises sur le même plan que les appels téléphoniques ou lettres – des techniques qui, depuis longtemps, articulent et complètent la communication en face à face.* »⁷⁹ Selon Casilli, ces deux types de communication jouent le même rôle. La communication numérique va simplement au-delà de là où s'arrête la communication traditionnelle.

Nous avons vu que la diaspora ivoirienne quand bien même installée loin de son pays d'origine, s'est constituée en une communauté forte. Leurs actions constituent des initiatives communes qui permettent d'assurer leur appartenance africaine, ivoirienne. Le fait d'être resté sans revenir ou de repartir définitivement ne remet pas en question leur appartenance à leur pays.

- **Qu'en est-il réellement de cette identité culturelle, sociale et professionnelle ?**

L'utilisation des réseaux sociaux aujourd'hui par la diaspora ivoirienne qualifiée, a donné une nouvelle forme d'identité ; une identité virtuelle collective malgré leur différence culturelle et professionnelle. Une identité qui a su se façonner au contact de nouvelles cultures sans perte de leurs origines. Longtemps, la littérature africaine a été marquée par un retour après voyage en occident, signe de fidélité, d'appartenance à ses origines. Un retour sans altérité culturelle aucune attendu par les siens. Le cahier d'un retour au pays natal d'Aimé Césaire et bon nombre d'écrivains de la Négritude l'ont poétisé. Ce retour était en quelque sorte « *...une occasion de renouer avec le passé et même de retrouver l'identité originelle.* »⁸⁰

⁷⁸ Casilli Antonio : *Les liaisons numériques. Vers une nouvelle sociabilité ?*, 2010, Ed. Le Seuil, Coll. La couleur des idées, p [...]

⁷⁹ Ibid.

⁸⁰ Kom Ambroise : "Il n'y a pas de retour heureux", n° 20. février 2002, Revue Mots Pluriels, <http://www.arts.uwa.edu.au/MotsPluriels/MP2002ak.html>, consulté le 13 Août 2012.

Cependant, beaucoup de publications, de travaux de théoriciens et d'auteurs, à l'instar de (Frantz Fanon, *Les Damnés de la terre*, 1961)⁸¹ ; (Louis-Jacques Dorais, *La construction de l'identité*, 2004)⁸² ; (Chedly Belkhouja, *Identité et diversité*, 2005)⁸³ ; (Claude Dubar, *la socialisation, construction des identités sociales et professionnelles*, 1991)⁸⁴, nous montrent que l'identité n'est pas une notion figée mais se construit au jour le jour. Donc il est tout à fait évident que l'identité de cette diaspora ait subi des transformations liées à sa communauté d'accueil et à son nouvel environnement.

En effet, l'identité culturelle pour (Chedly Belkhouja, 2005) peut être perçue comme étant le résultat de l'acquisition de plusieurs cultures, une accommodation face à une diversité culturelle et linguistique. C'est le résultat du contact qui est fait en s'ouvrant au monde extérieur, en épousant d'autres cultures sans pour autant être déraciné ; en se socialisant. Donc «...devenir parent ou grand-parent, changer de profession ou de conjoint, partir en retraite, émigrer, tous ces changements de statut personnel ou de statut social appellent des réaménagements identitaires ». ⁸⁵ Aujourd'hui, la culture⁸⁶ se voit en constance redéfinition, actualisation dans un réseau d'interactivité d'influences et de rejets ou dans une expérience individuelle au cours de sa vie. Tous les éléments au sein de cette culture sont « socialement appris et globalement partagés »⁸⁷ dans un temps donné. Donc tout effet répétitif et figé est écarté. Au contraire, elle est vivante et façonnée sans cesse par ses membres. Un émigré de retour dans son pays d'origine se découvrira une autre personne à coup sûr, vis-à-vis de ses proches car il s'est construit une nouvelle identité qui s'est vue ajouter certains éléments au cours de ses expériences professionnelles, culturelles et sociales. C'est ce qu'a senti, dans l'ouvrage "L'Aventure ambiguë" de Cheikh Hamidou Kane, le jeune étudiant du Quartier Latin qui est revenue dans son pays d'origine. Il a su s'assimilé sans être assimilé car il n'a pas renié sa foi en Dieu qui fonde sa culture d'origine mais il a acquis d'autres expériences totalement différentes.⁸⁸ On peut dire de même de cette diaspora ivoirienne qui est devenue une nouvelle personne encore façonnée. Son interactivité avec ses compatriotes du pays enrichira davantage cette identité. Aujourd'hui, le Web 2 est un moyen favorable pour façonner d'avantage l'identité et la culture des immigrants loin des siens. Il permet de toujours maintenir les liens avec leur pays et proches, ce qui leur emmène facilement à garder cette appartenance, cet amour et cette volonté d'apporter leur appui au besoin.

⁸¹ Frantz Fanon : *Les damnés de la terre*, Paris, 2002, Ed. La Découverte/Poche, pp 193-269.

⁸² Louis-Jacques Dorais : "La construction de l'identité", *Revue Culture française d'Amérique*, Laval, 2004, Ed. Les Presses de l'Université Laval, pp 2-6.

⁸³ Belkhouja Chedly : "*Identité et diversité*", 2005, n°51, pp 61-69, *Revue acadienne d'analyse politique*.

⁸⁴ Dubar Claude : "*La socialisation. Construction des identités sociales et professionnelles*", *Revue française de pédagogie*, Paris, 1992, vol. 100, n° 1, pp. 117-121.

⁸⁵ Espace adoption : *Adoption et identité : la question des origines*, 2010, http://www.espace-adoption.ch/puma/pdfs/R_flexion_origines.pdf, consulté le 5 juillet 2012.

⁸⁶ Dans la déclaration de Mexico sur les politiques culturelles lors de la Conférence mondiale sur les politiques culturelles (Mexico City, 26 juillet - 6 août 1982), la définition que donne l'UNESCO de la culture est la suivante : " La culture, dans son sens le plus large, est considérée comme l'ensemble des traits distinctifs, spirituels et matériels, intellectuels et affectifs, qui caractérisent une société ou un groupe social. Elle englobe, outre les arts et les lettres, les modes de vie, les droits fondamentaux de l'être humain, les systèmes de valeurs, les traditions et les croyances."

⁸⁷ Côté Marie-Hélène : "Une approche anthropologique", n° 359, *Revue A Babord*, <http://www.ababord.org/spip.php?article359>, consulté le 13 décembre 2012.

⁸⁸ Kom Ambroise : "Il n'y a pas de retour heureux", n° 20, février 2002, *Revue Mots Pluriels*, <http://www.arts.uwa.edu.au/MotsPluriels/MP2002ak.html>, consulté le 13 août 2012.

Chapitre III : Méthodes d'approches en vue d'une perspective contribution de la diaspora ivoirienne à travers le Web 2

Ce chapitre décrit les méthodes utilisées pour ce travail de recherche. Précisément ce sont les revues de littérature, le stage professionnel, l'étude réalisée et les différents outils utilisés pour la collecte et l'analyse des données.

I. Cadre méthodologique

I.1 Recherche documentaire

Nous avons consulté au cours de cette recherche, plusieurs ressources documentaires. Ce sont des livres, des rapports d'études, des mémoires, des thèses, des revues scientifiques, des articles, des plans nationaux de développement. Les recherches ont été menées par notion et par thème tirés de notre sujet d'étude. Ce sujet, nous le rappelons, porte sur comment capitaliser les connaissances de la diaspora ivoirienne au profit de son pays d'origine, au moyen du Web 2. De plus en plus de chercheurs sociologues, scientifiques et historiens produisent des données (rapports, études) sur la problématique du départ de la main d'œuvre qualifiée d'Afrique, vers les pays développés. L'analyse de bon nombre de ces données nous a été d'une très grande utilité. Elle nous a permis de savoir que de façon unanime, il y a une véritable prise de conscience de la part de ces pays concernés par le départ de leur citoyen. Une prise de conscience collective sur la nécessité de les associer à leur programme de développement. Nous avons pris également connaissance de plusieurs programmes, actions et propositions mis en place à cet effet et relevé leur faiblesse ; ce qui nous a fortement influencé dans notre choix d'utiliser le Web 2 comme moyen au service de cette contribution. Il fallait donc démontrer l'utilité de ce moyen, son avantage surtout par rapport à d'autres moyens déjà mis en place. La pertinence et la diversité des données nous ont davantage confortés dans notre position et permis de soutenir nos propos de façon scientifique. Nous voulons parler de l'usage multiple surtout à des fins professionnelles de ce moyen et de la place qu'il joue dans le processus de sociabilité et de construction identitaire des individus.

Il fallait aussi comprendre à travers la recherche documentaire pourquoi bon nombre d'ivoiriens qualifiés et futurs cadres se trouvent aujourd'hui hors de la Côte d'Ivoire, surtout dans les pays développés et donc à situer le contexte de leur départ et déterminer les causes et facteurs qui les motivent plus à émigrer sans retour définitif au pays. La consultation d'un certain nombre de documents nous a permis de les identifier là où ils se trouvent et dans quels secteurs d'activités ils exercent. Nous avons cherché également à savoir ce qui en est réellement de leur appartenance, de leur lien avec leur pays d'origine, leurs proches. Aussi, quelle est la relation qu'ils entretiennent avec l'Internet en général et le Web 2 en particulier car la motivation à servir son pays et l'adhésion à notre projet de fin de mémoire ainsi que sa réussite en dépendent. Notre curiosité est allée jusqu'à savoir la situation de l'Internet en CI et son rapport avec les résidents ivoiriens, l'un des acteurs principaux du projet. Aussi, le projet étant lié à la volonté effective de l'Etat ivoirien, nous nous sommes également documentées sur les actions de l'Etat ivoirien en faveur de la contribution de la diaspora ivoirienne.

Il faut remarquer que la plupart de nos données nous ont été fournies par l'Internet surtout dans le domaine du Web 2. C'est un secteur très évolutif ; du coup, les données sont sans cesse actualisées. C'est pourquoi, sans doute, ceux qui produisent du contenu à ce sujet font beaucoup plus d'articles (billets) et rapport disponibles sur la toile plutôt que d'ouvrages édités.

1.2 Apport du stage

Les différentes questions traitées pour notre sujet de mémoire ont été également possibles grâce à un stage que nous avons effectué à la fin de la première année de formation, précisément du 4 mai au 18 juillet 2012 à l'Université de Moncton-Campus de Moncton (Nouveau-Brunswick/Canada).

Notre période de stage a coïncidé avec la tenue du 80^{ème} Congrès de l'Association Canadienne-Française pour l'Avancement des Sciences (ACFAS) à Montréal-Québec. Ce congrès international est un cadre pour la présentation de tous les travaux de recherches des professionnels et étudiants venus des quatre coins du monde. Nous nous sommes inscrites en temps que participante bien avant notre arrivée sur les lieux du stage. L'idée était de recueillir des ressources intéressantes dans la conduite du stage et du mémoire. Ainsi, pendant 5 jours, nous avons pu participer à plusieurs présentations sur l'immigration, les réseaux sociaux, la communication, la culture.

L'étude que nous avons effectuée a précisément pour thème : l'apport de l'identité culturelle et de l'identité professionnelle dans l'intégration de professeurs immigrants de l'Université de Moncton. Il a fallu utiliser comme cadre de recherche et de travail, le Campus de Moncton dont la présence significative des immigrants (étudiants et professeurs) détermine sa particularité. Il s'agissait d'une étude employant une méthodologie de type qualitative. Pour y parvenir, nous avons procédé par deux phases d'entretien direct : une phase avec des personnes ressources et une autre phase avec des professeurs immigrants du Campus de Moncton. A côté de ces entretiens, nous avons fait de l'observation de conversation pendant 3 mois et demi, auprès de plusieurs membres de l'Association ivoirienne du Nouveau-Brunswick.

Avant de poursuivre, nous tenons à rappeler que l'étude menée lors du stage traitait d'une problématique bien définie. Les détails de sa présentation se trouvent en (Annexe n° 7). Cependant, les résultats de cette étude ont fourni un certain nombre de données utiles pour le présent travail. Ces données proviennent de quelques questions spécifiques situées dans la grille de questionnaire (Annexe n° 8) et qui sont en rapport direct avec le sujet de mémoire.

- **Bénéfice du stage**

Les participants dans la deuxième phase d'entretien (12 professeurs immigrants du Campus de Moncton) ont quitté leur pays pour des raisons diverses (études, travail, rapprochement de conjoint, exil). La durée effectuée au Canada (en moyenne 20 ans) et l'intégration à une nouvelle culture n'ont pas pour autant détérioré leur lien avec le pays d'origine. Ils y retournent régulièrement au moins 1 fois par an ou quand des occasions professionnelles ou personnelles se présentent à eux. Les liens, ils ont su les entretenir aussi et surtout grâce à l'Internet à travers les sites d'actualité du pays d'origine et les outils du Web 2 (skype, réseaux sociaux). Leur construction identitaire s'est faite par le jumelage des deux cultures (origine et accueil) ; ce qui leur permet d'affirmer qu'ils se sentent soit canadiens avec un

repère bien ancré dans leurs origines ; soit des deux cultures ; ou soit citoyens du monde allant là où le devoir les appelle. Les participants ont dans leur intervention d'une manière ou d'une autre exprimé leur disponibilité et leur volonté à apporter leur appui au service de leur pays d'origine.

Ce que nous constatons aux dires des participants a été confirmé par les 3 personnes ressources interviewées dans la première phase de l'entretien qui selon leur différente fonction (présidente d'Association d'étudiants internationaux, écrivain chercheur sur l'immigration, coordonateur dans un centre d'accueil d'immigrant), connaissent bien les quotidiens des immigrants. Par ailleurs, eux-mêmes sont immigrants et ils nous ont exposé leur cas. Ils ont en plus ajouté que le maintien des liens avec le pays se faisait aussi à travers les relations avec leur compatriote vivant avec eux au Canada.

L'observation de conversation des membres de l'Association ivoirienne du Nouveau-Brunswick en dit également long sur les relations qu'ils entretiennent avec leur pays. Leur consommation à 70% (nourriture, musique, habillement, langage, fréquentation) relève de leur culture d'origine. Mais sur la question du retour après formation, tous n'y pensent plus. Du moins, leurs perspectives sont tournées vers l'établissement au Canada ou ailleurs dans un autre pays développé mais pas en Afrique. Leurs propos étaient dissuasifs sur ce plan⁸⁹.

En clair, les immigrants aiment leur nouvelle vie mais ils n'ont pas pour autant renié leurs origines. Ils essaient bien au contraire de maintenir les liens surtout à travers l'Internet et les médias sociaux. Ils expriment leur volonté et disponibilité à soutenir leur pays d'origine de façon professionnelle. C'est ce qui nous a amené à leur proposer un cadre adéquat qui leur permettra de renforcer davantage les liens. Mais avant tout, il passe par une étude auprès des destinataires principaux du cadre (diaspora et résidents ivoiriens) pour mieux saisir leur relation avec l'Internet et les réseaux sociaux.

1.3 Etude sur l'utilisation de l'Internet et des médias sociaux par les ivoiriens

Il est question pour nous de mener une étude avant projet, afin de connaître les pratiques des ivoiriens en matière d'Internet et de réseaux sociaux et de mieux répondre à leurs besoins et exigences.

1.3.1 Présentation de l'étude

L'étude que nous avons effectuée a porté sur les ivoiriens de l'étranger et ceux vivant en CI. Elle a duré environ 4 semaines et a enregistré 77 participants dont 53 résidents ivoiriens et 24 de la diaspora. Ils proviennent précisément de l'Égypte, du Canada, de la France, de la Russie, du Royaume-Unis et de la Côte d'Ivoire et exercent dans divers secteurs d'activité tels que la santé, l'administration publique, l'éducation, les finances, la communication, les médias, la télécommunication et l'informatique, l'agriculture, les sciences naturelles et appliquées, la culture, les médias, les mines et carrières.

Les participants devaient répondre en ligne, aux questions posées. Ce sont des questions fermées qui portent entre autres sur leur lien avec leur proche et leur pays, leur manière de maintenir ces liens, leur avis sur les sites internet ivoiriens qui leur sont offerts (Annexe n° 9). Plusieurs courriels ont été envoyés donc à nos contacts qui devaient à leur tour se charger de faire participer aussi leurs contacts.

⁸⁹ La plus part d'entre eux m'incitaient à rester au Canada et se demandaient pourquoi je voulais retourner dans mon pays après ma formation et ce que j'allais y faire.

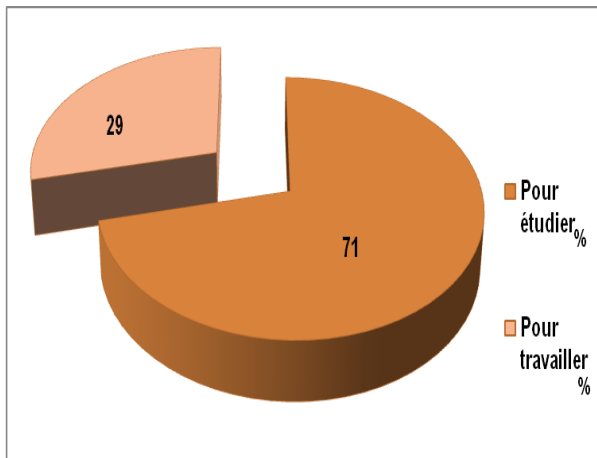
Ce sont les contacts des comptes Facebook, Yahoo, Gmail, Skype. L'étude en ligne a été réalisée grâce à SurveyMonkey.com. Le logiciel Statistical Package for the Social Sciences a été utilisé pour le dépouillement et pour la compilation des pourcentages par catégories de participant. Le logiciel Excel a été utilisé pour préparer les données, les tableaux et les diagrammes.

1.3.2 Analyse des données

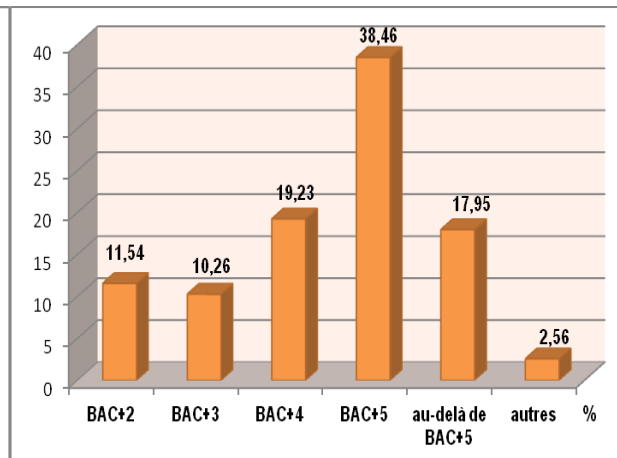
6 indicateurs ont été identifiés pour l'analyse. Ce sont :

- raison principale d'habiter dans d'autres pays (pour les participants vivant à l'étranger) et niveau d'étude ;
- moyens utilisés pour maintenir les liens avec les proches (parents, collègues) ;
- types de réseaux sociaux utilisés, la fréquence et le motif d'utilisation ;
- genres de sites visités et les contenus offerts ;
- évaluation sur les sites ivoiriens au niveau de la technique, du design et de la qualité ;
- volonté de servir son pays et intérêt manifeste de participer à notre projet de création de plateforme.

• Présentation des résultats

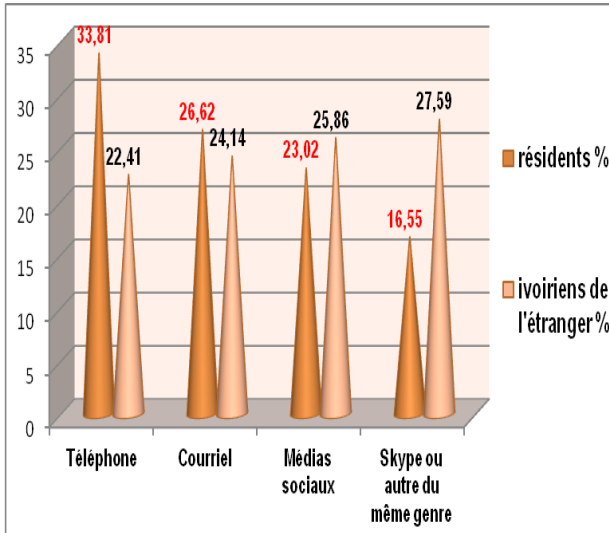


Graphique 3 : raisons principales d'habiter hors de la CI

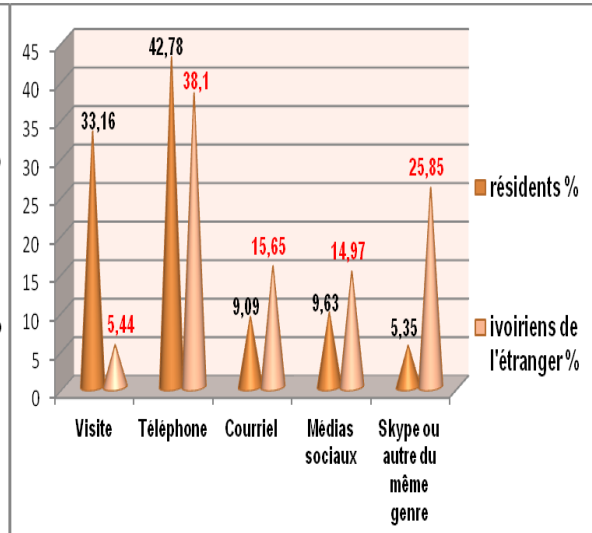


Graphique 4 : Niveau d'étude

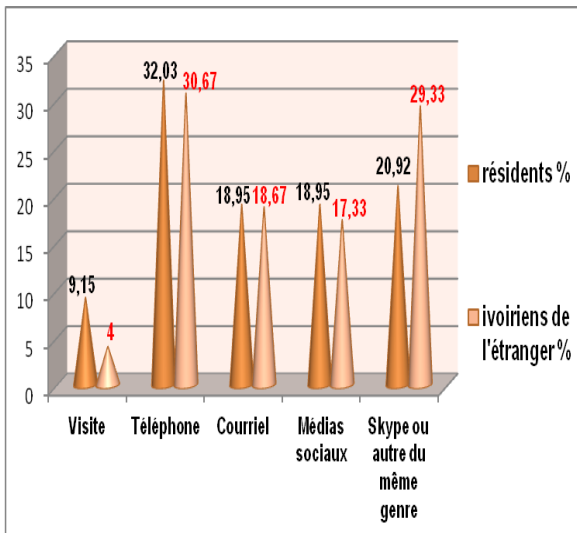
Le graphique 3 nous fait remarquer que les ivoiriens de l'étranger ayant participé à l'étude ont quitté la CI pour des raisons d'études en majorité (71%), puis pour des raisons de travail (29%). Le niveau d'étude des 77 participants répond bien à notre public cible en plus du graphique 5, au vu du graphique 4. Le niveau minimum est le BAC+2 (11,54%). 29,49% ont entre le BAC+3 et le BAC+4 et la majorité (38,46%) a un niveau BAC+5. 17,95% ont un niveau bien au-delà du BAC+5. Le taux élevé des niveaux universitaires et postuniversitaires sont des niveaux favorables à une migration pour des raisons de formations ou d'emploi comme nous l'avons mentionné dans le point II.2 "contexte et défis" de notre problématique au chapitre I de notre travail.



Graphique 5 : maintien de liens avec les membres de la famille habitant en CI



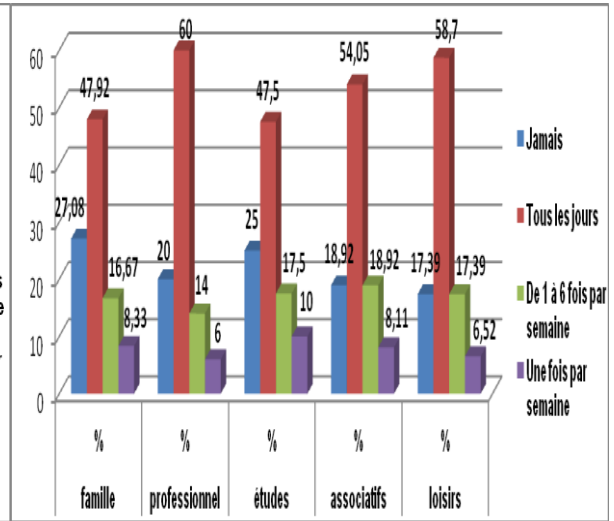
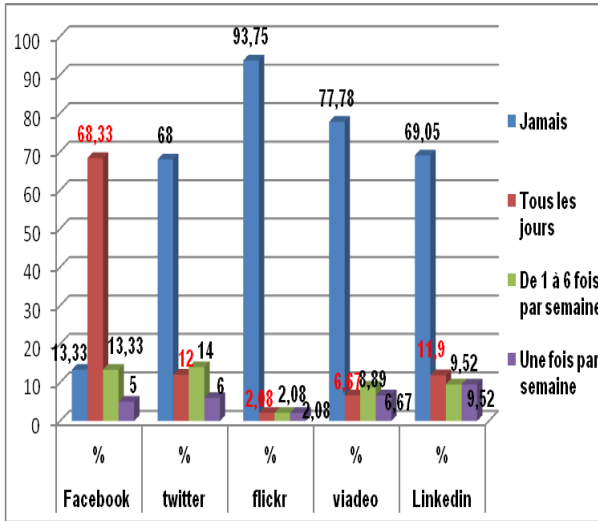
Graphique 6 : maintien de liens avec les membres de la famille habitant hors de la CI



Graphique 7 : maintien de liens avec les collègues d'étude et de travail

L'étude nous a montré que les deux catégories de participants (résidents et ivoiriens de l'étranger) maintiennent des liens avec leurs proches et leur collègue d'étude ou de travail, par les mêmes moyens de communication mais de façon différente et selon la proximité des membres de leurs proches. Au niveau du maintien des liens avec les familles qui habitent en CI, le graphique 5 nous montre que les résidents ivoiriens préfèrent le téléphone (42,78%) et la visite (33,16%) tandis que pour les ivoiriens de l'étranger, c'est le téléphone

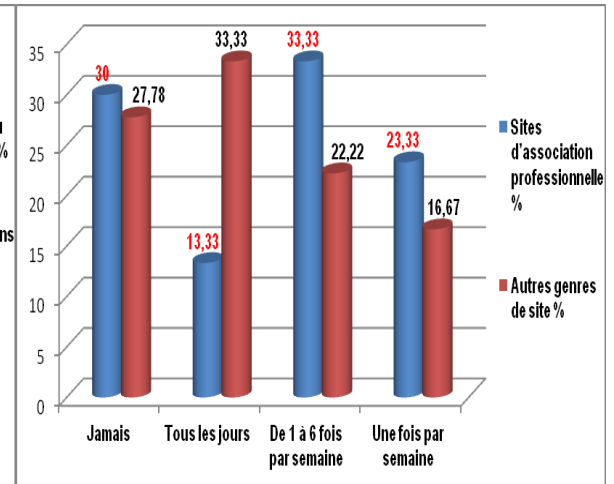
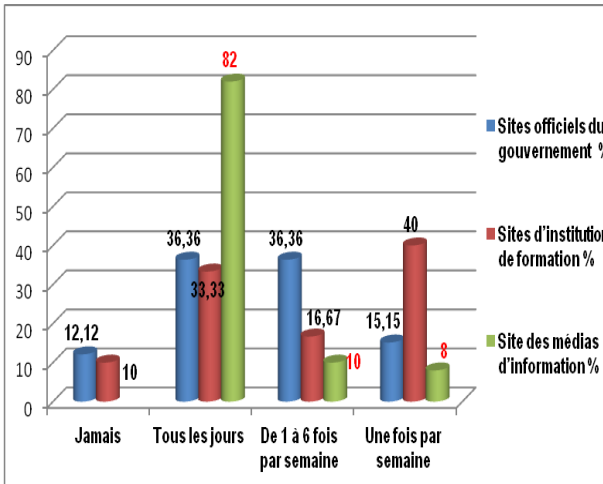
(38,10%) puis le skype ou autre du même genre (25,85%). Cela s'explique par le fait que plus le membre est proche de soi, plus le contact est physique et plus le membre est éloigné, plus le contact est virtuel. Cela se voit bien dans le graphique 6 sur le maintien des liens avec les membres de la famille qui sont hors de la CI. On remarque que le contact physique (9,15%) n'est pas le moyen par excellence utilisé. Son taux a baissé de 24,01%. Le téléphone demeure toujours le premier moyen (32,03%) mais avec un taux en baisse de 10,75% par rapport au graphique 5. Les taux en baisse au niveau de la visite et du téléphone ont été compensés par les moyens comme les médias sociaux, le courriel et le skype. Dans le maintien des liens avec leur collègue, les résidents privilégient toujours le téléphone (33,81%) puis le courriel (26,62) suivi des médias sociaux (23,02) tandis que pour les résidents, c'est le skype (27,59%) puis les médias sociaux (25,86%) suivi du courriel.



Graphique 8 : types de réseaux sociaux utilisés et leur fréquence d'utilisation

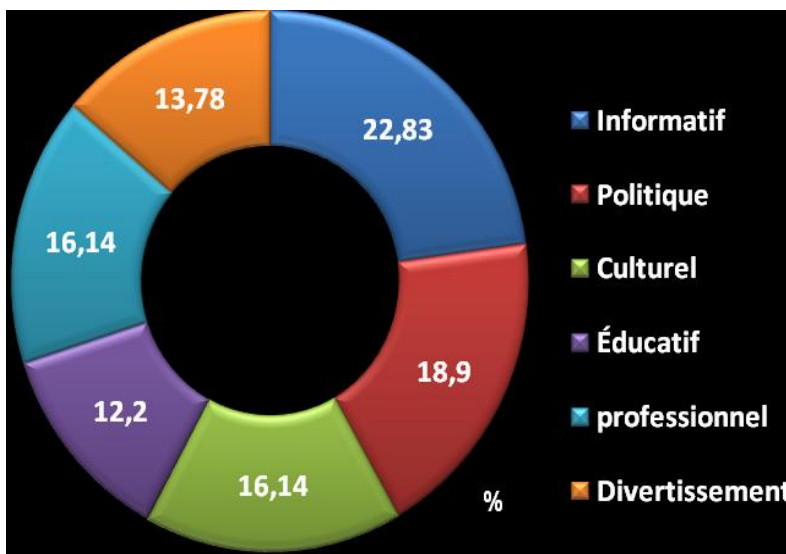
Graphique 9 : motif d'utilisation des réseaux sociaux

Le graphique 8 montre que les participants, en matière d'utilisation des réseaux sociaux, connaissent suffisamment Facebook. La majorité l'utilise tous les jours à 68, 33% loin de Twiter (12%), de linkedin (9,52%) et de viadeo (6,67%). L'usage de ces outils répond à des besoins professionnels (60%) au quotidien puis à des fins de loisir (58,7%) puis associatifs (54,05%), familiales (47,92%) et à des fins d'études (47,50%) selon le graphique 9.



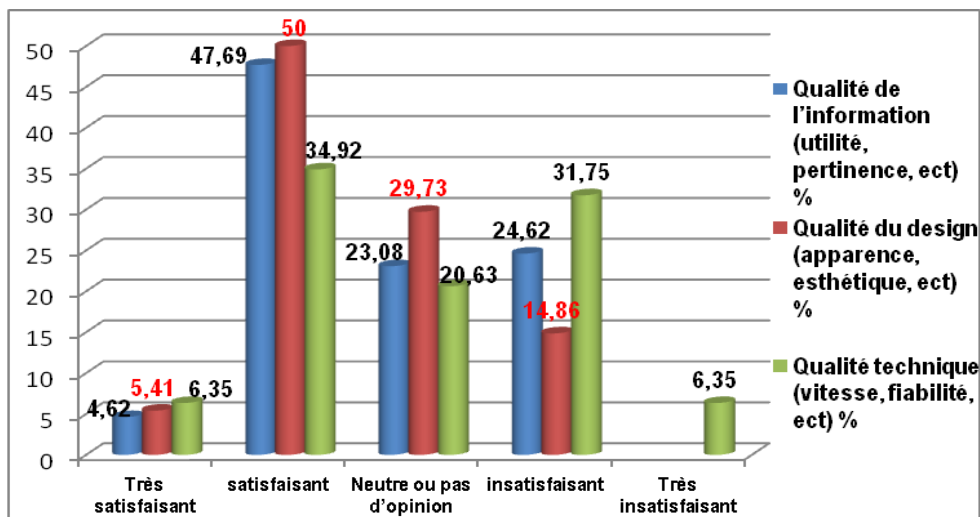
Graphique 10 : genres de sites visités

L'étude nous a permis également de savoir le genre de sites qui intéressent bien les participants. Il ressort au vu du graphique 10 que ce sont les sites de médias d'informations qui sont visités au plus de façon quotidienne (82%). Ensuite viennent les sites officiels de gouvernement (36,36%).



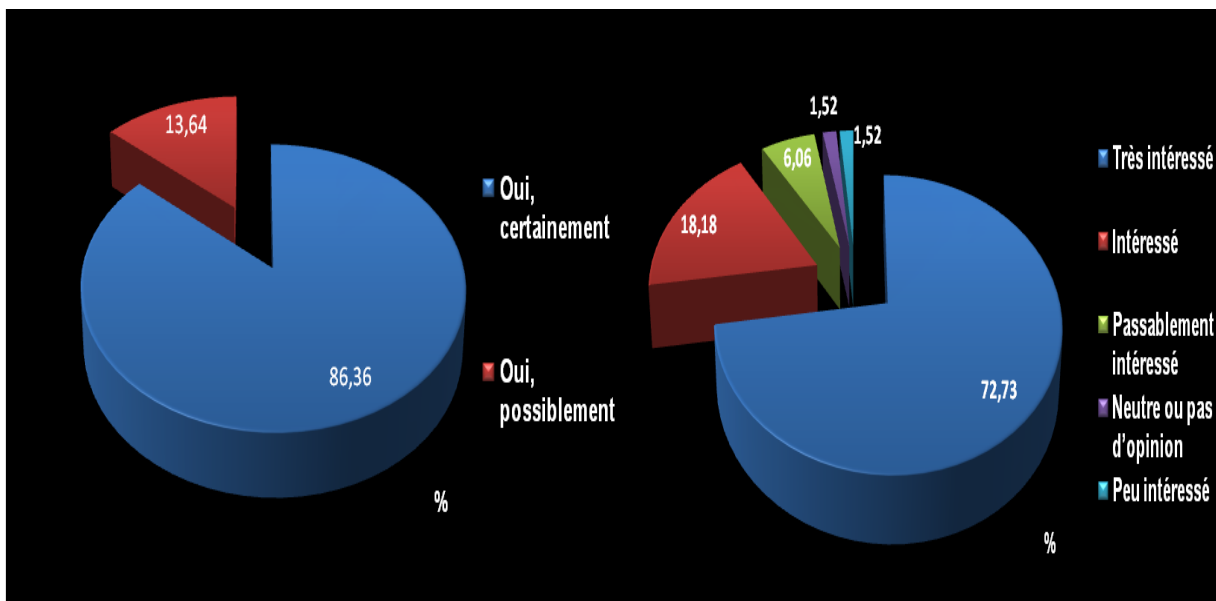
Sur les différents sites, les participants trouvent un contenu informatif à 22,83% puis politique à 18,9%. Le côté culturel est à 16,14% et le divertissement à 13,78%. Le volet éducatif et professionnel n'occupe que des places minimales sur l'ensemble des sites. Respectivement 12,2% et 6,14%. Comme l'indique le graphique 11.

Graphique 11 : contenus offerts par les sites ivoiriens



Graphique 12 : évaluation des sites ivoiriens

Sur le graphique 12, l'appréciation faite au niveau de la qualité du design est jugée dans l'ensemble satisfaisante de la part des participants (55,41% : 5,41% très satisfaits plus 50% satisfaits) contre 14,86% qui sont insatisfaits. On peut en dire de même pour la qualité de l'information : 47,69% contre 24,62% sont satisfaits. Mais au niveau de la qualité technique, c'est-à-dire la vitesse, la fiabilité ; la satisfaction est peu marquée car l'écart entre ceux qui sont satisfaits et ceux qui ne le sont pas est marginal (3,17%) : 41,24% (34,92% satisfaits plus 6,35% très satisfaits) sont satisfaits de cette qualité technique tandis que 38,1 (31,71% insatisfaits plus 6,35% très insatisfaits) en sont insatisfaits.



Graphique 13 : volonté de servir son pays (participants de l'étranger)

Graphique 14 : intéressé par le projet de création de la plateforme

L'étude nous a permis aussi de savoir la volonté pour les participants de l'étranger à servir leur pays d'origine. Comme la réponse nous l'indique dans le graphique 13, ils ont adhéré à l'idée mais à des niveaux d'affirmation plus ou moins poussés. 86,36% ont affirmé avec certitude leur volonté d'aider de servir leur pays tandis que 13,64% ont dit oui à un certain niveau d'engagement inférieur : Un oui envisageable. Quand à la question de savoir si notre projet de création de plateforme les intéressent, 72,73% des participants ont dit être très intéressés et 18,18%, intéressés. 6,06% en sont passablement intéressés et 1,52%, peu intéressés selon le graphique 14.

- **Interprétation des résultats**

Au vu des différents résultats présentés, nous pouvons affirmer que l'Internet et le web 2 sont le quotidien des participants. Ils les utilisent pour diverses raisons. C'est pour s'informer, maintenir les relations avec leurs proches et collègues, se divertir ou encore pour des raisons éducatives et professionnelles. Ces deux dernières raisons selon le graphique 10 ne sont pas trop les priorités car la fréquentation des sites au quotidien se fait pour s'informer à travers les sites de médias (80%) et les sites des institutions gouvernementales (36,36%). Et si c'est parce que les sites offerts sont dominés par les sites d'information ? Il est tout à fait évident qu'on consomme ce qu'on trouve facilement à sa portée. D'ailleurs, quand à la question, quel contenu vous offre les sites ivoiriens ?, le graphique 11 nous montre que le contenu est beaucoup informatif puis politique, culturel et de divertissement avant d'être éducatif et professionnel. Aussi, avons-nous répertorié au moins 188 sites ivoiriens qui, en les analysant font ressortir plus de contenus informatifs, musicaux, culturels, politiques et d'offres de service⁹⁰. Ce sont ces genres de sites qui sont plus connus et donc plus fréquentés. Les sites à caractère éducatif et professionnel ne sont pas sans doute plus connus et ou ne sont pas en nombre considérable quand bien même ils sont aussi intéressés et visités par les internautes. Notre projet de

⁹⁰ Voir annexe n°4. La liste n'est pas exhaustive.

création de plateforme virtuelle d'échanges professionnels devrait être donc une référence en termes de notoriété, d'utilité afin de pouvoir susciter un intérêt quotidien et un usage en grand nombre. Les 28 personnes qui ont bien voulu faire des commentaires sur l'étude ont vivement salué l'idée d'avoir une plateforme d'échanges professionnels mais certains craignent que ces échanges virent aux violences et agressivités dans les propos comme il est malheureusement constaté sur la plupart des sites ivoiriens. Les ivoiriens veulent voir donc quelque chose de nouveau, de mieux et d'apolitique qui saurait répondre à leur besoin. C'est d'ailleurs pour cela qu'ils sont à majorité très intéressés par notre projet (graphique 14). Non seulement le projet doit être innovateur et riche en information, mais il doit du point de vue du design satisfaire les internautes comme c'est déjà le cas pour les sites ivoiriens existant (graphique 12). Les faiblesses relevées dans la qualité technique au niveau de la vitesse de la connexion et de la fiabilité (graphique 12) nous permettent de positionner notre site sur une connexion à haut débit surtout que le contenu et la nature des échanges l'exigent (partage de fichier, vidéo, image, échanges synchrones).

L'utilisation des réseaux sociaux par les participations dans le maintien des liens avec ceux qui n'habitent pas proche d'eux montre qu'ils peuvent et savent s'adapter aux circonstances. Leur rapport n'est pas seulement physique (visite). C'est aussi virtuel (téléphone, médias sociaux, skype) comme nous le montre les graphiques 5 et 6. C'est une continuité des relations physiques dans l'espace virtuel à cause des contraintes liées à la distance. Ils se sont plus familiarisés à Facebook (graphique 8) d'où l'intérêt de prendre en compte ce réseau social dans notre projet par la création d'un compte Facebook pour la plateforme afin de renforcer sa visibilité et de maintenir les liens avec les internautes. C'est aussi une aubaine pour notre projet de voir que les participants utilisent beaucoup plus les réseaux à des fins professionnelles (60%, graphique 9). Il serait maintenant question de renforcer cet usage et de réduire au maximum son usage au titre du loisir qui occupe encore une place importante (58,7%, graphique 9). En somme, il est important de retenir que l'idée de création d'une plateforme d'échange professionnelle est vivement attendue. La volonté de servir son pays et la familiarité aux outils du Web 2 constituent des facteurs clés pour le développement de notre projet.

Nous relevons que notre travail s'est heurté à quelques difficultés rencontrées dans son élaboration lors de la recherche documentaire et du stage. Nous les avons résumées et nous avons formulé quelques propositions.

II. Difficultés et recommandations

- **Difficultés**

Nous avons rencontré quelques difficultés pendant l'élaboration de notre travail. Au niveau de :

- **chiffres/statistiques sur la question migratoire** : nous avons constaté l'impossibilité à trouver le nombre exact des immigrants ivoiriens à travers le monde et surtout dans les pays développés. Les études qui sont menées souvent les dénombrent selon les pays choisis pour la recherche. Je veux parler des pays de l'OCDE ou des pays là où les ivoiriens sont fortement représentés. On note également une obsolescence des données. Celles-ci sont d'ailleurs identifiées sur différentes bases, critères selon les études ; ce qui fait que les chiffres diffèrent d'une étude à l'autre. C'est pareil du côté

des Associations de diaspora. On ne peut pas savoir combien sont-elles, encore moins le nombre des membres qui s'y trouvent. Aussi, la plus part des recherches scientifiques sur la contribution des ivoiriens de l'étranger ne nous donnent-elle pas plus d'informations sur ce que le transfert des compétences de la diaspora a eu comme impacts sur les domaines d'interventions. Par contre, ces recherches sont plutôt accentuées sur les transferts de fonds.

- **politique de l'Etat** : nous n'avons pas trouvé de politique sectoriel prenant en compte l'apport de la diaspora dans le développement du pays ; ce qui aurait enrichi davantage notre travail. Des services ont été créés dans certains Ministères mais ils ne peuvent remplir à bien leur mission faute de moyens financiers. Des représentants de certaines associations l'ont même remarqué et affirmé dans des interviews qui leur sont accordés. Il s'agit de la MIE⁹¹ et du Haut Conseil des Ivoiriens de la Diaspora⁹².

- **Recommandations**

Il s'agit entre autres de :

- donner des moyens nécessaires à l'Institut National de Statistique (INS) pour produire et réactualiser toute données sur le mouvement migratoire externe du pays ;
- intégrer les composantes migratoires et le recours à la diaspora comme facteur de développement dans l'élaboration des programmes de développement ;
- le DIE, pour résoudre le problème du nombre pléthorique des associations et leur autonomie vis-à-vis de l'autre avait envoyé des courriers à chaque ambassade ivoirienne dans le monde pour demander à la diaspora de lui désigner un représentant par pays. C'est seulement deux ambassades (Afrique du sud et Burkina Faso) qui ont répondu à l'appel. Il s'agit pour nous d'orienter cette initiative par une action d'informations et de sensibilisation au préalable qui va au-delà d'un simple envoi de courrier ;
- l'analyse de l'étude sur l'usage de l'Internet à Abidjan (Voir l'annexe 6) a fait remarquer que les ivoiriens se connectent plus dans les cybercafés. Le coût et les taxes douanière (30%) du matériel informatique restent élevés. Cette même étude a fait remarquer le faible débit et les tarifs jugés élevés des consommateurs. Il serait temps que la volonté de l'Etat à vulgariser l'usage de l'Internet, s'accompagne de mesures avantageuses de sorte à permettre non seulement l'obtention du matériel informatique à un grand nombre de personne mais également de favoriser une connexion à haut débit et une réduction considérable des coûts de connexion.

⁹¹ Paul Yange : "Luc Obrou présente la semaine de la diaspora ivoirienne 22/07/2008", http://www.grioo.com/ar,luc_obrou_presente_la_semaine_de_la_diaspora_ivoirienne,14531.html, consulté 14 février 2013.

⁹² Emma [...] : "Daouda Fofana, président du Haut conseil des ivoiriens de la diaspora lance un appel à ses compatriotes vivant à l'étranger.", <http://www.hcidmonde.com/interview1.aspx>, consulté le 14 février 2013.

Chapitre IV : Proposition d'appui à la formation à travers le Web 2

I. Définition du projet

I.1 Résumé du projet

Le projet s'intitule "Plate forme d'échanges virtuels entre la diaspora et les résidents ivoiriens qualifiés" et a son siège (secrétariat permanent) à Abidjan. C'est une plateforme d'échanges entièrement professionnel, dédiée aux échanges et aux partages d'expériences entre la diaspora et les résidents ivoiriens qualifiés⁹³ en Côte d'Ivoire. La diaspora et les résidents ivoiriens qualifiés constituent sur ce site une communauté de pratique⁹⁴ au sein de laquelle on retrouve deux grandes familles :

- communauté de pratique thématique / métier. Cela va permettre aux membres de partager des savoirs et des outils utiles à chacun, souvent inaccessibles pour l'individu sans cette démarche commune. Les membres se partagent leur ressource et contribuent ainsi à créer à moindre coût de nouvelles ressources telles que les guides, les outils, les bases d'information.
- communauté de pratique projet. Il s'inscrit dans une logique d'organisation des collaborations et le partage des ressources pour réussir un projet.

Le projet qui sera mis en œuvre en décembre 2014 se résume comme suit :

Tableau 5: Résumé du projet

Objectif	Appuyer la formation par le transfert des compétences de la diaspora à travers le Web 2
Partenaires	<p style="text-align: center;"><u>Partenaires nationaux</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Ministères s'occupant de la migration et de la diaspora en Côte d'Ivoire⁹⁵ - Ministères intervenant dans le secteur de la formation et de la recherche. - Ministère en charge des TICs : pour le caractère numérique (Internet) du projet - Ministère de la Communication ; Union internationale de la Presse Francophone-CI (UPF-CI) : pour la promotion et la communication sur le projet - Agence Universitaire de la Francophonie (AUF-CI) ; Centre de Formation à Distance (CED) : pour la formation des participants aux outils du Web 2 et au besoin, pour l'organisation de visioconférence pour les participants. <p style="text-align: center;"><u>Les partenaires internationaux</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Organisation Internationale pour les Migrations (OIM) ; programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) ; Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique (UNCEA) ; Union Africaine (UA) ; Centre pour la migration internationale et le développement (CMI) ; Centre de Recherches pour le Développement International (CRDI) : pour leurs actions en faveur des transferts des compétences des émigrés
Groupes cibles	<ul style="list-style-type: none"> - Travailleurs ivoiriens de l'étranger et ceux résidant en Côte d'Ivoire : ceux qui ont des compétences et qui proviennent du Ministère en charge de l'enseignement supérieur et de la

⁹³ Le terme "qualifié" utilisé dans notre travail fait référence à des connaissances, compétences acquises par une personne lors de sa formation dans un circuit formel (formation académique) et sanctionné par un diplôme.

⁹⁴ Une communauté de pratique est «...un groupe de professionnels réunis entre eux de façon informelle par les mêmes préoccupations, par la même recherche de solutions et donnant de cette façon corps à un ensemble de connaissances». Source : Stéphanie PAROT, al.: *Les communautés de pratique*, novembre 2004, p 14, www.stephanehaefliger.com/campus/biblio/019/19_10.pdf, consulté le 10 janvier 2013.

⁹⁵ Ce sont : Ministère de l'Intégration Africaine et des Ivoiriens de l'Etranger – Ministère des Affaires Etrangères – Ministère du Plan et du Développement - Ministère de l'Intérieur et de la sécurité.

	formation scientifique et ceux provenant de celui de la santé ⁹⁶ . - Etudiants ivoiriens de l'étranger et ceux résidant en Côte d'Ivoire : ceux qui font des études universitaires et postuniversitaires issus des deux Ministères susmentionnés.
Principales activités	Informations et sensibilisation des partenaires, groupes cibles - recensement des groupes cibles pour la plateforme - Séminaire de réflexion sur les besoins et priorités de l'Etat dans le secteur de la formation – création du site Internet
Durée de réalisation	3 ^{ème} trimestre 2013 - 4 ^{ème} trimestre 2014
Budget	70 895 000 F CFA (108 078.54 Euros)

I.2 Contexte et justification

La prise de conscience observée au niveau de l'Etat ivoirien dans le rôle de la diaspora ivoirienne au développement du pays s'est traduite par des initiatives et des volontés politiques.

Cependant, les analysant, nous remarquons une forte concentration des actions vers des services offerts pour leurs formalités administratives, leur sécurité financière et sociale et leur investissement dans l'immobilier et la création d'entreprises.⁹⁷ Ce qui n'est pas mauvais. Mais nous voulons simplement montrer que les initiatives ne profitent pas ou profitent peu au secteur de la formation en matière de transfère de compétences et d'acquis.

En effet, la mission du DIE qui est celle de la mise à disposition de toutes les compétences de cette diaspora par des mécanismes incitant au retour des compétences variées, ne se traduit pas en actes ni en projets de façon palpable. Ce qui nous emmène à nous demander comment pourrait-on bénéficier des acquis et compétences de ces personnes afin de combler le déficit causé par leur départ et de compenser de surcroît l'investissement effectué par l'Etat dans les études de beaucoup d'entre elles ? Est-ce que la contribution de la diaspora ivoirienne au service de la Côte d'Ivoire ne se veut-elle pas à tous les niveaux ? La plateforme d'échanges que nous voulons mettre en place se veut réaliste et vient répondre justement à cette mission, tout en appuyant d'autres efforts allant dans ce sens.

- **Une plateforme virtuelle est le moyen par excellence pour deux raisons suivantes :**

- l'Internet permet une réduction en termes de coût, de temps et d'espace qui sont des facteurs très contraignants pour la plupart des projets. Il nous permet de vivre désormais dans une société de l'information, de connaissance. Au sein de cette société, de nouvelles pratiques culturelles, sociales, professionnelles se sont fortement développées depuis, grâce aux outils de partage de connaissance, de collaboration et de participation du Web 2. Le secteur de la formation n'a pas échappé à cette nouvelle donne. La connectivité lui a permis ainsi d'élargir ses frontières et de développer davantage de nouvelles formes d'enseignement dont celles dites informelles. Celles-ci se développent bien aux côtés des systèmes classiques d'enseignement non pas dans le but de les remplacer mais dans une logique de complémentarité. Elles s'exercent dans un cadre collaboratif et de mutualisation des connaissances en dehors du cadre formel, pédagogique, au sein des communautés.

⁹⁶ Il existe 6 ministères en charge de la formation en CI : celui de l'éducation nationale et de l'enseignement technique, de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique, de la santé, de la Formation Professionnelle, du sport et de la culture. Cependant, nous ciblons pour l'instant les personnes qualifiées de ces deux ministères cités.

⁹⁷ Voir le I.1 et le I.2 du chapitre II.

- d'une part, l'Internet a permis aux ivoiriens de l'étranger de se réunir en communauté, de maintenir le contact entre eux et aussi avec leur pays et leur proche. D'autre part, des actions sont menées par l'Etat ivoirien dans le domaine des TICs et l'appropriation des outils du Web 2 par les internautes ivoiriens à des fins professionnelles se fait de plus en plus sentir.⁹⁸ Ces deux points constituent pour nous un cadre favorable pour permettre aux ivoiriens d'établir des liens professionnels virtuels et de développer ainsi cette forme d'apprentissage informelle entre eux ; ceci dans le but d'appuyer le secteur de la formation en Côte d'Ivoire.

I.3 Pertinence du projet

La pertinence du projet se voit à travers plusieurs éléments :

- les résultats de l'enquête que nous avons menées⁹⁹ ont fait ressortir le souhait d'avoir cette plateforme d'échanges entre les ivoiriens. Aussi, les analyses faites au niveau des sites web ivoiriens existants nous ont permis de relever l'inexistence d'une telle plateforme entièrement professionnelle.

- une rencontre s'est tenue à Genève du 10 au 12 décembre 2003 pour la première phase du Sommet Mondial sur la Société de l'Information (SMSI). Les participants dans une déclaration de principe, à la partie A.1, ont reconnu tous, la nécessité « ...d'édifier une société de l'information [...] dans laquelle chacun ait la possibilité de créer, d'obtenir, d'utiliser et de partager l'information et le savoir et dans laquelle les individus, les communautés et les peuples puissent ainsi mettre en œuvre toutes leurs potentialités... »¹⁰⁰

- la mise en relation des ivoiriens autour d'intérêts communs trouve sa substance dans la définition d'une organisation en réseau. « L'organisation en réseau peut se définir comme un ensemble d'individus, fédérés par leurs relations et non pas par des liens d'autorité, échangeant autour de préoccupations communes et collaborant entre eux selon des modalités souples, et des rôles informels. Elle diffère radicalement des organisations plus classiques, fondées sur l'autorité, sur une appartenance à une entité, sur des rôles formels et des process bien définis.»¹⁰¹. Donc, les participants de la plateforme seront réunis non pas par des liens d'autorités mais par leur vision commune : celle de travailler ensemble pour appuyer la formation en Côte d'Ivoire. Leurs échanges se feront dans un cadre informel hors du système classique d'apprentissage.

⁹⁸ Voir le II.3.3 du chapitre I et le II.1 du Chapitre II.

⁹⁹ Voir le I.3 du chapitre III.

¹⁰⁰ Sommet mondial sur la société de l'information (SMSI) Genève 2003-Tunis 2005, Construire la société de l'information: un défi mondial pour le nouveau millénaire, Document WSIS-03/GENEVA/DOC/4-F, 12 mai 2004, <http://www.itu.int/wsis/docs/geneva/official/dop-fr.html>, consulté le 5 décembre 2012.

¹⁰¹ Stéphanie PAROT, al.: *Les communautés de pratique*, novembre 2004, p 14, www.stephanehaefliger.com/campus/biblio/019/19_10.pdf, consulté le 10 janvier 2013.

I.4 Cadre logique

Le cadre logique se présente de la manière suivante :

Tableau 6: Cadre logique

Objectif général	Appuyer la formation par le transfert des compétences de la diaspora à travers le web 2		
Appuyer la formation par le transfert des compétences de la diaspora à travers le web 2	Objectifs spécifiques	Activités à mener	Indicateurs de mesure
	Répertorier les besoins et priorités de l'Etat dans le secteur de la formation	Séminaire de réflexion sur les besoins et priorités de l'Etat en matière de formation	Le rapport du séminaire
	Créer une base de données internationale sur la migration (rapports, travaux scientifiques) et sur les rapports et programme de développement national	faire de la veille documentaire auprès de l'Etat, des acteurs et des partenaires du projet.	Ressources disponibles sur le site internet
	créer une communauté de pratique virtuelle de la diaspora et des résidents ivoiriens	<ul style="list-style-type: none"> - organiser les séances d'informations et de sensibilisation auprès des autorités gouvernementales, partenaires nationaux, diaspora et résidents ivoiriens. - recenser la diaspora qualifiée dans le monde auprès de leur, association, consulat et ambassade (leurs domaines d'expertise, réseaux et groupes d'entreprises, disponibilités, capacité à servir le pays...); - recenser les résidents qualifiés auprès de leur association et structures (leurs domaines d'expertise, réseaux et groupes d'entreprises, disponibilités, capacité à servir le pays...) 	<p>Rapports des séances disponibles</p> <p>Résultats des données disponibles sur le site Internet</p>
	Amener les participants à s'approprier le web 2 à des fins professionnelles à travers les échanges sur la plateforme	Organiser des séances de formation avec les participants sur l'utilisation de la plateforme	L'adoption et l'utilisation récurrente des outils par les participants
Hypothèses de mise en œuvre	<ul style="list-style-type: none"> - Volonté politique de l'Etat exprimée par la mise à disposition des ressources pour le projet ; - Implication effective des partenaires nationaux et internationaux au projet ; - implication effective des participants de la plateforme à la mise en œuvre du projet. 		
	facteurs de risque	plans de réserve	
	Implication non effective de l'Etat dans la politique de transfert des compétences de la diaspora. Cette volonté se limitant uniquement aux discours et rapports.	Echanger, discuter davantage avec les autorités pour leur implication effective.	
	insuffisance de ressources financières pour la mise en œuvre du projet	Sensibiliser et encourager davantage les partenaires à mobiliser plus de moyens.	
	crise politique, économique ou guerre, entraînant ainsi des difficultés budgétaires	Reporter la mise en œuvre du projet	
	Non adhésion de certains participants au projet, pour refus de travailler aux côtés du gouvernement en place n'étant pas du même bord politique qu'eux	Sensibiliser davantage ces personnes à travailler dans l'intérêt commun malgré les divergences politiques.	

II. Description du projet

II.1 Groupe cible

Plus précisément, ce sont :

- **Ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique**

Les professeurs d'Universités, les chercheurs et les étudiants des secteurs de l'Odontostomatologie, des Biosciences, Sciences médicales, Sciences pharmaceutiques et biologiques, Sciences des structures de la matière et de technologie, de l'Ecologie, agronomie, nouvelles énergie nouvelle, psychologie appliquée, mathématique.

- **Ministère en charge de la santé**

Cette cible concerne les professeurs de d'Universités, médecin-chercheurs, sage femmes et infirmiers et les étudiants de l'Institut national de Formation des Agents de Santé (INFAS). L'INFAS forme les infirmiers diplômés d'Etat, les sages femmes diplômées d'Etat, les techniciens de radiologie, les techniciens biologistes, les préparateurs et gestionnaire de pharmacie.

II.2 Interaction des participants

Le site Internet est composé d'un espace réservé aux participants. Par conséquent, deux niveaux d'engagement des internautes sont à spécifier :

Tableau 7: mode de participation des participants

Type d'internaute	Internaute non membre de la plateforme	Internaute membre de la plateforme
Niveaux d'engagement des internautes		
Intérêt passif	l'internaute consulte les informations qui se trouvent sur le site	l'internaute consulte les informations qui se trouvent sur le site
Intérêt actif		
Dialogue public	- L'internaute échange des points de vue en public (forum). Il montre de l'intérêt en laissant des commentaires, en participant aux discussions et sondage.	- L'internaute échange des points de vue en public (forum). Il montre de l'intérêt en laissant des commentaires, en participant aux discussions et sondage.
partage	- il recommande le site à son entourage, il publie le lien du site ou des infos du site sur ses comptes réseaux sociaux ou autres	- il recommande le site à son entourage, il publie le lien du site ou des infos du site sur ses comptes réseaux sociaux ou autres
investissement	-----	Il est au sein d'une communauté de pratique
Echanges restreints sur la plateforme	-----	il discute en privé ou en groupe et collabore, échange à travers les outils qui sont mis à sa disposition. Les échanges sont sur les meilleures pratiques et enseignements, les projets, les recherches, les encadrements de travaux...

Nous avons fait une description des grandes rubriques du site (Annexe n° 10).

II.3 Bénéficiaires du projet

La plateforme professionnelle d'échanges entre les ivoiriens a plusieurs retombées au niveau du secteur de la formation et sur les participants eux-mêmes.

- **Pour le secteur de la formation**

Nous avons :

- compensation du déficit et de la perte d'investissements de l'Etat pour la formation de bon nombre de ceux qui sont partis ;
- échanges de bonnes pratiques, d'expériences, de méthodes et de connaissances qui enrichiront le secteur et lui permettront de s'actualiser et de s'adapter, pour mieux être en harmonie avec les normes et exigences internationales. Il y aura ainsi une motivation au travail et une qualité du rendement au plan national ;
- opportunités de coopération nord-sud à travers la diaspora qui constitue un canal à cet effet ;
- création de bases d'un réseau de veille et d'information dans le secteur de la formation ;
- reconnexion des institutions académiques nationales avec les élites du pays parties pour l'étranger ;
- richesse variée, exploitable pour le secteur de la formation. Les ivoiriens de l'étranger quand bien même originaires d'un même pays, sont dispersés dans d'autres pays ayant une culture différente, une façon d'agir et de travailler. L'identité professionnelle de chacun s'est alors façonnée dans l'interaction avec les personnes de leur pays d'accueil.

- **Pour les ivoiriens de l'étranger**

Nous avons :

- sollicitation facile par l'Etat ou d'autres structures nationales pour participer à des séminaires, colloques, études, projets, grandes rencontres nationales et internationales puisqu'ils sont répertoriés ;
- visibilité des actions au plan national et international ;
- cadre favorable d'une appartenance de plus en plus forte à la Côte d'Ivoire à travers les échanges permanents avec leur compatriote résidents.

- **Pour les résidents ivoiriens**

Nous avons :

- internationalisation et le renforcement des réseaux et associations professionnelles nationales ;
- découverte de nouvelles cultures de travail et enrichissement de l'identité professionnelle au contact de leurs compatriotes pairs de l'étranger ;
- possibilité pour les étudiants ivoiriens d'avoir accès, par le biais de leurs compatriotes situés dans les institutions académiques de l'étranger, à des ressources riches actualisées, indispensables pour leur recherche, leur travail. Ces ressources étant parfois payantes (hors de la portée de leur bourse) ou inaccessibles, se trouvent libres d'accès dans certaines universités des pays développés.
- possibilité pour les étudiants de solliciter et de bénéficier de l'aide des ivoiriens de l'étranger pour

des services comme la direction ou la supervision de mémoire, travaux de recherche ; le mentorat¹⁰².

- **Intérêts communs aux participants**

Nous avons :

- appropriation par les participants d'une identité commune progressive qui va reposer sur « *L'existence de liens entre les membres (réseau interpersonnel)-l'appropriation des codes (vocabulaire, modalités d'échange...) - l'appropriation des méthodes et des outils - l'adhésion affirmée au but commun* »¹⁰³ ;
- intérêt individuel au-delà de l'intérêt commun : savoir tirer profit de la collaboration avec les pairs. La motivation à travailler et à rester vient de là aussi. Quand on reçoit des autres, des retours et des idées, on apprend. Quand on cherche à donner aux autres, on s'entraîne à trouver d'autres solutions et on apprend aussi¹⁰⁴. La connaissance devient ainsi sociale et dynamique ; ce qui permet l'efficacité dans le travail.

II.4 Suivi / évaluation et visibilité du site Internet

Un mécanisme de suivi et d'évaluation sera mis en place sur le développement du site Internet et sur les résultats que nous attendons à travers les échanges :

- sur le développement du site Internet : des sondages réguliers seront menés à l'endroit des internautes pour recueillir leur notation, leurs avis et commentaires sur le contenu du site dans son ensemble et sur les différents services offerts ; ceci en vue de mieux les satisfaire.
- sur les résultats que nous attendons, c'est-à-dire l'objectif final qui est d'appuyer la formation à travers la contribution de la diaspora en termes de transfert de compétence. Les résultats des échanges pourront se mesurer à la dynamique des collaborations. Des rapports d'usage détaillés pour chaque participant permettront de superviser les échanges d'apprentissage, d'expérience. Ils pourront se mesurer aussi à la satisfaction personnelle des participants et à une valeur ajoutée des connaissances et pratiques. Pour y parvenir, des sondages seront effectués également à leur endroit.

- **Visibilité du site Internet**

Aujourd'hui, les outils du Web 2 permettent également de se rendre plus visible sur la toile et d'obtenir ainsi une certaine notoriété. Le site aura donc un compte Facebook et Twitter. Dès son lancement, son adresse sera connue en envoyant des courriers électroniques à une base de données de contacts dont nous disposerons (plus de 1000 contacts). Des relais d'information se feront également au niveau des écoles, universités, structures et entreprises.

¹⁰² « Le mentorat est une relation interpersonnelle de soutien, d'échanges et d'apprentissage, dans laquelle une personne d'expérience investit sa sagesse acquise et son expertise afin de favoriser le développement d'une autre personne qui a des compétences à acquérir et des objectifs professionnels à atteindre ». Source : <http://www.mentoratquebec.org/definition-mentorat>

¹⁰³ Stéphanie PAROT, al. : *Les communautés de pratique*, novembre 2004, p 26, www.stephanehaefliger.com/campus/biblio/019/19_10.pdf, consulté le 10 janvier 2013.

¹⁰⁴ Trilog : *les freins à l'échange de pratique et ses avantages*, p 2, ftp://ftp2.atrilog.fr/atrilog/Article_5.pdf, consulté le 16 02 2013.

II.5 Pérennisation du projet

- **Au niveau financier** : une fois le projet démarré, les dépenses financières se limiteront à l'hébergement du site et au fonctionnement du siège du projet. La publicité, les dons et les legs permettront de faire face à ces dépenses ainsi qu'aux imprévus.
- **Au niveau du profil des participants** : pour l'instant, nous limitons les échanges au secteur de la formation. Mais plus tard, nous élargirons les mises en relation entre ceux qui sont dans d'autres secteurs d'activités où le savoir faire est mis en exergue.
- **Au niveau de la formation des participants aux outils du Web 2** : dans les premiers moments, les séances de formation se feront dans les locaux de l'AUF-CI et du CED. Plus tard, l'autonomie financière du projet permettra un équipement en matériels informatique pour les formations et connections des participants qui ont l'accès difficile à l'Internet.

III. Stratégies de mise en œuvre

Notre projet nécessite un certain nombre de moyens matériels, humains et financiers préalables, nécessaires à sa mise en place.

III.1 Moyens humains

Un comité de pilotage est mis en place composé de professionnels, acteurs, bénéficiaires du projet. L'implication à la fois de toutes ces personnes en amont comme en aval du projet est nécessaire pour sa réussite et sa pérennisation. Comme le dit (Michael Cernea, 1999) « *Les bénéficiaires qui participent à la planification et à l'exécution d'un projet sont mieux informés et prennent davantage la réussite du projet à cœur que ceux qui se voient soudainement attribuer des biens auxquels ils n'ont pas du tout contribué* »¹⁰⁵. Le tableau ci-dessous présente la composition, les membres et les missions dudit comité :

Tableau 8: composition du comité de pilotage

N°	POSTE	MEMBRES	MISSIONS
01	Commissariat Général	<ul style="list-style-type: none"> - le commissaire général (responsable) ; - 1 Représentant de chacune des institutions : Présidence de la République de Côte d'Ivoire ; Primature ; - 1 représentant de chacun des partenaires nationaux du projet 	<ul style="list-style-type: none"> • Coordonner le projet ; • Se représenter auprès des autorités et des partenaires ; • Signer des contrats et partenariats ; • Recrutement et mise en place des équipes du projet ; • Suivre et coordonner des commissions et missions ; • Faciliter des contacts institutionnels ; • Faciliter de la prise de décision politique et diplomatique.
02	Commissariat général adjoint chargé des relations publiques et internationales	<ul style="list-style-type: none"> - le commissaire général adjoint chargé des relations publiques et internationales (un représentant de la diaspora) ; - 1 représentant de chaque association de diaspora 	<ul style="list-style-type: none"> • Identifier et mobiliser les partenaires internationaux ; • Identifier et mobiliser des participants internationaux et nationaux ; • Coordonner des missions.

¹⁰⁵ Michael Cernea : La dimension humaine dans les projets de développement: les variables Les variables sociologiques et culturelles, Paris, 1999, Ed. KARTHALA, deuxième édition, p [...].

		représentative ; - 1 représentant de chaque association professionnelle des résidents.	
03	commissariat chargé de la communication	- le commissaire chargé de la communication ; - 3 chargés de communication.	<ul style="list-style-type: none"> • Concevoir et mettre en œuvre de la stratégie de communication pour une adhésion et implication au projet auprès des parties prenantes ; • Assurer la promotion du projet et la visibilité du site ; • Négocier les contrats et protocoles de partenariat ; • Concevoir et organiser les activités de réflexion sur les forums de discussion du site ; • Concevoir et organiser les formations à l'utilisation des outils du Web 2 ; • identifier les thèmes pour les forums de discussion sur le site ; • Produire les rapports de synthèses des différents forums de discussion sur le site et les mettre à la disposition de toutes actions de réflexion dans le cadre de la contribution de la diaspora ivoirienne.
04	commissariat chargé des finances	- le commissaire chargé des finances ; - 1 assistant comptable	<ul style="list-style-type: none"> • Rechercher et mobiliser les ressources financières ; • Elaborer le budget exécutif; • Exécuter le budget et suivre la trésorerie.
05	secrétariat général	- Le secrétaire général ; - 1 Secrétaire ; - 1 webmaster, tuteur aussi de la plate forme réservée aux participants.	<ul style="list-style-type: none"> • Concevoir, saisir, émettre et suivre toutes les correspondances ; • Participer à l'élaboration des rapports de synthèse des forums de discussion sur le site; • Archiver (numérique et papier) tout document élaboré dans le cadre de l'organisation du projet ; • Préparer et mettre à disposition les documents des réunions du comité (liste de présence, documentation, convocation, ...); • Gérer les appels téléphoniques ; • Rédiger les comptes rendus des réunions de préparation de l'organisation du projet ; • Collecter les d'informations et la documentation pour le site ; • Animer et mettre à jour le site.

III.2 Moyens matériels et logistiques

Les moyens matériels et logistiques dont nous avons besoin sont :

- un local (le siège du comité) de 4 pièces tout équipé en matériel informatique et bureautique, en meuble. Le siège se trouve au sein du Ministère en charge des Ivoiriens de l'Etranger ou ailleurs. Mais il est sous la tutelle administrative dudit Ministère ;
- un moyen de déplacement (1 véhicule de liaison et du carburant).

III.3 Moyens et modèle de financement du projet

Le financement du projet provient de l'aide des partenaires nationaux et internationaux. Il s'appuie sur deux modèles de financement :

- **financement par les partenaires nationaux et internationaux du projet** : C'est un modèle qui consiste à faire financer des organismes et structures qui partagent le même objectif que notre projet ou/et qui sont concernés directement par le projet (secteur de la formation, de la migration externe, de

la communication, des TICs). Ce modèle intervient surtout en amont de la mise en place du site internet.

Afin d'être indépendant du financement des partenaires et de permettre au projet de s'autofinancer, nous avons ajouté un deuxième modèle de financement. Ce deuxième modèle intervient en aval, surtout après le lancement du site Internet :

- **financement par la publicité dans un marché à deux versants** : C'est ce modèle qui est utilisé pour la presse quotidienne gratuite. Ce modèle s'applique parfaitement au Web 2. La théorie des marchés à deux versants se rapporte à des services et produits proposés à la fois aux internautes et aux annonceurs publicitaires sur deux versants. Sur l'un des versants, les internautes ont un accès gratuit aux services. *« Ils bénéficient d'externalités de réseau positives: plus ils sont nombreux, plus les services sont intéressants pour eux. C'est typiquement le cas des forums, des sites de rencontres, des réseaux de socialisation. Plus les consommateurs contribuent à alimenter le service, plus celui-ci leur sera utile»*¹⁰⁶. Si l'internaute consulte le site et lit les avis et suggestions des autres visiteurs et trouve aussi des informations répondant à ses besoins, il sera lui même incité à donner son avis, car il verra la qualité du service s'améliorer en fonction du nombre des contributions reçues.

Quant au financement de cette gratuité, il sera assuré par les annonceurs publicitaires sur l'autre versant. Les annonceurs bénéficient également des effets positifs du réseau. Ces effets sont proportionnels à l'audience sur le premier versant. Plus l'audience du premier versant est grande, mieux elle est identifiée et plus ces annonceurs publicitaires seront disposés à payer pour y avoir accès. Ce qui est à remarquer est que la particularité du Web 2 est de passer d'une publicité de masse à une publicité ciblée sur les utilisateurs car il fournit une base de données et un corpus de connaissances aux annonceurs. Notre site d'échange est en même tant un site de réseau de socialisation dont les membres s'y retrouvent selon leur centres d'intérêt et leur appartenance à une même nationalité. Cela constitue des profils biens ciblés pour les annonceurs qui pourront s'adresser directement à ceux qui les intéressent.

III.4 Formations des participants

L'utilisation de la plateforme d'échanges entre les participants nécessite avant tout la connaissance des différents outils mis à leur disposition. Il sera organisé ainsi, des formations en fonction des pré requis des participants. Ces séances de formation porteront entre autres sur :

- l'utilisation de la plate-forme (l'utilisation de leur compte, la gestion de leur profil en ligne (blog), comment utiliser les outils comme le wiki, le forum, le chat) ;
- la création et l'utilisation d'un compte Facebook et skype pour ceux qui n'en ont pas ;
- les techniques de recherche efficaces et rapides de ressources sur Internet avec les moteurs de recherche.

¹⁰⁶ La lettre Emerite : "Le web 2.0, un phénomène de société", n°57, premier trimestre 2009, p 7, <http://www.ftu-namur.org/fichiers/Emerit57.pdf>; consulté le 16 février 2013.

III.5 Budget et plan de financement

- **Budget**

Notre budget présenté pour la réalisation du projet est un budget à titre indicatif. Un budget exécutif sera mis en place au démarrage du projet. Il sera établi de concert avec les membres du comité de pilotage. Voici présenté ci-dessous le budget :

Tableau 9: budget indicatif du projet

N°	Désignation	coût	Coût total (FCA)
1	Siège du comité de pilotage (local équipé en matériel informatique et bureautique, meubles) ; un véhicule et du carburant	forfait	22.000.000
2	Fonctionnement du siège (entretien et règlement de factures : eau, électricité, Internet, communication)	forfait	10.000.000
3	Missions d'informations et de sensibilisations	forfait	15.000.000
4	Conférence, point de presse et cérémonie de lancement	forfait	4.000.000
5	Missions de recensement des participants	forfait	7.000.000
6	Conception du site, hébergement pour 2 ans, achat de nom de domaine		1.950.000
7	Indemnité du comité de pilotage	forfait	4.500.000
	Total		64.450.000
	Imprévus (10%)		6.445.000
	Total général		70.895.000 Soit 108078.54 Euros

NB : ce budget vaut pour la durée de mise en place du projet (3^{ème} trimestre 2013 - dernier trimestre 2014). Cependant, comme nous le remarquons, le coût de l'hébergement du site va au-delà. C'est-à-dire jusqu'en fin 2016.

- **Plan de financement**

Le plan de financement s'établit comme suit :

Tableau 10 : plan de financement

Intervenant	Part en monnaie (F CFA)	Part en pourcentage
Partenaires nationaux	40.000.000 (60 979 Euros)	56,42%
Partenaires internationaux	20.400.000 (31 099 Euros)	28,77%
Annonces et sponsors	10.495.000 (15 999 Euros)	14,80%
Total	70.895.000 (108 078 Euros)	100%

III.6 Planification des tâches

Cette planification passe par le chronogramme des activités jusqu'à la mise sur pied de la plate forme.

Voici ci-dessous ces activités énumérées et leur temps d'accomplissement :

TACHES	PERIODES													
	Année 2013	Janvier 2014	Février 2014	Mars 2014	Avril 2014	Mai 2014	Juin 2014	Juillet 2014	Août 2014	Septembre 2014	Octobre 2014	Novembre 2014	Décembre 2014	Année 2015
avant le lancement du site														
Mise en place du comité de pilotage du projet	Trim . 3													
Réunions périodiques du comité de pilotage	1/Trim.	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1
information et sensibilisation auprès des partenaires nationaux et internationaux	Trim . 4													
Identification et obtention du siège du réseau	Trim . 4													
Mission d'informations et de sensibilisation auprès des associations de diaspora, leur ambassade et consul														
Réunions information/sensibilisation : communautés professionnelles, étudiants														
Conférence de presse pour une présentation du projet aux autorités et au grand public national/ international														
Séminaire de réflexion sur les besoins et priorités de l'Etat dans le secteur de la formation														
Recensement diaspora/ résidents qualifiés (expertise, groupes d'entreprises capacité à servir...)														
Faire de la veille informationnelle auprès des acteurs et partenaires, de l'Etat											<i>En permanence</i>			
Colette des données devant être sur le site											<i>En permanence</i>			
Point de presse aux journalistes, autorités et grand public national/inter														
Conception du site														
Séances de formation avec les participants de la plateforme												<i>Périodique</i>		
Pré lancement du site (test)														
Cérémonie de lancement du site														
Après la mise en place du site														
Gestion du site web (animation, mise à jour)											<i>En permanence</i>			
Evaluation du projet (contenu, nombre, type de collaboration)										<i>Période de chaque six mois</i>				
Gestion de la plateforme par le tuteur										<i>En permanence</i>				
Poursuite de la recherche de financement (annonceurs)										<i>En permanence</i>				
Poursuite de la promotion du site										<i>En permanence</i>				
Coordination et suivi de l'ensemble des activités										<i>En permanence</i>				

Conclusion

Notre travail de recherche a porté sur la problématique du départ sans retour des ivoiriens qualifiés vers les pays développés. Notre préoccupation centrale a été de chercher à savoir, qu'elles pourraient être les stratégies à mettre en œuvre pour permettre leur contribution au développement de leur pays d'origine qui est la Côte d'Ivoire ? Il s'agit d'une contribution dans le secteur de la formation. Pour essayer de répondre à cette question, nous sommes parties sur la base d'une hypothèse formulant que l'utilisation du Web 2 est un moyen idéal pour la diaspora ivoirienne d'appuyer le secteur de la formation en CI.

A ce stade de notre travail, que peut-on conclure par rapport à notre hypothèse de recherche ?

Aujourd'hui, le lien entre la migration et le développement est établi. Ces dernières années ont vu l'émergence d'une diaspora ivoirienne soucieuse de prendre une place importante dans la reconstruction de la Côte d'Ivoire et un Etat conscient du rôle que peut jouer sa diaspora dans le développement du pays.

La question du transfert des compétences de la diaspora est beaucoup soulevée ces dernières années en Côte d'Ivoire dont les projets et réflexions à l'instar des organismes internationaux se multiplient sans cesse. Ceci pour transformer le départ sans retour des compétences en une plus-value importante au processus de développement national. Mais bien souvent, le coût élevé de certains projets, le manque de pérennisation de ceux-ci amène à saisir d'autres pistes à fin de palier entre autres aux difficultés rencontrées dans la mise en œuvre des actions.

Pour trouver ces pistes, nous avons employé des méthodes à la fois théoriques et empiriques pour répondre à notre hypothèse de recherche. Les méthodes théoriques nous ont permis de démontrer une volonté grandissante exprimée au sein des communautés de diaspora ivoirienne et dans les rapports de développement national, en termes de contribution de la diaspora. Cela montre la disponibilité de cette diaspora à servir son pays et aussi le positionnement du Web 2 au cœur de toutes activités nous montre également que l'usage de cette évolution de l'Internet peut jouer un rôle déterminant dans les transferts de compétences. Elles nous ont permis également de savoir que l'Internet à travers le Web 2 peut servir de moyen pour le transfert des compétences de la diaspora ivoirienne.

Le transfert des compétences peut se faire sans qu'il soit nécessaire de faire une relocalisation physique des ivoiriens de l'Etranger. L'étude menée sur l'utilisation de l'Internet et des réseaux sociaux par les ivoiriens nous a permis de savoir que les ivoiriens (diaspora et résidents) se sont appropriés des outils du Web 2 (réseaux sociaux, outils interactifs) pour des fins de plus en plus professionnelles et qu'ils expriment leur désir de pouvoir échanger entre eux. Cela nous a permis d'aboutir à une proposition concrète qui est la mise sur pied d'une communauté de pratique à travers une plateforme d'échanges. Cette plateforme d'échange est créée à l'aide des nouvelles méthodes de communication interactive entre eux et leurs compatriotes résidents au pays. La mise en place de cette communauté permet la confrontation d'idées, le croisement de compétences et le partage de bonnes pratiques. Ce qui permet une actualisation sans cesse renouvelée du savoir et sa diffusion rapide.

En clair, on peut dire qu'on peut réussir à transformer le départ des personnes qualifiées en une véritable stratégie de développement. Leur présence sous d'autres terres constitue des portes d'ouvertures, une richesse à exploiter. Leur expérience à l'étranger et leurs liens avec le pays apportent une plus-value importante aux processus d'intégration formatif, économique...

Notre projet vient ainsi parmi tant d'autres propositions, soutenir les actions en faveur du transfert des compétences. Il tient sa légitimité dans deux facteurs clés favorables à son succès qui sont la prise de conscience et la mobilisation de la diaspora elle-même en la matière d'une part et l'appropriation de l'Internet par les ivoiriens qui font de cet outil, un véritable outil professionnel d'autre part. En réduisant les obstacles que sont le coût, le temps et la distance, le Web 2 peut soutenir les systèmes d'apprentissage grâce à l'accès aux masses de connaissances disponibles en ligne, aux possibilités d'échanger et de partager les connaissances et acquis. La Côte d'Ivoire peut voir donc en cette opportunité, une solution pour la question des transferts des compétences de ses citoyens. Il lui appartient de faire plus d'aménagements institutionnels, réglementaires et structurels mais aussi et surtout, une organisation solide de la diaspora ivoirienne est vivement sollicitée.

Références bibliographiques

Immigration – transfert des compétences

- Boh Casimir : "Cl/point de presse de la diaspora", <http://www.simplexci.tv/75.html>, consulté le 14 février 2013.
- COGID-Canada : *Actions réalisés*, <http://www.cogidcanada.org/site/pages/index.php?doi=c73290242ca8d7883c52a848bcb0f3c5>, consulté le 10 février 2013.
- Chedly Belkhodja : *D'ici et d'ailleurs Regards croisés sur l'immigration*, Les Editions Perce-Neige, Moncton (N-B), 2011, 164 p.
- Centre d'Information et de Gestion des Migrations : *Côte d'Ivoire : Etude de synthèse des politiques migratoires et des cadres législatifs en matière de migration sur le continent africain*, 6 p, <http://cigem.org/documents/FicheCotedIvoire.pdf>, consulté le 24 janvier 2013.
- Darko Kwaku Asante, "Pitfalls in the African brain drain discourse" n° 20, février 2002, Revue Mots Pluriels, <http://www.arts.uwa.edu.au/MotsPluriels/MP2002kad.html>, consulté le 13 Août 2012.
- Département des Affaires Economiques et Sociales, Division de la population: *Faits et statistiques concernant les migrations internationales*, 2 p, ONU, www.un.org/french/events/migrations/factsheet_french.pdf, consulté le 10 janvier 2013.
- Emma [...] : "Daouda Fofana, président du Haut conseil des ivoiriens de la diaspora lance un appel à ses compatriotes vivant à l'étranger.", <http://www.hcidmonde.com/interview1.aspx>, consulté le 14 février 2013.
- Gueye Abdoulaye, "Un objet d'étude surréaliste, la fuite des cerveaux africains ?", n° 20. février 2002, Revue Mots Pluriels, <http://www.arts.uwa.edu.au/MotsPluriels/MP2002ag.html>, consulté le 13 Août 2012.
- Groupe consultatif-Programme National de Développement : *Plan national de développement 2012-2015, tome II : diagnostic politique, économique, social et culturel*, 125 p, http://www.gcpnd.gouv.ci/fichier/TOME_II_%20DIAGNOSTIC_POLITIQUE_ECONOMIQUE_SOCIAL_ET_CULTUREL.pdf, consulté le 10 décembre 2012.
- Kaboret Yalacé : "Eviter la fuite des cerveaux en Afrique subsaharienne : rôle des institutions sous-régionales de formation et de recherche", No 20, février 2002, Revue Mots Pluriels, <http://www.arts.uwa.edu.au/MotsPluriels/MP2002yyk.html>, consulté le 13 Août 2012.
- Kom Ambroise : "Il n'y a pas de retour heureux", n° 20. février 2002, Revue Mots Pluriels, <http://www.arts.uwa.edu.au/MotsPluriels/MP2002ak.html>, consulté le 13 Août 2012.
- Konan Yao Sylvère : *Migration en Côte d'Ivoire : Profil National 2009*, Genève, ed. OIM, 114 p, version en ligne, [//publications.iom.int/bookstore/free/Cote_Profile_2009.pdf](http://publications.iom.int/bookstore/free/Cote_Profile_2009.pdf), consulté le 8 octobre 2012.
- Koukakou Auguste Konan : *Diaspora et participation au développement de la Côte d'Ivoire*, 27 p, 2009, Genève, ed. OIM, 114 p, version en ligne, http://www.iomdakar.org/profiles/sites/default/files/diaspora_developpement_cote_ivoire_2009.pdf, consulté le 3 novembre 2012.
- Ministère des Affaires Etrangères : *Question des ivoiriens de l'étrangers*, http://www.diplomatie.gouv.ci/aff_cons_etrang.php, consulté le 2 février 2013.

- OCDE : *Resserrer les liens avec les diasporas : Panorama des compétences des migrants*, Ed. OCDE, Paris, 2012, 412 p.
- Paul Yange : "Luc Obrou présente la semaine de la diaspora ivoirienne 22/07/2008", http://www.grioo.com/ar,luc_obrou_presente_la_semaine_de_la_diaspora_ivoirienne,14531.html, consulté 14 février 2013.
- UNESCO : *La fuite des compétences en Afrique francophone, Etat des lieux, problèmes et approches de solutions*, 35 p, <http://unesdoc.unesco.org/images/0013/001356/135651f.pdf>, consulté le 2 juillet 2012.
- UNESCO : *Glossaire des termes relatifs à la migration*, www.unesco.org/shs/migration/glossary, consulté le 10 août 2012.
- Wisdom Tettey, "Africa's brain drain: exploring possibilities for its positive utilization through networked communities", n° 20, février 2002, *Revue Mots Pluriels*, <http://www.arts.uwa.edu.au/MotsPluriels/MP2002wjt.html>, consulté le 13 Août 2012.
- Unité des États fragiles (OSFU)-BAD : *Le rôle de la diaspora dans la construction de la nation : Leçons à tirer par les États fragiles et les États sortant de conflits en Afrique*, 42 p, <http://www.afdb.org/fr/topics-and-sectors/initiatives-partnerships/migration-and-development-initiative/>, consulté le 1^{er} juillet 2012.
- VITIB : *Le VITIB et la diaspora*, http://www.vitib.ci/fr/zbtic_investir.asp, consulté le 10 février 2013.

Internet – réseaux sociaux

- Association des Usagers d'Internet en Côte d'Ivoire : *Charte des bons usages de l'Internet*, <http://www.charte-internet.ci/>, consulté le 20 janvier 2013.
- Agenda panafricain de recherche en intégration pédagogique des TIC (PanAf) : Côte d'Ivoire, <http://www.observatoiretic.org/countries/institutions/3>, consulté le 20 juin 2012.
- Agence des Télécommunications de Côte d'Ivoire (ATCI) : *Bilan Economique et perspectives du secteur des Télécommunications en CI*, mars 2010 version 1, [...] p.
- Auclair Kim : "Quelle différence entre médias sociaux et réseaux sociaux ?", janvier 2012, <http://nivit.com/quelle-difference-entre-medias-sociaux-et-reseaux-sociaux/>, consulté le 10 janvier 2013.
- Cavazza Frédéric : "Description des différents types de médias sociaux", 6 février 2011, <http://www.mediassociaux.fr/2011/02/06/description-des-differents-types-de-medias-sociaux/>, consulté le 10 janvier 2013.
- Cavazza Frédéric : "Panorama des médias sociaux 2012", 20 février 2012, <http://www.mediassociaux.fr/2012/02/20/panorama-des-medias-sociaux-2012/>, consulté le 10 janvier 2013.
- Casilli Antonio : *Les liaisons numériques. Vers une nouvelle sociabilité ?*, 2010, Ed. Le Seuil, Coll. La couleur des idées, 320 p.
- DIGIMIND : *Le Web 2.0 pour la veille et la recherche d'information*, 62 p, juin 2007, <http://www.centre-inffo.fr/uhfp/IMG/pdf/DIGIMIND.pdf>, consulté le 6 septembre 2012.
- EMERIT : " Le web 2.0, un phénomène de société", n° 57, 1^{er} trimestre 2009, la lettre Emerit, 8 p, <http://www.ftu-namur.org/fichiers/Emerit57.pdf>, consulté le 30 août 2012.

- EMERIT : "Le web 2.0, un phénomène de société", n°57, premier trimestre 2009, La lettre Emerit 8 p, <http://www.ftu-namur.org/fichiers/Emerit57.pdf>; consulté le 30 Août 2013.
- L [...] Dana : " Les réseaux sociaux, un nouveau concept d'enseignement ?", jeudi 09 décembre 2010, <http://pedagogic.uqac.ca/?post/2010/12/09/Les-r%C3%A9seaux-sociaux%2C-un-nouveau-concept-d-enseignement>, consulté le 10 janvier 2013.
- Lessard Martin : "La différence entre réseaux sociaux et médias sociaux", 11 janvier 2012, <http://zeroconde.blogspot.com/2012/01/la-difference-entre-reseaux-sociaux-et.html>, consulté le 10 janvier 2013.
- Mian Antoine : "Usages de Facebook pour l'apprentissage par des étudiants de l'Institut Universitaire d'Abidjan (IUA)", n°142, juin 2012, Revue Adjectif Analyse, <http://www.adjectif.net/spip/spip.php?article142>, consulté le 21 février 2013.
- Ministère de la Jeunesse de la Formation Professionnelle et de l'Emploi : *Atelier Jeunesse et Réseaux sociaux*, 2 p, http://www.jeunesse.francophonie.org/sites/default/files/communiquede_presse_dakar.pdf, consulté le 12 février 2013.
- Mian Bi (sous la direction) : "Le statut des TIC en éducation : cas de la Côte d'Ivoire.", n° 139, novembre 2011, Revue EpiNet, <http://www.epi.asso.fr/revue/articles/a1111d.htm>, consulté le 17 janvier 2012.
- Mercklé Pierre : *Sociologie des réseaux sociaux*, Paris, 2011, Ed. La découverte, Coll. Repères, troisième édition, 128 p.
- Ministère de l'Education Nationale et de l'Enseignement Technique : *Programmes éducatifs et guide d'exécution, Technologies de l'Information et de la Communication à l'Ecole (TICE)*, p 6, <http://www.education-ci.org>, consulté le 1er février 2013.
- Observatoire TIC : *Côte d'Ivoire*, <http://www.observatoiretic.org/countries/show/3?locale=fr>, consulté le 20 juin 2012.

Autres Informations sur le sujet d'étude

- Belkhdja Chedly : "Identité et diversité", Revue acadienne d'analyse politique, printemps 2005, n°51, 210 p.
- Côté Marie-Hélène : "Une approche anthropologique", n° 359, Revue A Babord, <http://www.ababord.org/spip.php?article359>, consulté le 13 décembre 2012.
- Dubar Claude : "La socialisation. Construction des identités sociales et professionnelles", Revue française de pédagogie, paris, 1992, vol. 100, n° 1, 5 p.
- Espace adoption : *Adoption et identité : la question des origines*, 5 p, http://www.espace-adoption.ch/puma/pdfs/R_flexion_origines.pdf, consulté le 5 juillet 2012.
- Frantz Fanon : *Les damnés de la terre*, Paris, 2002, Ed. La Découverte/Poche, 313 p.
- Kom Ambroise : "Il n'y a pas de retour heureux", n° 20. février 2002, Revue Mots Pluriels, <http://www.arts.uwa.edu.au/MotsPluriels/MP2002ak.html>, consulté le 13 décembre 2012.
- Louis-Jacques Dorais : "La construction de l'identité", Revue Culture française d'Amérique, Laval, 2004, Ed. Les Presses de l'Université Laval, 11 p.

- Michael Cernea : *La dimension humaine dans les projets de développement: Les variables sociologiques et culturelles*, Paris, 1999, Ed. KARTHALA, deuxième édition, 586 p.
- Portail officiel du Gouvernement de Côte d'Ivoire : *15è Gouvernement de la Deuxième République (Daniel Kablan DUNCAN)*, http://www.gouv.ci/gouvernement_1.php?recordID=13, consulté le 16 février 2013.
- Statistiques mondiales : *Cote d'Ivoire : statistiques*, http://www.statistiques-mondiales.com/cote_divoire.htm, consulté le 2 novembre 2012.
- Stéphanie PAROT, al. : *Les communautés de pratique*, novembre 2004, 53 p, www.stephanehaefliger.com/campus/biblio/019/19_10.pdf, consulté le 10 janvier 2013.
- Sommet mondial sur la société de l'information (SMSI) : *Construire la société de l'information: un défi mondial pour le nouveau millénaire*, mai 2004, <http://www.itu.int/wsis/docs/geneva/official/dop-fr.html>, consulté le 5 décembre 2012.
- Trilog : *les freins à l'échange de pratique et ses avantages*, 2 p, ftp://ftp2.atrilog.fr/atrilog/Article_5.pdf, consulté le 16 février 2013.
- Université de Sherbrook : *Côte d'Ivoire en bref*, <http://perspective.usherbrooke.ca/bilan/servlet/BMTendanceStatPays?langue=fr&codePays=CIV&codeTheme=4&codeStat=SE.ADT.LITR.ZS>, consulté le 7 octobre 2012.

Liste des graphiques

Graphique 1 : Evolution de l'IDH de la Côte d'Ivoire, 1975-2005.....	6
Graphique 2 : Chômeurs par région de résidence en 2008.....	8
Graphique 3 : raisons principales d'habiter.....	31
Graphique 4 : Niveau d'étude.....	31
Graphique 5 : maintien de liens avec les membres habitant en CI.....	32
Graphique 6 : maintien de liens avec les membres habitant hors de la CI.....	32
Graphique 7 : maintien de liens avec les collègues.....	32
Graphique 8 : types de réseaux sociaux utilisés et leur fréquence d'utilisation.....	33
Graphique 9 : motif d'utilisation des réseaux sociaux.....	33
Graphique 10 : genres de sites visités.....	33
Graphique 11 : contenus offerts par les sites ivoiriens.....	34
Graphique 12 : évaluation des sites ivoiriens.....	34
Graphique 13 : volonté se servir son pays.....	35
Graphique 16 : intéressé par le projet de création de la plateforme.....	35

Liste des tableaux

Tableau 1 : Etudiants ivoiriens par pays de destination, 2000-2006	8
Tableau 2 : Etudiants ivoiriens de troisième cycle dans les pays de l'OCDE, 2008	8
Tableau 3 : Taux de chômage par diplôme obtenu dans l'enseignement général et professionnel en 2002.....	9
Tableau 4 : Médecins et infirmier formés en Côte d'Ivoire apparaissant dans le recensement de neuf grands pays d'accueil de migrants entre 1995 et 2005	10
Tableau 5 : Résumé du projet	38
Tableau 6 : Cadre logique	41
Tableau 7 : mode de participation des participants	42
Tableau 8 : composition du comité de pilotage	45
Tableau 9 : budget indicatif du projet	48
Tableau 10 : plan de financement	48

Liste des figures








Figure 1 : Différence entre le web 1 et le web 2.....	14
--	----




Annexes

Annexe n°1 : Carte de la Côte d'Ivoire



Annexe n° 2 : Différents types de médias sociaux

Les types de médias sociaux	caractéristiques	Quelques exemples
Forum 	<ul style="list-style-type: none"> - un espace de discussion offert au public ; - messages affichés par ordre chronologique ; - consultation des discussions libre ; - inscription obligatoire avant d'y répondre. 	Doctissimo ; Forum-auto ; Cyberbricoleur ; bbPress.
Blog 	<ul style="list-style-type: none"> - outil de conception et de publication simplifié pour toutes personnes ; - affichage chronologique des articles et triés dans des catégories ; - dépôt des commentaires par les lecteurs qui peuvent être modérés à postériori. 	Blogger ; WordPress ; Typepad.
Wiki 	<ul style="list-style-type: none"> - base de connaissance en ligne où les internautes rédigent et corrigent eux-mêmes le contenu ; - Chaque page dispose d'un historique des modifications et peut être commentée ; - La modération est assurée par des équipes organisées de façon pyramidale. 	Wikipedia; Wookipedia; Brickipedia; MediaWiki ; Wikia;
Service de partage 	<ul style="list-style-type: none"> - service en ligne où les internautes peuvent publier des photos, vidéos, liens... ; - Chaque élément publié est rattaché à un membre et peut être commenté et noté. 	YouTube; Flickr ; Slideshare; DailyMotion.
Réseau social 	<ul style="list-style-type: none"> - site où les membres sont liés de façon bilatérale ou au travers de groupes. Chaque utilisateur possède un profil. - peut contenir des fonctionnalités telles la messagerie, la publication et le partage de contenus...) ainsi que la possibilité d'héberger des applications tierces (plateforme). 	Facebook; Friendster.
Microblog 	<ul style="list-style-type: none"> - service de publication, de partage et de discussion reposant sur des messages très courts renvoyant à des liens externes ; - La consultation des messages et profils ne requiert pas d'inscription. Chaque membre possède un profil public. Les membres peuvent s'abonner aux profils des autres pour recevoir leurs messages dans un flux unique. 	Twitter ; Google.
Agrégateur 	<ul style="list-style-type: none"> - service en ligne permettant de regrouper l'ensemble des publications d'un utilisateur des médias sociaux sous diverses formes (RSS, photos, vidéos, liens, email...). Les utilisateurs peuvent s'abonner aux flux des autres membres. 	Posterous ; FriendFeed.

<p>FAQ collaborative</p> 	<p>- service en ligne d'entraide où les questions et les réponses sont publiées par les utilisateurs. Les réponses sont commentées et notées ;</p> <p>- le membre qui a publié la question sélectionne la réponse la plus satisfaisante afin de clôturer les échanges et récompenser l'auteur avec un système de points.</p>	<p>Quora, StackOverflow.</p>
<p>Jeux sociaux</p> 	<p>service de jeux en ligne qui propose différentes interactions sociales entre les joueurs. Les objectifs de ces jeux ne pouvant être réalisés qu'à deux ou plusieurs.</p>	<p>Farmville; Mafia Wars; Texas. HoldEm Poker.</p>
<p>Géolocalisation</p> 	<p>- Applications permettant de publier, partager et discuter sur des terminaux mobiles. Les articles ou photos publiés sont rattachés à un lieu afin de leur donner un contexte géographique ;</p> <p>- Chaque membre dispose d'un profil où sont listées ses dernières publications ainsi que les lieux qu'il a visités. Chaque lieu dispose également d'une page où sont listés les membres qui s'y sont signalés.</p>	<p>Foursquare ; Facebook Places ; Gowalla.</p>

Annexe n°3 : Sites ivoiriens

sites					
1	www.abidjanshow.com	43	www.sport-ivoire.ci	85	www.sopie.ci
2	www.abidjan2night.com	44	www.toorako.com	86	www.bcc.ci
3	www.abidjandjafoule.com	45	www.radiococodyfm.com	87	www.leciapa.ci
4	www.abidjan.net	46	www.hotels.ci	88	www.cnra.ci
5	www.acturoutes.info	47	www.ivoirian.net	89	www.lesrosiers.com
6	www.abidjannews.net	48	www.ivoireinfo.com	90	www.satci.com
7	www.africancute.com	49	www.ivoirelive-info.com	91	www.cimbelier.ci
8	www.AuDjassaQuoi.com	50	www.imatin.net	92	www.catherm.ci
9	www.abidjantalk.com	51	www.ivoiregazette.com	93	www.polychimie.com
10	www.atoo.ci	52	www.ivoirmixdj.com	94	www.cosmivoire.ci
11	www.abidjanshow.com	53	www.ivoireforum.com	95	www.parti-ecologique-ivoirien.org
12	www.Abidjantv.net	54	www.ivoirebusiness.net	96	www.envipur.com
13	www.abidjan24.net	55	www.ivoire-blog.com	97	commerce et services
14	www.atoo.ci	56	www.2ivoires.net	98	www.nksfashion.com
15	www.avenue225.com	57	www.koffi.net	99	www.ivoire-pub.com
16	www.sanofipasteur.ci	58	www.live.ci	100	www.conseilenterprises.com
17	www.acabidjan.com	59	www.lebanco.net	101	www.innovateci.com
18	www.nouchi.com	60	www.moov.ci	102	www.abidjan-maison.com
19	www.mbapub.ci	61	www.monsaphir.com	103	www.bourse-immobiliere.net
20	www.rezo-ivoire.net	62	www.fratmat.info	104	www.jeceda.com
21	www.dikouehipalegnoa.net	63	www.lintelligentdabidjan.org	105	www.immobilier-auto.com
22	www.abidjandirect.net	64	www.ivoirediaspo.net	106	www.ivoirimmo.net
23	www.abidjanlumière.com	65	www.rti.ci	107	www.immobilier-ivoire.com
24	www.again225.com	66	www.abidjan-palaisdelaculture.net	108	www.residenceorphelia.com
25	www.babivibre.com	67	www.digitaledgeci.com	109	www.sicogi.ci
26	www.ci.chm-cbd.net	68	www.alpagacom.skyrock.com	110	www.nei-ci.com
27	www.cipromotion.net	69	www.tierou-doodle.com	111	www.lesaintgermainclub.com
28	www.connectionivoirienne.net	70	www.fernandello.com	112	www.locationtempo.com
29	www.cnra.ci	71	www.ahui.org	112	www.editions-profoto.com
30	www.cotedivoire-lavraie.fr	72	www.wobebli.net	113	www.immo-abidjan.com
31	www.radiojam.biz	73	www.grahpoll.free.fr	114	www.christiambmode.com
32	www.encotedivoire.com	74	emploi	115	www.afriquecuisine.com
33	www.eburneanews.net	75	www.abidjanjob.net	116	www.afriq-art.com
34	www.eburnienews.net	76	www.afrique-recrutement.com	117	annuaires – guides
35	www.educarriere.ci	77	agriculture & industries	118	www.abc.ci
36	www.gomagazine.ci	78	www.petroci.ci	119	medicalpharma.info
37	www.gouv.ci	79	www.sir.ci	120	www.annuaire-cotedivoire.com
38	www.move225.com	80	www.firca.ci	121	www.urgences-ci.net
39	www.nostalgie.ci	81	www.sodeci.com	122	informatique – internet
40	www.ondikoi.com	82	www.sotaci.co	123	www.novafrica.com
41	www.proivoiriens.com	83	www.groupecie.net	124	www.abconsulting-ci.com
42	www.rezoivoire.net	84	www.saterm.com	125	www.assistweb.net

Annexe n° 3 (suite)

sites					
126	www.allianceconsultants.net	147	www.meetivoire.fr	168	www.pigierci.com
127	www.ivoirehosting.com	148	convergence.ivoire.free.fr	169	www.aetfanci.net
128	www.khalilhussein.com	149	www.abidjan.us	170	politique – social
129	www.nic.ci	150	tourisme – voyages	171	www.sport-ivoire.ci
130	www.mtn.ci	151	www.africvoyages.com	172	www.didierdrogba.com
131	www.skysoftci.com	152	www.voyages-tourisme-cotedivoire.com	173	www.aseci-international.com
132	musique	153	www.airivoire.com	174	www.agi-ivoiriens.com
133	dolaiskib.free.fr	154	www.golfhotel-ci.com	175	www.rdrcci.org
134	www.cotezik.com	155	www.bestofafrica.org	176	www.gbagbo.ci
135	www.christinagoh.net	156	www.aeria.ci	177	www.fninfo.ci
136	www.kajeem.com	157	www.tourismeci.org	178	www.ado.ci
137	www.alphablondy.info/index.php	158	www.nimbavoyages.com	179	www.ceici.org
138	www.ireggae.com	159	www.parc-national-de-tai.org	180	www.premierministre.ci
139	www.tikenjah.net	160	sports	181	affaires – économie
140	www.africaboxmusic.com	161	www.africanmuscle.com/FIBBA/	182	www.africa-trade.ci
141	www.yelena.artisium.com	162	www.laurent-pokou.com	184	www.africonseil.net
142	www.aatmidjembe.com	163	mr-kwame.blogspot.com	185	www.ecobank.com
143	www.beta-simon.com	164	www.fif-ci.com	186	www.dtematagri.com
144	www.ori-amon.com	165	formation - enseignements	187	www.afribourse.com
145	sites communautaires	166	www.etudeci.net	188	www.sotaci.ci
146	www.ondikoi.com	167	www.klanien-male.net		

Annexe n°4 : Etude sur l'usage de l'Internet à Abidjan en 2009

L'étude a permis de révéler un taux d'accès au service internet à 27% avec une forte proportion des jeunes (37%). L'ordinateur est le moyen d'accès le plus utilisé à 93%. Quand à l'abonnement, il se fait par le réseau filaire (connexion par câble) à 74% contre 18% pour le réseau Wireless (connexion sans fil). L'utilisation des réseaux sociaux est beaucoup plus fréquent ; en occurrence Facebook. 65% des internautes affirment que ces outils permettent de rester en contact avec le monde. Environ 5% ont des blogs. L'usage des sites à des fins de veille stratégique (information sur la concurrence, nouveaux produits, procédé...) est encore marginal.

Ce que les ménages* font une fois connectés		Ce que les usagers font une fois connectés	
tâche	Pourcentage	tâche	Pourcentage
Envoi de messages électroniques	70%	Recherche d'informations sur des organismes publics nationaux	31%
Messagerie interactive (tchat)	38%	Consultation de sites web d'organismes publics internationaux à des fins informatives	35%
Téléphoner sur internet	17%	Téléchargement et remplissage de formulaire en ligne	Entre 23% et 26%

**Ménages : "Unité statistique élémentaire de population, constituée par une ou plusieurs personnes (célibataire, famille, communauté) qui, quels que soient les liens qui les unissent, occupent un même logement à titre de résidence principale, et envisagée dans sa fonction économique de consommation". Source : <http://www.larousse.fr/dictionnaires/francais/m%C3%A9nages>*

Impact des sites web des entreprises sur leurs activités

Types de service	Pourcentage
Catalogues de produits ou liste de prix	34%
Page web orienté vers la clientèle	44,2%
Collecte d'information des clients	20, 9%
Certificat de confidentialité	9,3%
Commande en ligne de produits	14%
Service de paiement en ligne	7%
Service de passation d'ordre en ligne	4, 7%
Explication des clauses de sécurité	11, 6%
Autres	30, 2%

Source ; CIRES, ECOTEL 2009

Où est ce que les usagers se connectent ?	
Lieu	Pourcentage
Cybercafés	72%
Ecoles	14%
Bureaux	13%

Internet dans les structures étatiques

Presque la totalité des entreprises et structures étatiques sont connectées à Internet mais parmi elles, les Ministères possèdent un taux de site plus élevé de l'échantillon : 86% contre 56% pour les entreprises de service. Cependant le taux d'équipement pour la visioconférence est très faible : 7%.

L'étude a remarqué que l'usage de l'Internet dépendait fortement du niveau d'instruction scolaire, de la maîtrise de l'outil informatique et aussi du fait qu'on soit salarié (fonctionnaire), étudiant et chômeur pour des raisons de service, étude et chercheur d'emploi.

Annexe n° 5 : Partenaires au développement intervenant dans la thématique Migration/**Population vulnérables**

Populations vulnérables	Institutions	Intitulé du Programme/Projet
Personnes déplacées internes	HCR	PAR-Pdig
	UNFPA	PAR-Pdig
		Assistance et de réinsertion sociale des Femmes/ Filles déplacées et retournées à Abidjan
	PNUD	Le Programme d'Appui à la base pour la reconstruction/réinstallation et l'intégration sociale (ABRIS)
	CARE	PAR-Pdig
	OCHA	PAR-Pdig
Réfugiés	HCR	Protection, assistance, rapatriement et réinstallation des réfugiés
	OIM	Programme de réinstallation des réfugiés aux Etats-Unis, au Canada, ...
Travail des Enfants	GTZ	Projet LTTE (Lutte contre la traite et les pires formes de travail des enfants)
	UNICEF	Programme protection des enfants
	OIM	Rapatriement des enfants victimes de traite
	OIT	Projet WACAP : Projet de lutte contre le travail des enfants dans la culture du cacao et dans l'agriculture commerciale
		Projet LUTRENA

Source : Sylvère, 2009

Annexe n° 6 : Des fonctions du web 2 dans divers domaines

Pour la visibilité et la recherche d'emploi

Les réseaux professionnels permettent de faire des contacts d'affaires, de développer des partenariats, de trouver des investisseurs, de se faire connaître Grâce aux blogs. On peut promouvoir son CV, en mettant en avant ses expériences et compétences et faciliter les échanges. Les outils comme LinkedIn, viadeo permettent également d'identifier les salariés ou employeurs potentiels, mais aussi contribuent à accroître son réseau de clients, fournisseurs...

Pour le commerce et la publicité

- Le commerce en ligne se développe bien et le Web 2.0 permet au client de faire ses remarques et suggestions sur un produit qu'il a consommé afin de susciter l'achat à d'autres clients. Il peut annoter des références d'ouvrage par exemple dans des catalogues en ligne. Le client peut recommander à son entourage, des produits et services. Beaucoup d'entreprises surtout commerciales possèdent des bases de données des internautes qu'ils croisent avec d'autres. Cela leur permet d'avoir le profil de consommateur de l'internaute afin de lui offrir par la suite des affichages publicitaires liés à son goût.

- Dans une étude paneuropéenne de StepStone, quand à la question de savoir dans quel but les entreprises utilisent-elles les réseaux sociaux, celles-ci affirment que la plupart des entreprises interrogées indiquent qu'elles utilisent les réseaux sociaux pour le recrutement (79%). 54% mentionnent que c'est pour attirer de nouveaux clients et 50%, pour la diffusion d'actualité sur de nouveaux produits. Les nouveaux usages constituent des outils complémentaires aux autres méthodes de recrutement.

- Les médias sociaux ont fait tomber les barrières financières qui empêchaient les Très Petites Entreprises (TPE) et les Petites et Moyennes Entreprises (PME) d'accéder à des outils de communication de masse. A n'en pas douter, la communication 2.0 représente l'avenir de la communication pour les TPE et PME qui peuvent désormais investir du temps plutôt que des sommes importantes dans leur présence en ligne. Que l'objectif soit de gagner en notoriété ou de développer le trafic de son site Internet, les médias sociaux deviennent le média de prédilection d'une communication efficace et complètent parfaitement une communication plus traditionnelle, qu'elle soit en ligne (newsletter, ...) ou non (radio, télévision, presse).

Pour la géo localisation

Grâce à des outils comme Google Maps, les internautes peuvent localiser sur des cartes, des services de proximité (commerces, station service...). Géoportail permet d'avoir accès au cadastre, à la visualisation des zones à risque...). Google Earth est en partenariat avec la NASA et programme des Nations Unies pour l'environnement pour les services qu'il leur procure.

Pour l'utilisation en politique

Les acteurs et partis politiques et les institutions officielles comprenant l'intérêt que représente ces outils sont de plus en plus présents sur leurs Tweeter, Facebook, blogs etc. Ils sont en contact avec le vivier de citoyens électeurs potentiels présents sur ces sites. C'est aussi un endroit privilégié pour faire les campagnes, de fidéliser ou d'attirer de nouveaux lecteurs. Ces sites sociaux permettent aux individus d'échanger leurs points de vue sur la politique et bien d'autres sujets d'envergure nationale.

Annexe n° 7 : Présentation de l'étude**❖ Entretien avec des personnes ressources sur la question de l'immigration**

Un rendez-vous d'une heure de temps nous a été accordé en vue d'échanger en profondeur sur la question. L'entretien nous a permis d'avoir une situation générale des immigrants. Ce sont :

Nom et Prénoms	Fonctions	Structure
Ibtissam Nkaili	Présidente de l'Association des Etudiants internationaux de l'Université de Moncton (AEIUM)	Campus de Moncton
Sadek Ould-Kaci	Coordonnateur aux services d'établissement	Le Centre d'accueil et d'accompagnement francophone des immigrants (CAFI)
Chedly Belkhodja	Professeur, écrivain ayant mené plusieurs études et publications sur l'identité culturelle et l'immigration	Campus de Moncton

Les questions posées ont tourné autour de l'organisation du voyage des immigrants ; les dispositions prises pour leur accueil ; leur intégration ; leur choc culturel ; leur rapport avec leur pays d'origine.

- **Entretien avec des professeurs immigrants du Campus de Moncton**

Nous avons ciblé uniquement les immigrants venus de divers pays dans le monde à savoir la Cote d'Ivoire, le Sénégal, le Cameroun, la Tunisie, le Liban, la France, le Venezuela, la Russie, le Québec. Nous nous sommes ainsi entretenues avec 12 professeurs.

Etant donné que l'entretien concernait le personnel du Campus de Moncton, il fallait procéder autrement que de demander de simples demandes de rendez-vous : Il fallait d'abord remplir les formalités administratives. Cela consiste à faire une demande d'autorisation d'étude adressée au comité d'éthique pour la recherche auprès des êtres humains. Après avoir obtenu l'autorisation, nous avons par la suite à travers l'adresse Outlook du Campus, adressé un courriel aux professeurs désirant participer à l'étude.

Un questionnaire a été élaboré pour la circonstance. Ce questionnaire soulève plusieurs aspects de la vie des participants à savoir : le parcours, l'intégration, la relation avec les sites Internet et les réseaux sociaux (Voir annexe n° 12 Questionnaire de l'entretien). Nous avons pu faire ainsi un entretien individuel selon la disponibilité des participants. Il a duré au plus, une heure de temps avec chaque participant et était enregistré à l'aide d'un dictaphone. Les questions posées ont été à majorité des questions ouvertes ; ceci dans le souci de mieux cerner et comprendre les différents aspects de leur vie, leur réaction et avis sur le sujet. En fonction des réponses, nous avons pu rebondir sur d'autres questions utiles qui ne se trouvaient pas sur la grille d'entretien.

- **Observation de conversation**

Au côté de cette étude, nous avons saisi l'occasion pour côtoyer les étudiants africains immigrants qui vivaient dans la province (Nouveau-Brunswick) et qui faisaient partie de notre entourage. Nous étions surtout proches de la communauté ivoirienne qui comptait environ 50 personnes (étudiant, diplômé, travailleur) au sein de leur Association. Cela nous a permis de faire de l'observation de conversation de ces personnes en question. Nous sommes restés pendant 4 mois et demi sur les lieux du stage. Nous en avons profité pour les côtoyer dans leur milieu de vie et activité (rencontres amicales, réunion de communauté, organisation de fêtes ; activités chrétiennes). Plusieurs conversations suscitées par nous où émises par eux-mêmes ont soulevé la question du retour après les études et de leur relation avec leur pays d'origine.

Annexe n° 8 : Questionnaire de l'entretien

Grille d'entretien

Votre parcours

- 1- Quel est votre pays d'origine ?
- 2- Depuis combien d'années vivez-vous au Canada ?
- 3- Parlez-moi de votre parcours depuis que vous avez quitté pays d'origine à aujourd'hui ?
- 4- Êtes-vous présentement en couple ? (*mariés, union de fait*) ?
- 5- (*S'il y a lieu*) Est-ce que votre partenaire est également originaire de pays d'origine ? (*si non, d'où ?*)
- 6- Avez-vous des enfants ? (*si oui, de quel nationalité ?*)
- 7- Y a-t-il d'autres membres de votre famille qui vivent au Canada ? (*si oui, à Moncton ou ailleurs ?*)
- 8- Principalement, qu'est-ce qui a motivé votre venue au Canada ?

Votre relation avec votre pays d'origine (identité culturelle)

- 9- Avez-vous des membres de votre famille qui demeurent présentement en pays d'origine ?
- 10- Êtes-vous retourné en pays d'origine ? *Régularité ? Raisons ? (professionnelles ou personnelles)*
- 11- Avez-vous maintenu des liens avec des gens autres que des membres de votre famille, de pays d'origine ?
- 12- Quelles différences et similarités percevez-vous entre votre la culture de pays d'origine et la culture à Moncton ?
- 13- Quels aspects de la culture de pays d'origine considérez-vous avoir conservé à ce jour ?
- 14- Parlez-moi de votre intégration à la culture de Moncton ?
- 15- Présentement, vous considérez-vous davantage canadien ou pays d'origine ?

Votre profession (identité professionnelle)

- 16- Depuis combien d'années êtes-vous professeur à l'Université?
- 17- Quel est votre statut d'emploi (*temporaire, régulier permanent ou en voie de permanence*) ?
- 18- Où avez-vous effectué vos études universitaires (*baccalauréat, maîtrise et doctorat*) ?
- 19- Avez-vous occupé des emplois au Canada, autre que professeur ?
- 20- Selon vous, qu'est-ce qu'un professeur d'université ? (*s'il y a lieu, approfondir la relation entre l'enseignement, la recherche et le service à la collectivité*)

Annexe n° 8 (Suite) : Questionnaire de l'entretien

21- Quelles différences et similarités percevez-vous entre les professeurs d'université dans pays d'origine et à Moncton ?

22- Parlez-moi de votre intégration à l'Université de Moncton ?

Les liens entre l'intégration culturelle (*identité culturelle*) et la profession (*identité professionnelle*)

23- En quoi est-ce que avoir un emploi de professeur à l'Université de Moncton a aidé ou nuit à votre intégration à la communauté de Moncton ?

Les sites de l'internet et les réseaux sociaux

24- Utilisez-vous les réseaux sociaux ?

25- Lesquels ?

26- (*S'il y a lieu*) Utilisez-vous les réseaux sociaux pour communiquer avec des membres de votre famille demeurés en pays d'origine ?

27- (*S'il y a lieu*) À quelle fréquence ?

28- (*S'il y a lieu*) Utilisez-vous les réseaux sociaux pour communiquer avec des membres de votre communauté d'origine, autres que des membres de votre famille demeurés en pays d'origine ?

29- (*S'il y a lieu*) À quelle fréquence ?

30- Consultez-vous des sites de l'internet pour avoir des nouvelles de pays d'origine ?

31- (*S'il y a lieu*) Lesquels ?

32- (*S'il y a lieu*) À quelle fréquence ?

Autres commentaires

33- Avez-vous des commentaires à nous partager au sujet de n'importe lequel des questions abordées dans cet entretien?

Annexe n° 9 : Questionnaire de l'étude

Ivoiriens, Internet et Media sociaux

L'avènement de l'Internet a bouleversé considérablement les pratiques sociales, culturelles, politiques, éducatives et professionnelles. Conjuguer avec la mondialisation et la mobilité des populations, nous constatons que de plus en plus nombreux sont ceux qui utilisent les réseaux sociaux pour entretenir des relations professionnelles, sociales et familiales avec des gens à travers le monde.

L'objectif de cette étude est de recueillir les perceptions des Ivoiriens habitant en Côte d'Ivoire et ceux habitant à l'extérieur de la Côte d'Ivoire à l'égard de l'utilisation de l'Internet et, plus spécifiquement, des réseaux sociaux dans le maintien des relations familiales, sociales et professionnelles.

Cette étude est effectuée dans le cadre du Master en développement, spécialité Communication et Médias de l'Université Senghor. Il est supervisé par le professeur BAUDOIN Robert de l'Université de Moncton au Canada.

Nous sollicitons votre collaboration dans cette étude en vous demandant de répondre aux questions proposées. Nous voulons vous assurer que l'anonymat de vos réponses sera strictement maintenu. Le sondage ne contient aucune question ou aucun moyen permettant de vous identifier. Nous vous poserons quelques questions biographiques afin de nous permettre d'effectuer des analyses par catégories de répondants.

Votre participation est totalement volontaire et bénévole. Vous pouvez arrêter votre participation à tout moment sans avoir à justifier votre arrêt.

Si vous avez des questions concernant cette étude ou le questionnaire, veuillez contacter Kouadio Emma à l'adresse courriel emmakouadio2003@yahoo.fr ou Baudouin Robert à l'adresse courriel Robert.Baudouin@Umoncton.ca

En appuyant sur le bouton CONTINUER vous signalez que vous accordez votre accord à ce que vos réponses soient placées dans la base de données de l'étude.

Merci de votre collaboration.



CONTINUER

Informations biographiques

1. Quel est votre sexe ?

- Homme
 Femme

2. Quel est votre plus haut niveau d'éducation ?

- BEPC
 BAC
 BAC + 2
 BAC + 3
 BAC+ 4
 BAC + 5

Autre (veuillez préciser)

3. Quel est votre domaine d'étude/d'activité? (Indiquez plusieurs domaines, au besoin)

- Administration publique
 Affaires et finances
 Agriculture
 Arts, culture, sports et loisirs
 Construction immobilière
 Enseignement
 Foresterie
 Gestion des entreprises privées
 Mines et carrières
 Pêche
 Religion

- Santé
- Sciences naturelles et appliquées
- Services aux entreprises
- Services aux individus
- Transformation et fabrication manufacturière
- Transport
- Travail social
- Vente au détail
- Vente en gros

Autre (veuillez préciser)

4. Quel est votre principal emploi du temps ?

- Aux études
- En emploi
- À la maison

Autre (veuillez préciser)

5. Habitez-vous présentement en Côte d'Ivoire ?

- Oui
- Non

1. Dans quel pays habitez-vous présentement ?

2. Pour quelle raison principale habitez-vous à l'extérieur de la Côte d'Ivoire ?

- Pour étudier
- Pour travailler
- Pour accompagner mon conjoint ou ma conjointe ou un autre membre de ma famille

Autre (veuillez préciser)

3. Prévoyez-vous revenir en Côte d'Ivoire dans un futur rapproché ?

- Non
- Oui, mais je ne sais pas quand
- Oui, d'ici un an
- Oui, d'ici trois ans
- Oui, d'ici cinq ans

Autre (veuillez préciser)

4. Seriez-vous intéressé à mettre vos compétences au service du développement de la Côte d'Ivoire ?

- Oui, certainement
- Oui, possiblement
- Non

Maintien des contacts avec les membres de la famille

1. Y a-t-il des membres de votre famille qui vivent aujourd'hui en Côte d'Ivoire ?

- Non
- Père et/ou mère
- Frères et sœurs
- Grands-parents, Oncles, tantes, cousins, cousines
- Conjoint ou conjointe
- Ex-conjoint ou ex-conjointe
- Enfants

Autre (veuillez préciser)

2. Y a-t-il des membres de votre famille qui vivent aujourd'hui À L'EXTÉRIEUR de la Côte d'Ivoire ?

- Non
- Père et/ou mère
- Frères et sœurs
- Grands-parents, Oncles, tantes, cousins, cousines
- Conjoint ou conjointe
- Ex-conjoint ou ex-conjointe
- Enfants

Autre (veuillez préciser)

3. Maintenez-vous des contacts avec des membres de votre famille ?

	Pas du tout	Rarement	Occasionnellement	Régulièrement	Souvent
Père et/ou mère	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Frères et sœurs	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Grands-parents, Oncles, tantes, cousins, cousines	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Conjoint ou conjointe	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Ex-conjoint ou ex-conjointe	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Enfants	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Autre	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>

4. Par quel (s) moyen (s) de communication, maintenez-vous les contacts avec les membres de votre famille QUI HABITENT en Côte d'Ivoire?

	Visite	Téléphone	Courrier postal	Courriel	Médias sociaux	SKYPE ou autres du même genre	Autre
Père et/ou mère	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Frères et sœurs	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Grands-parents, Oncles, tantes, cousins, cousines	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Conjoint ou conjointe	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Ex-conjoint ou ex-conjointe	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

Enfants	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Autre	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

5. Par quel (s) moyen (s) de communication, maintenez-vous les contacts avec les membres de votre famille qui N'HABITENT PAS en Côte d'Ivoire ?

	Visite	Téléphone	Courrier postal	Courriel	Médias sociaux	SKYPE ou autres du même genre	Autre
Père et/ou mère	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Frères et sœurs	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Grands-parents, Oncles, tantes, cousins, cousines	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Conjoint ou conjointe	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Ex-conjoint ou ex-conjointe	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Enfants	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Autre	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

Maintien des contacts avec les amis, collègues d'études ou de travail.

1. Maintenez-vous des contacts avec des amis ou des collègues d'études ou de travail, de l'extérieur de votre famille et qui habitent en Côte d'Ivoire ?

- Non, pas du tout
- Rarement
- Occasionnellement
- Régulièrement
- Souvent

2. Par quel (s) moyen (s) de communication, maintenez-vous les contacts avec eux ?

- Téléphone
- Courriel
- Médias sociaux
- SKYPE ou autres du même genre

Autre (veuillez préciser)

Votre relation avec les sites Internet

1. Avez-vous accès à l'internet,

	Oui	Non
à la maison ?	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
au travail (aux études) ?	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>

Autre (veuillez préciser)

2. À quelle fréquence consultez-vous les catégories de site internet suivants :

	Jamais	À tous les jours	De 1 à 6 fois par semaine	Une fois par semaine	De 2 à 5 fois par mois	Moins qu'une fois par mois
Des sites officiels gouvernementaux	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>

Des sites d'organismes internationaux	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Des sites d'organismes nationaux, non-gouvernementaux	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Des sites d'institutions de formation	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Des sites des média d'information	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Des sites d'association professionnelle	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Des sites d'entreprises	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Des blogues privés	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Autres genres de site.	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>

3. À quelle fréquence consultez-vous les catégories de site internet suivants PROVENANT de la Côte d'Ivoire:

	Jamais	À tous les jours	De 1 à 6 fois par semaine	Une fois par semaine	De 2 à 5 fois par mois	Moins qu'une fois par mois
Des sites officiels du gouvernement	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Des sites d'organismes non-gouvernementaux	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Des sites d'institutions de formation	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Des sites des média d'information	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Des sites d'association professionnelle	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Des sites d'entreprises	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Des blogues privés	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Autres genres de site.	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>

4. Quel (s) contenu (s) vous offre les sites ivoiriens que vous utilisez ?

- Informatif
 Politique
 Culturel
 Educatif
 professionnel
 Divertissement

Autre (veuillez préciser)

5. Quelle évaluation faites-vous dans l'ensemble, des sites Internet ivoiriens ?

	Très satisfaisant	Satisfaisant	Neutre ou pas d'opinion	Insatisfaisant	Très insatisfaisant
Qualité de l'information (utilité, pertinence, etc.)	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Qualité du design (apparence, esthétique, etc.)	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Qualité technique (vitesse, fiabilité, etc.)	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>

6. Quel (s) contenu (s) ne trouvez-vous pas /ou que vous trouvez moins et que vous aimerez avoir sur les sites ivoiriens?

Votre relation avec les médias sociaux

1. À quelle fréquence utilisez-vous les médias sociaux suivants :

	Jamais	À tous les jours	De 1 à 6 fois par semaine	Une fois par semaine	De 2 à 5 fois par mois	Moins qu'une fois par mois
Facebook	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Twitter	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Flickr	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Viadeo	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
LinkedIn	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
FriendFeed	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>

Autre (veuillez préciser)

2. Dans quels contextes utilisez-vous PRINCIPALEMENT les médias sociaux ?

	Jamais	À tous les jours	De 1 à 6 fois par semaine	Une fois par semaine	De 2 à 5 fois par mois	Moins qu'une fois par mois
Famille	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Professionnel	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Études	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Associatifs	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Loisirs	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Divertissements	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>

Autre (veuillez préciser)

3. Si une plateforme de rencontre, d'échanges d'expériences, de compétences et de soutien entre Ivoiriens résidents en Côte d'Ivoire et Ivoiriens à l'extérieur du pays, vous était proposée, seriez-vous intéressé ?

- Très intéressé
- Passablement intéressé
- Neutre ou pas d'opinion
- Peu intéressé
- Pas du tout intéressé

Commentaires

1. Avez-vous des commentaires à nous partager au sujet des questions soulevées sur ce questionnaire ?

Ivoiriens, Internet et Media sociaux

Merci d'avoir répondu à notre sondage!

Nous vous prions de bien vouloir faire parvenir le lien ci-dessous à tous les Ivoiriens que vous connaissez.

<http://www.surveymonkey.com/s/ivoiriens>

Merci de votre collaboration!

TERMINER - MERCI

Annexe n° 10 : Description des différentes grandes rubriques du site

1) Partie du site ouverte au grand public

❖ Les rubriques :

- ✓ **accueil** : première page qui présente à première vue, les rubriques du site ;
- ✓ **ressources documentaire par domaine d'activité** : c'est de la documentation tout format utile, recensés en vue d'informer le large public : c'est sur la migration internationale des compétences, des rapports, études sur les expériences en matière de transferts de compétences, des rapports de développement en Côte d'Ivoire ;
- ✓ **actualité** : on fera de la veille informationnelle sur les nouvelles activités, décisions dans le secteur de la formation en Côte d'Ivoire comme là où la diaspora vit. La veille informationnelle permet d'éviter l'obsolescence des connaissances et méthodes dans le secteur de la formation ;
- ✓ **diaspora** : présentation des associations de la diaspora dans le monde, leurs actions ;
- ✓ **résidents ivoiriens** : présentation des associations professionnelles par métier dans le secteur de la formation, leurs actions ;
- ✓ **informations du site** : les résultats des interactions (des projets et actions) réalisés par les membres inscrits ;
- ✓ **connexion membre** : c'est là où se fait l'inscription des membres pour avoir accès à leur espace ;
- ✓ **opportunités (bourses- emploi)** : on fera de la veille informationnelle sur les bourses et emploi au plan national et international ;
- ✓ **lettre d'information** : être abonné en vue de la recevoir. Elle relate les activités du projet ;
- ✓ **forum** : espace de discussion par thème sur les sujets précis ;
- ✓ **lien vers le compte Facebook et tweeter du site et liens utiles** : lien vers des structures et organismes qui travaillent pour l'immigration ; nationale comme international ; des partenaires ;
- ✓ **avis et suggestion sur le site** : cette rubrique permet aux internautes de donner leur avis et suggestion sur le site (dans le fond comme dans la forme pour mieux les satisfaire).

2) Partie du site réservée aux abonnés

❖ Les rubriques :

- **diaspora** : Dans cette rubrique, on trouve les profils de métier dans le secteur de la formation. Dans chaque profil de métier on trouve la liste de chaque abonné. Un clic sur chaque nom et photo renvoie à des sous rubriques : CV- blog - projets. Les abonnés dans une catégorie sont regroupés par domaine d'activité ;
- **résident** : Dans cette rubrique, on trouve les profils de métier dans le secteur de la formation. Dans chaque profil de métier on trouve la liste de chaque abonné. Un clic sur chaque nom et photo renvoie à des sous rubriques : CV- blog - projets. Les abonnés dans une catégorie sont regroupés par domaine d'activité ;
- **activités groupe** (le webmaster mettra en contact et en réseau, diaspora et résidents de même centre d'intérêt, même métier...).

Pour chaque groupe, sont offerts des cadres selon la nature des échanges :

- **chat** : espace discussion instantané pour les participants ;
- **forum** : espace de discussions et de proposition de résolution sur des sujets du pays ;
- **wiki** : espace de travail collaboratif et coopératif pour des groupes de travail.